



VICE-MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DE LA FÉDÉRATION
DE RUSSIE

SERGUEÏ RIABKOV :

« L'humanité connaît une ère de changements tectoniques. On voit émerger de nouveaux centres de forces dont les fondements sont la souveraineté, le respect mutuel et un équilibre raisonnable des intérêts. Les BRICS représentent l'une de ces plateformes innovantes pour une coopération équilibrée visant à résoudre des problèmes communs »



MOTS DE BIENVENUE



YOURI TCHIKHANTCHINE

Directeur de Rosfinmonitoring (Service fédéral de surveillance financière), président du Comité de patronage



CHERS LECTEURS,

Je suis heureux de vous accueillir pour ce 42e numéro de la revue « Sécurité financière » consacrée aux questions de l'élaboration de l'architecture de la sécurité financière mondiale au cours de l'année de la présidence russe des BRICS et de la CEI.

Aujourd'hui, les pays sont confrontés à des risques communs : soutien financier au terrorisme et à l'extrémisme, trafic de stupéfiants, criminalité transnationale organisée, corruption et utilisation des nouvelles technologies à des fins illégales. Ces défis et bien d'autres ne peuvent être surmontés qu'en agissant en commun.

Sous la présidence de la Fédération de Russie, les travaux au sein du Groupe Eurasie (EAG) de lutte contre le blanchiment de capitaux

et le financement du terrorisme se poursuivent afin de minimiser ces risques. La coopération s'intensifie avec le Groupe d'Action Financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord (GAFIMOAN) ainsi qu'avec d'autres groupes régionaux de type GAFI. Nous considérons que nos efforts pour mettre en œuvre les Recommandations du GAFI sont importants ainsi que la prise des contacts dans les domaines des structures concernées de l'ONU, de l'OTSC et de l'OCS pour assurer la sécurité financière mondiale et régionale.

Pour ce qui concerne les travaux se déroulant dans l'espace eurasiatique, une attention particulière est accordée au Programme de coopération des États membres de la CEI dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme pour 2023-2025, ainsi qu'au lancement du Centre international d'évaluation des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (CIER).

Des mesures conjointes avec les collègues des BRICS renforceront le rôle principal de coordination de l'ONU dans la lutte contre le terrorisme international et garantiront la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'ONU, empêchant ainsi l'apparition des risques dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent.

En 2024, de nombreux événements marquants ont eu lieu pour renforcer la sécurité financière : forum scientifique et pratique international à Nijni Novgorod « Questions d'actualité dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme », Semaine plénière de l'EAG à Bichkek, réunion du Conseil LBC/FT des BRICS et du Conseil des chefs des cellules de renseignement financier des États membres de la CEI (CRF CH) et nombre d'autres réunions. La délégation de Rosfinmonitoring a participé à la 38e Séance plénière du GAFIMOAN à Manama (Royaume de Bahreïn). La diversité géographique des participants à l'événement et leurs contacts bilatéraux réguliers avec Moscou sur les questions actuelles de LBC/FT montrent la volonté de ces pays de renforcer l'échange d'informations et la coopération sur un large éventail de questions.

Chers amis, les pages de notre revue vous proposent des informations sur ces activités et beaucoup d'autres. Dans le nouveau numéro de « Sécurité financière », nous avons rassemblé des articles de nos collègues représentants des cellules de renseignement financier, des organisations internationales et de la communauté académique de différents pays.



CONTENU

- 6 Discours du President Russe Vladimir Poutine a l'occasion du debut de la presidence Russe des BRICS
- 7 Du concept de la presidence de la Federation de Russie dans la Communaute des États Independants en 2024
- 8 **SERGUEÏ RIABKOV**
Role des BRICS dans le renforcement de la securite mondiale et dans la lutte contre le financement du terrorisme
- 10 **GUERMAN NEGLYADE, SVETLANA CHARAPOVA**
Cooperation internationale dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme : La Cei Et les BRICS

BRICS et CEI : architecture de la sécurité financière

- 14 **VIVEK AGGARWAL**
Strategie de L'Inde visant a reduire les risques de bc/ft en passant a une economie des reglements sans numeraire
- 18 **CHAMSIDDINE SOKHIBNAZAROV**
Le renseignement financier de la Republique d'Ouzbekistan et son role dans le renforcement de la securite financiere internationale
- 20 **ROBERTO DE ANDRADE MEDRONHO**
La mise en place de réseaux de sécurité financière durables et solides est l'une des conditions les plus importantes pour le développement des relations entre les pays BRICS
- 23 **NIRMALA GOPAL**
La Russie devient l'acteur le plus important sur la scène mondiale



8

SERGUEÏ RIABKOV
Role des brics dans le renforcement de la securite mondiale et dans la lutte contre le financement du terrorisme



26

LES EXPERTS EN MATIERE DE LBC/FT DE PLUS DE 20 PAYS SE SONT REUNIS LORS D'UN FORUM A NIJNI NOVGOROD



14 VIVEK AGGARWAL
Strategie de l'inde visant a reduire les risques de bc/ft en passant a une economie des reglements sans numeraire



57 OLGA TISSEN
Reglementation juridique du chiffre d'affaires des actifs virtuels et de la lutte contre leur utilisation a des fins BC/FT : experience de certains pays de la cei et des BRICS



En voie de réduction des risques et menaces communes

- 26** Les experts en matiere de LBC/FT de plus de 20 pays se sont reunis lors d'un forum a Nijni Novgorod
- 28 DISCOURS DES PARTICIPANTS**
A la seance pleniere du forum international scientifique et pratique « Questions d'actualite dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme »
- 47 COMMENTAIRES DES PARTICIPANTS**
À la seance pleniere du forum international scientifique et pratique « questions d'actualite dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme »
- 49** La semaine Plénière de L'EAG s'est tenue à Bichkek : les résultats sont présentés dans l'article d'opinion
- 54 DIANA DEVIATKINA, ALEXEÏ KHARLANOV**
Transformation des institutions de la cei dans le cadre de l'Agenda Eurasien : resolution de la question de la securite economique et financiere

La monnaie numérique est une nouvelle réalité

- 57 OLGA TISSEN**
Reglementation juridique du chiffre d'affaires des actifs virtuels et de la lutte contre leur utilisation a des fins BC/FT : experience de certains pays de la cei et des BRICS

62 DENIS POLIAKOV
Rouble numerique au profit des personnes et des entreprises : experience russe

Tribune des jeunes

68 EVELINA VALOVA
Les jeunes dans les BRICS

Actualités du système anti-blanchiment

- 71** Vienne : la 67e session de la commission des stupefiants des nations unies a eu lieu
- 71** Moscou : reunions bilaterales entre les cellules de renseignement financier russe et certains états
- 71** Kazan : XV Forum economique international « La Russie — le monde islamique : Kazanforum »
- 72** Minsk : conference dediee a la lutte contre la criminalite utilisant les actifs numeriques
- 72** Manama : 38e seance Pleniere du gafimoan
- 73** Des salons de l'education et des carrieres en matiere de lbc/ft ont eu lieu DANS les universites des pays BRICS

62 DENIS POLIAKOV
Rouble numerique au profit des personnes et des entreprises : experience russe



DISCOURS DU PRÉSIDENT RUSSE VLADIMIR POUTINE A L'OCCASION DU DÉBUT DE LA PRÉSIDENTENCE RUSSE DES BRICS



Le 1er janvier, la Russie a pris la présidence des BRICS. Selon la décision du XV^e sommet des BRICS approuvée en août de l'année passée, cette association comprend désormais 10 États. L'Égypte, l'Iran, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et l'Éthiopie ont rejoint les BRICS en tant que nouveaux membres à part entière. Ceci prouve d'une manière convaincante l'autorité croissante de cette union et son rôle grandissant dans les affaires mondiales.

Les BRICS attirent de plus en plus d'États sympathisants et partageant les mêmes idées c'est-à-dire les principes fondamentaux qui sont à la base de leurs activités. Il s'agit de l'égalité souveraine, du respect du choix de sa propre voie de développement, de la prise en compte mutuelle des intérêts, de l'ouverture, du consensus, du désir de créer un monde multipolaire et un modèle équitable de système financier et commercial mondial, ainsi que de la recherche de solutions collectives aux problèmes actuels les plus urgents.

C'est de cette manière, axée sur une coopération positive et créative avec tous les États intéressés que la présidence russe des BRICS fonctionnera en 2024 sous la devise « Renforcer le multilatéralisme pour un développement et une sécurité mondiale équitables ».

Nous prendrons toutes les mesures possibles, tout en conservant les traditions et guidés par l'expérience acquise par l'association au cours des années précédentes, pour faciliter l'intégration harmonieuse des nouveaux participants dans tous les formats de ses activités.

Et bien sûr, nous tiendrons compte de la volonté de nombreux autres pays (environ une trentaine) de rejoindre les BRICS d'une façon ou d'une autre et de rejoindre l'agenda multiforme de cette organisation. Dans ce but, nous nous engagerons activement à l'élaboration de mode de fonctionnement de la nouvelle catégorie d'États partenaires des BRICS.

En général, la Russie poursuivra ses efforts pour promouvoir l'ensemble du partenariat au sein des BRICS dans trois domaines clés : la politique et la sécurité, l'économie et la finance, les contacts culturels et humanitaires.

Bien entendu, nous accorderons une attention particulière au renforcement de la coordination des politiques extérieures des pays participants et à la recherche

conjointe de réponses efficaces aux défis et aux menaces contre la sécurité et la stabilité internationales et régionales. Nous contribuerons à la mise en œuvre pratique de la Stratégie de partenariat économique des BRICS jusqu'en 2025 et du Plan d'action pour une coopération innovante pour 2021-2024, tout en garantissant la sécurité énergétique et alimentaire, en augmentant le rôle des BRICS dans le système monétaire et financier international, en développant la coopération interbancaire et l'utilisation des monnaies nationales dans les transactions commerciales.

Les priorités comprennent la promotion future de l'interaction dans le domaine de la science, de la haute technologie, de la santé, de l'écologie, ainsi que dans le domaine de la culture, du sport, des échanges de jeunes et à travers la société civile.

Au total, dans le cadre de la présidence, il est prévu d'organiser plus de 200 événements de niveaux et d'objectifs différents dans de nombreuses villes de Russie. Nous invitons les représentants de tous les pays souhaitant coopérer avec notre organisation à y participer. Et bien sûr, le point culminant du « quart » présidentiel sera le sommet de l'unification, qui se tiendra à Kazan en octobre.

En assumant la présidence, la Russie espère une coopération fructueuse avec tous les États impliqués dans les BRICS.

DU CONCEPT DE LA PRESIDENCE DE LA FEDERATION DE RUSSIE DANS LA COMMUNAUTE DES ÉTATS INDEPENDANTS EN 2024

« Nous continuerons à renforcer les mécanismes de lutte commune contre les menaces et défis nouveaux comme traditionnels, tels que le terrorisme, l'extrémisme, la criminalité transnationale, la légalisation (blanchiment) de capitaux, le trafic de stupéfiants, de substances psychotropes et de leurs précurseurs, d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'engins explosifs. Une attention particulière sera accordée à la réalisation du Programme interétatique de mesures communes de lutte contre la criminalité en 2024-2028, du Programme de coopération des États membres de la CEI dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme en 2023-2025 et autres documents industriels, ainsi qu'au lancement des activités du Centre international d'évaluation des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Cela devrait accroître le potentiel d'interaction de la CEI sur ces questions avec les autorités compétentes de l'ONU, de l'OTSC, de l'OCS, ainsi qu'avec d'autres organisations et associations. La pratique consistant à mener des opérations communes pour identifier



et réprimer les circuits de trafic de stupéfiants et le trafic d'armes à feu se poursuivra. Dans le domaine de la sécurité biologique, les efforts viseront à renforcer le système de surveillance des

risques biologiques, à développer des principes et des approches communes pour y répondre et à échanger des informations ».

« UNE ATTENTION PARTICULIERE SERA ACCORDEE A LA REALISATION DU PROGRAMME INTERETATIQUE DE MESURES COMMUNES DE LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE EN 2024-2028, DU PROGRAMME DE COOPERATION DES ÉTATS MEMBRES DE LA CEI DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET L'EXTREMISME EN 2023-2025 ET AUTRES DOCUMENTS INDUSTRIELS, AINSI QU'AU LANCEMENT DES ACTIVITES DU CENTRE INTERNATIONAL D'EVALUATION DES RISQUES DE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET DE FINANCEMENT DU TERRORISME

ROLE DES BRICS DANS LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE MONDIALE ET DANS LA LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME

L'humanité connaît une ère de changement tectonique. On voit émerger de nouveaux centres de pouvoir dont les fondements sont la souveraineté, le respect mutuel et un équilibre raisonnable des intérêts. Les BRICS sont l'une de ces plate-formes innovantes de coopération équilibrée visant à résoudre des problèmes communs



➤ SERGUEÏ RIABKOV,
vice-ministre des Affaires étrangères
de la Fédération de Russie, Sherpa de
Russie au sein des BRICS

L'interaction multidisciplinaire au sein des BRICS se construit quelle que soit la situation politique, sans agendas cachés ni doubles standards. Tout cela rend les BRICS attractifs pour les États qui aspirent à un ordre mondial juste. Ce n'est pas un hasard si en janvier 2024, la famille des BRICS s'est agrandie. L'Égypte, l'Iran, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et l'Éthiopie s'y sont joints. Une trentaine d'autres États montrent, à un degré ou à un autre, de l'intérêt pour un rapprochement avec les BRICS.

Cette année, dans le cadre de la présidence des BRICS par la Russie, nous considérons que la tâche stratégique principale consiste à assurer l'intégration cohérente et harmonieuse des nouveaux membres dans tous les mécanismes des BRICS, ainsi qu'à intensifier la coordination des efforts en politique extérieure sur les plateformes multilatérales. Dans ce but, nous avons prévu d'organiser environ 200 événements dans tous les domaines, dont certains ont déjà eu lieu.

L'un des objectifs clés des BRICS est de renforcer la sécurité mondiale, y

compris dans le domaine économique. Les membres de l'association accroissent systématiquement leur rôle dans le système monétaire et financier international, développent la coopération interbancaire et recourent de plus en plus à l'utilisation des monnaies nationales pour les règlements mutuels. À cet égard, il devient de plus en plus important de renforcer la coopération dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

L'attaque terroriste monstrueuse commise à Crocus City Hall le 22 mars 2024 a une fois de plus démontré au monde le danger de la menace terroriste et la cruauté de ceux qui sont derrière. L'enquête est toujours en cours, mais il est déjà évident que la piste financière mène aux clients et aux organisateurs étrangers de ce terrible crime.

Le problème du terrorisme international, qui n'a pas de frontières, ne peut être résolu que grâce aux efforts conjoints de toute la communauté mondiale. Comme l'a dit le Président de la Fédération de Russie V. V. Poutine, « Le but des

attaques terroristes commises dans différentes parties du monde, derrière lesquelles se trouvent non seulement des groupes radicaux, mais aussi les services de renseignement de certains pays, est de saper les fondements constitutionnels et de déstabiliser les États souverains, en incitant à la haine interethnique et interreligieuse ».

Malheureusement, « l'Occident collectif » a non seulement complètement perdu la culture du dialogue politique, mais refuse également de maintenir une interaction normale de travail dans les domaines de l'application de la loi et de la lutte contre le terrorisme. Même le travail d'une plateforme technique telle que le Groupe d'action financière (GAFI) est politisé. En février 2023, une décision sans précédent a été prise de suspendre l'adhésion de la Russie au Groupe. La tentative absurde d'inscrire la Russie sur la liste des sanctions du GAFI est maintenue à flot, ce qui non seulement va à l'encontre des règles de procédure, mais se caractérise également par une argumentation absolument vide de sens en matière des plaintes formulées contre la Russie.

Cependant, dans le champ juridique international, il n'est pas possible d'obtenir la reconnaissance de la légitimité des accusations portées contre la Russie. La Cour internationale de l'ONU le 31 janvier 2024 a confirmé le manque des preuves pour étayer ces accusations dans le procès de l'Ukraine contre la Russie. Le tribunal n'a pas constaté de violations par notre pays de la Convention internationale de 1999 pour la répression du financement du terrorisme et, par conséquent, a souligné que les concepts de « terrorisme d'État » ou de « parrainage d'État du terrorisme » sont inapplicables à la Russie.

La tâche urgente est de développer une coopération pratique multilatérale dans la lutte contre le terrorisme

« LES BRICS APPORTENT DÉJÀ UNE CONTRIBUTION SIGNIFICATIVE AUX EFFORTS MONDIAUX DE LUTTE CONTRE LA MENACE TERRORISTE. À CET EFFET, IL EXISTE UNE STRUCTURE SPÉCIALISÉE DE L'ASSOCIATION, LE GROUPE DE L'ANTITERRORISME DES BRICS (GA), QUI REND COMPTE DE SES ACTIVITÉS AUX HAUTS REPRÉSENTANTS POUR LES QUESTIONS DE SÉCURITÉ

et son financement, fondée sur un esprit de partenariat sain et équilibré. À cet égard, nous visons à renforcer davantage le potentiel des BRICS dans l'architecture antiterroriste internationale, en tenant compte du rôle central et coordinateur de l'ONU.

Les BRICS apportent déjà une contribution significative aux efforts mondiaux de lutte contre la menace terroriste. À cet effet, il existe une structure spécialisée de l'association, le Groupe de l'antiterrorisme des BRICS (GA), qui rend compte de ses activités aux Hauts représentants pour les questions de sécurité. Pour un travail efficace du GA, il existe une base solide : la Stratégie antiterroriste des BRICS et le Plan d'action pour sa réalisation, adoptés respectivement en 2020 et 2021 sous les présidences russe et indienne. Les réunions du GA ont lieu chaque année sous la direction de l'État qui préside les BRICS.

Dans le cadre de la réalisation du Plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste, des travaux sont en cours pour renforcer le potentiel des pays BRICS grâce à l'échange de bonnes pratiques dans le domaine des nouvelles technologies, telles que les systèmes de paiement numérique, le financement participatif, les actifs virtuels et les cryptomonnaies. Lors des réunions du sous-groupe spécialisé de GA sur la lutte contre le financement du terrorisme, la question de l'utilisation illégale de ces technologies est également activement discutée.

Lors de la réunion spécialisée des BRICS tenue à Nijni Novgorod en avril de cette année, Rosfinmonitoring a invité ses

partenaires à participer à un certain nombre de projets thématiques. Leur réalisation contribuera à renforcer davantage le potentiel de tous les membres des BRICS dans le domaine concerné ainsi que la base institutionnelle correspondante pour une telle interaction.

Le ministère russe des Affaires étrangères a toujours soutenu les efforts de Rosfinmonitoring et continuera de fournir toute l'assistance diplomatique nécessaire à ses activités, que ce soit sur diverses plateformes internationales de lutte contre le blanchiment d'argent ou en interaction avec des partenaires au niveau bilatéral.

Nous espérons que 2024 marquera le début d'une nouvelle étape dans le développement des BRICS. Nous saluons les États qui ont rejoint la famille BRICS et, pour notre part, nous ferons de notre mieux pour leur intégration effective dans l'association. Nous espérons que les BRICS, dans leur format actualisé, deviendront un exemple de dialogue ouvert et dépolitisé au maximum et qu'ils apporteront une contribution tangible à la construction d'un ordre mondial multipolaire équitable, dans lequel les intérêts de chaque État souverain seront pris en compte. Nous continuerons à approfondir l'interaction sur les questions visant à garantir la sécurité internationale et la stabilité stratégique aux niveaux mondial et régional, ainsi qu'à renforcer la coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et son financement.



COOPERATION INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME : LA CEI ET LES BRICS

La coopération internationale en matière de LBC/FT est nécessaire pour lutter contre les menaces transfrontalières, lorsque les délits financiers touchent un grand nombre de juridictions dotées chacune de leurs propres systèmes juridiques, autorités compétentes et autres caractéristiques



➤ **GUERMAN NEGLYADE,**
Secrétaire d'État, directeur adjoint de Rosfinmonitoring



➤ **SVETLANA CHARAPOVA,**
conseillère Département de la coopération internationale de Rosfinmonitoring

La seule réponse adéquate à la criminalité financière transfrontalière est l'élaboration de règles et d'approches générales pour la même interaction transfrontalière entre les autorités en lutte contre cette criminalité.

Les pays et leurs autorités compétentes assurent au niveau mondial dans le cadre de l'interaction internationale le minimum d'obligations répertoriées

principalement dans les conventions universelles de l'ONU, telles que la Convention contre la criminalité transnationale organisée, la Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, la Convention contre la corruption, la Convention internationale contre le financement du terrorisme, ainsi que dans certaines résolutions impératives du Conseil de sécurité des Nations unies.

Ce problème est également évoqué à la fois par les accords bilatéraux spécifiques entre les pays et leurs autorités compétentes, ainsi que par le cadre juridique international des régions.

Par exemple, Rosfinmonitoring a conclu plus de 100 accords internationaux bilatéraux d'interaction des informations avec des cellules de renseignement financier étrangères.

Des accords annexes sont signés pour renforcer la coopération dans certains domaines. En mai 2024, Rosfinmonitoring a notamment conclu des accords bilatéraux avec les services de renseignement financier de Biélorussie, du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan, concernant la lutte contre la criminalité à l'aide des technologies informatiques¹.

EN 2023 des enquêtes financières internationales conjointes ont été menées avec la participation de plus de 50 pays. Il a été constaté que l'échange d'informations en matière de LBC/FT s'effectuait le plus intensément entre les pays ayant des liens étroits économiques, culturels et autres avec la Russie, majoritairement les pays de la CEI.

Dans le concept de présidence de la CEI par la Fédération de Russie en 2024² figure la nécessité de renforcer davantage les mécanismes conjoints pour contrer les menaces et les défis nouveaux comme traditionnels, notamment le financement du terrorisme, le blanchiment de capitaux et un certain nombre d'infractions de BC/FT.

Ceci est confirmé par le cadre juridique international régional spécialisé. Ainsi, dans l'espace de la Communauté des États indépendants, est en vigueur le Traité (signé le 15 octobre 2021) sur la lutte contre la légalisation (le blanchiment) de capitaux, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive.

En outre, le 13 octobre 2023, les chefs des États de la CEI ont signé un accord de création du Centre international d'évaluation des risques de légalisation (blanchiment) de capitaux et du financement du terrorisme (CIER), qui permet de surveiller les flux financiers transfrontaliers douteux, ainsi que d'échanger d'autres informations opérationnelles et stratégiques sur les menaces supranationales communes à la sécurité économique.

La principale autorité sectorielle de la CEI chargée de coordonner la coopération en matière de LBC/FT est le Conseil des chefs des cellules de renseignement financier des États membres de la Communauté des États indépendants (CRF CH de la CEI), créé le 5 décembre 2012 par une décision des chefs des États de la CEI. Les membres du CRF CH sont des représentants de 7 États : Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Russie, Tadjikistan et Ouzbékistan. Deux pays des BRICS, l'Inde et l'Iran, ont le statut d'observateur.

Le CRF CH mène régulièrement en étroite coopération avec le Centre antiterroriste des États membres de la CEI (CA CIS) l'opération « Barrière » pour identifier les individus impliqués dans les activités des organisations terroristes internationales, ainsi que leurs centres financiers et idéologiques.

Le travail coordonné de la CRF des pays membres de la CEI et de ces organisations a permis d'identifier plus de 7,2 mille personnes potentiellement impliquées dans des activités terroristes, ainsi qu'environ

570 personnes figurant sur la liste des personnes recherchées internationalement au cours de la période 2018-2023.

D'autres projets importants avec la participation du CRF CH comprennent le Système d'échange d'informations et l'opération antidrogue « Chaîne », mise en œuvre depuis 2003 sous les auspices de l'OTSC.

En outre, les pays de la CEI collaborent activement sur les questions de LBC/FT dans d'autres formats régionaux, y compris les contacts bilatéraux.

Ainsi, tous les pays de la CEI, à l'exception de l'Azerbaïdjan, sont membres ou observateurs du Groupe Eurasie (EAG) de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

L'EAG est une organisation internationale similaire au GAFI, qui est chargée d'améliorer l'efficacité des systèmes nationaux de lutte contre le blanchiment d'argent des pays membres de cette organisation. Selon les résultats préliminaires du deuxième cycle d'évaluations mutuelles de l'EAG³, les États membres ont d'une manière générale amélioré l'état de leurs systèmes de LBC/FT/FP, 4 pays : Biélorussie, Kazakhstan, Russie et Ouzbékistan ont été soumis à une surveillance régulière (contre deux pays sur la base des résultats du 1er cycle). Les notations moyennes d'efficacité sont, à leur tour, proches du niveau du GAFI.

En plus de remplir les obligations d'évaluations mutuelles conformément à la méthodologie approuvée par le GAFI, l'espace EAG réalise des projets

¹ <https://www.fedsfm.ru/releases/7729>.

² https://mid.ru/ru/foreign_policy/integracionnye-strukturny-prostranstva-sng/1923888/.

³ Le rapport d'évaluation mutuelle conjoint des GAFI/EAG/GAP de la République de l'Inde a été examiné lors de la Session plénière du GAFI du 23 au 28 juin 2024.



visant à renforcer la coopération entre les participants aux systèmes de lutte contre le blanchiment d'argent des États membres et à développer des mécanismes de partenariat public et privé. En particulier, chaque année, se tiennent le Forum des parlementaires pour les représentants des organes législatifs nationaux et le Conseil international de conformité pour le secteur privé.

Outre les pays de la CEI, l'EAG réunit également les trois plus grandes économies des BRICS : l'Inde, la Chine et la Russie. L'Iran participe à l'organisation en tant qu'observateur.

Selon le Fonds monétaire international, fin 2023, le PIB des cinq pays fondateurs des BRICS s'élevait à 58 900 milliards de dollars américains, soit 33 % du PIB mondial. En 2023, le chiffre d'affaires commercial de la Russie avec les pays des BRICS a atteint le chiffre record de 294 milliards de dollars américains⁴. Selon les experts⁵, le volume total du chiffre d'affaires entre les membres des BRICS représente environ de 20 % du volume total du commerce mondial.

Compte tenu de l'expansion des BRICS en janvier et de la volonté des pays membres de renforcer davantage les liens économiques, politiques et culturels mutuellement bénéfiques, parmi les priorités de la présidence russe des BRICS en 2024⁶ on distingue les questions de LBC/FT, de lutte contre la criminalité et de coopération en matière de

« COMPTE TENU DE L'EXPANSION DES BRICS EN JANVIER ET DE LA VOLONTÉ DES PAYS MEMBRES DE RENFORCER DAVANTAGE LES LIENS ÉCONOMIQUES, POLITIQUES ET CULTURELS MUTUELLEMENT BÉNÉFIQUES, PARMIS LES PRIORITÉS DE LA PRÉSIDENTIE RUSSE DES BRICS EN 2024 ON DISTINGUE LES QUESTIONS DE LBC/FT, DE LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ET DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE RESTITUTION DES AVOIRS CRIMINELS »

restitution des avoirs criminels. Outre la coopération sur les plateformes mondiales et régionales de lutte contre le blanchiment d'argent, le dialogue se développe également dans le cadre du nouveau Conseil des BRICS de LBC/FT. Ainsi, lors de la première réunion élargie du Conseil en février 2024, des initiatives russes visant à accroître la transparence des systèmes financiers, à minimiser les risques et les menaces et à impliquer les jeunes dans la sécurité financière ont été présentées⁷.

Les approches communes des pays BRICS et de la CEI en matière de formation et de perfectionnement professionnel du personnel dans le domaine de LBC/FT est l'un des mécanismes les plus efficaces pour prévenir et empêcher les délits financiers. La Russie contribue constamment à ces travaux par l'intermédiaire du Centre international de formation et de méthodologie pour le suivi financier. Ainsi, plus de 1 800 experts de 15 pays se sont formés à l'ITMCFM en 2023.

L'Olympiade internationale sur la sécurité financière est un autre

projet russe visant à améliorer la culture financière et à trouver de jeunes talents. Le mouvement sur la sécurité financière implique déjà plus de 30 pays, plus de 3 millions d'étudiants et d'élèves ont suivi des cours thématiques.

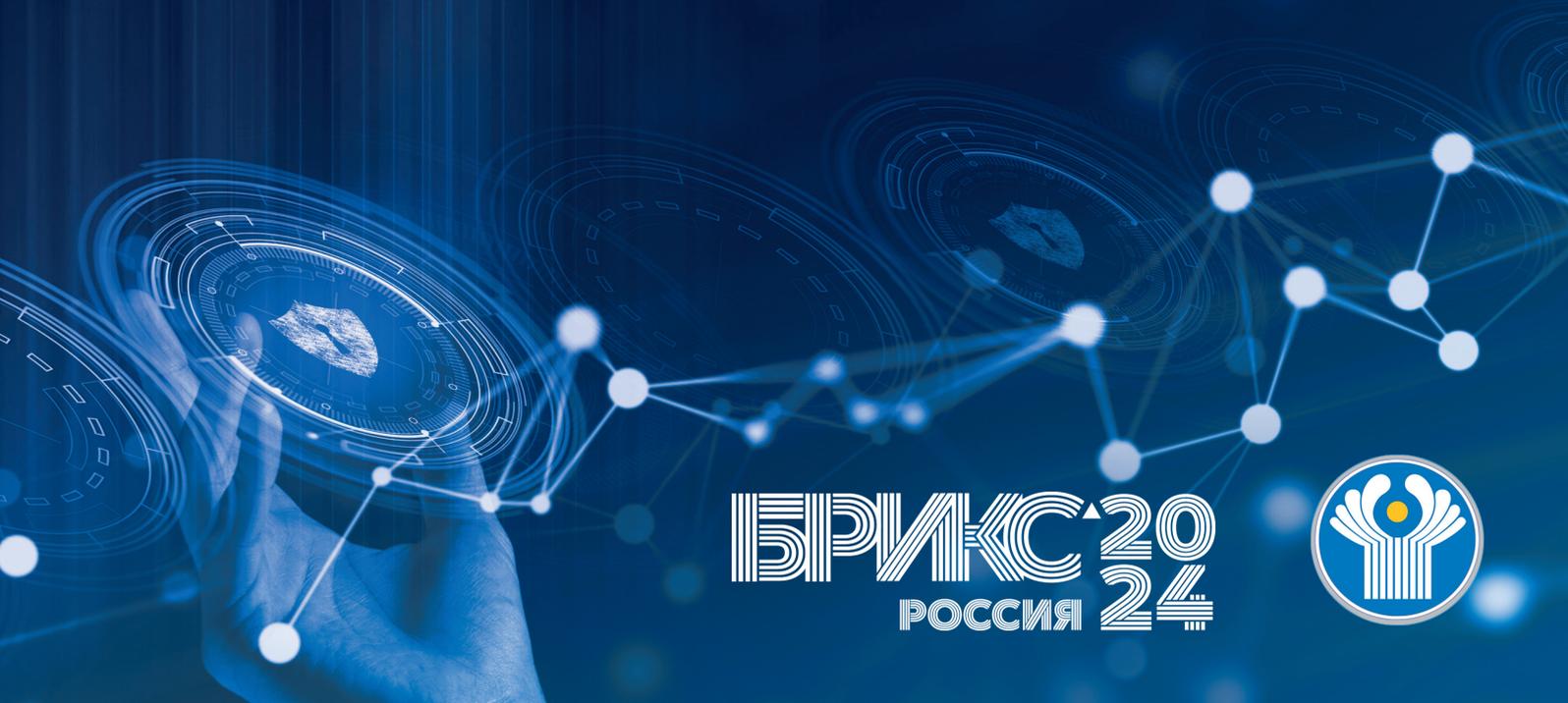
Ainsi, la coopération internationale dans le domaine de LBC/FT est basée sur les principes et normes du droit international généralement reconnus. L'interaction entre les pays membres des BRICS et de la CEI est déterminée par de nombreux liens économiques, politiques, culturels et autres, ainsi que par la présence de menaces et de risques communs de BC/FT. En plus d'un travail constructif au niveau bilatéral, la coopération se développe activement sur les plateformes internationales spécialisées et connexes de lutte contre le blanchiment d'argent. Le renforcement de tous les formats d'interaction internationale et leur adaptation aux nouveaux défis et menaces constituent une priorité absolue pour lutter efficacement contre les risques transfrontaliers de BC/FT.

⁴ <https://clck.ru/3B9aiN>.

⁵ <https://russian.news.cn/20240501/7e237cab9c7b42ba86394dfff193b272/c.html>.

⁶ <https://brics-russia2024.ru/russia-and-brics/priorities/>.

⁷ <https://www.fedsfm.ru/releases/7322>.



**БРМКС 20
РОССИЯ 24**



BRICS ET CEI : ARCHITECTURE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

14 VIVEK AGGARWAL

Strategie de L'Inde visant a reduire les risques de bc/ft en passant a une economie des reglements sans numeraire

23 NIRMALA GOPAL

La Russie devient l'acteur le plus important sur la scène mondiale

18 CHAMSIDDINE SOKHIBNAZAROV

Le renseignement financier de la Republique d'Ouzbekistan et son role dans le renforcement de la securite financiere internationale

20 ROBERTO DE ANDRADE MEDRONHO

La mise en place de réseaux de sécurité financière durables et solides est l'une des conditions les plus importantes pour le développement des relations entre les pays BRICS



STRATEGIE DE L'INDE VISANT A REDUIRE LES RISQUES DE BC/FT EN PASSANT A UNE ECONOMIE DES REGLEMENTS SANS NUMERAIRE

Un pays dominé par les flux de ressources en numéraire est exposé à des risques importants de blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (BC/FT) en raison de l'anonymat et de l'impossibilité de suivre les transactions en espèces. L'argent illégal peut être facilement transféré et intégré dans une telle économie sans attirer l'attention. En outre, cela empêche la surveillance réglementaire et la conformité aux exigences de LBC/FT, ce qui rend le système financier vulnérable. C'est pourquoi il est important que les pays prennent des mesures concrètes pour réduire les transactions en espèces dans leur économie.



VIVEK AGGARWAL,
directeur de la CRF de l'Inde et chef de la délégation indienne auprès du GAFI et de l'EAG

Ces dernières années, l'Inde a pris des mesures importantes pour réduire les risques de BC/FT en passant d'une économie dominée par l'argent liquide à une économie plus formelle et numérique. Leur principale force motrice était la découverte de risques importants liés aux transactions en espèces, comme cela a été noté dans les évaluations nationales des risques et les rapports des différents groupes de travail. Cet article nous parle des raisons pour lesquelles l'Inde a adopté de nouvelles politiques, les stratégies mises en œuvre et l'impact de ces mesures sur l'économie et l'écosystème financier.

En outre, dans cet article il s'agit de la triple stratégie JAM approuvée en Inde. Cette stratégie a contribué avec succès à améliorer l'accès aux services financiers et aux paiements numériques sans sacrifier l'intégrité financière.

MESURES POLITIQUES VISANT À LIMITER L'UTILISATION DE L'ARGENT LIQUIDE

Le contrôle des transactions en espèces est initialement difficile, de sorte que les activités illégales telles que le blanchiment de capitaux, l'évasion fiscale et le financement du terrorisme peuvent passer

inaperçues. L'évaluation nationale des risques (ENR) 2011 et Livre blanc sur « l'argent sale » (WPBM) de 2012 en Inde a révélé que la prédominance des transactions en espèces est l'une des principales zones de risque. En outre, selon le Deuxième rapport de 2016 de l'Équipe spéciale d'enquête (ESE) sur « l'argent sale », les transactions en espèces sont directement liées aux risques de financement du terrorisme, ce qui indique la nécessité de prendre des mesures strictes pour limiter ces transactions.

Tout homme politique dispose de trois mesures politiques principales, par ordre décroissant d'efficacité d'application de la loi : le mandat, l'encouragement/la dissuasion et la motivation. L'Inde a adopté une approche multilatérale pour réduire l'utilisation de l'argent liquide en combinant ces trois mesures de manière réfléchie.

Mandat: En 2017, l'Inde a interdit les transactions en espèces de plus de 200 000 roupies indiennes (environ 2 500 dollars américains) dans le cadre d'une ou de plusieurs transactions liées à un événement ou à une journée. Cette mesure vise à limiter les mouvements de grosses sommes d'argent intraçables dans l'économie. Les entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse la limite sont soumises à un contrôle fiscal effectué par un comptable professionnel qualifié. Une amende dissuasive égale au montant de la transaction est infligée à toute personne qui enfreint cette interdiction. Le spécialiste est tenu d'identifier et d'indiquer les cas de violation de l'interdiction dans le rapport de contrôle fiscal. En outre, l'administration adopte une approche fondée sur les risques pour contrôler et appliquer cette interdiction.

Selon les résultats de l'analyse des typologies, les transactions

immobilières sont classées comme présentant un risque élevé de BC. D'après les observations, ceux qui blanchissent les capitaux les envoient à des transactions immobilières en payant la partie d'achat en espèces ; et la composante en espèces n'est pas comptabilisée. Afin d'empêcher ces transactions immobilières en espèces, une loi a été adoptée qui prévoit que si le prix d'une transaction immobilière est inférieur à son prix juste de marché, le montant de la sous-évaluation est imposable à la fois pour l'acheteur et pour le vendeur.

Encouragement/dissuasion : les banques sont tenues de signaler les transactions importantes en espèces à la CRF de l'Inde et aux autorités fiscales, ce qui permet de mieux contrôler les mouvements d'importantes sommes d'argent liquide et d'empêcher leur utilisation à des fins illégales. En outre, certaines mesures ont été prises pour encourager les transactions en espèces. Ainsi, les petites entreprises ont la possibilité de payer des impôts dans le cadre du régime d'imposition forfaitaire, dans lequel 8 % du chiffre d'affaires annuel est considéré comme un revenu imposable. Toutefois, si la totalité du chiffre d'affaires d'une entreprise est réalisée par le biais de canaux bancaires ou numériques, le revenu imposable ne sera que de 6 % du chiffre d'affaires.

Motivation : en Inde, un problème a été identifié dès le début de la réduction des risques dans une économie dominée par l'argent liquide : une grande partie de la population n'avait pas de compte bancaire et ne disposait pas de l'accès nécessaire aux transactions

autres qu'en espèces. La plupart des transactions effectuées par la population qui n'utilise pas les services bancaires sont des petits paiements. De nombreuses personnes ont peur d'aller à la banque pour effectuer de fréquents petits paiements. En outre, les frais de la mise en conformité des banques en matière de LBC/KYC devenaient un obstacle pour les petites maisons de commerce. Il était donc nécessaire de faciliter le processus fastidieux en développant des solutions technologiques plus simples, de réduire les frais de mise en conformité en introduisant des mesures CDD simplifiées pour les pauvres, qui présentent peu ou pas de risques de BC/FT, et de renforcer l'intégrité financière en empêchant les criminels d'usurper l'identité de clients à faible risque pour blanchir de l'argent et les utiliser comme mules financières.

Triple stratégie JAM (*Jan Dhan, Aadhaar, Mobilevise*) à améliorer globalement l'accessibilité des services financiers et à promouvoir les transactions sans numéraire. Cette initiative est divisée en trois domaines. Programme *Jan Dhan Yojana* vise à fournir à chaque citoyen un compte bancaire avec un solde nul, ce qui donne accès aux services financiers officiels. En conséquence, l'accès aux services financiers a considérablement accru. Par exemple, le rapport Global Findex montre une augmentation de 35,23 % en 2011 à 80 % en 2017. Deuxième domaine, *Aadhaar*, un système d'identification biométrique avec l'attribution d'un numéro d'identification unique à chaque citoyen. Programme *Aadhaar* fournit une identification d'identité sûre et pratique qui fait partie intégrante

 **PROGRAMME AADHAAR FOURNIT UNE IDENTIFICATION D'IDENTITE SURE ET PRATIQUE QUI FAIT PARTIE INTEGRANTE DES TRANSACTIONS NUMERIQUES.**

► Figure 1. Croissance des transactions d'IPU en Inde, 2016-2023

Source : Société nationale de paiement de



IPU = Interface de paiement unifiée

des transactions numériques. Et troisième domaine, *Mobile*, un environnement pour promouvoir et développer l'écosystème des paiements électroniques. Le gouvernement a donné la priorité à la création de plateformes telles que Interface monétaire Bharat – Interface de paiement unifiée (BHIM-UPI), Service de paiement instantané (IMPS), Instruments de paiement prépayés (PPI) afin de faciliter les paiements électroniques.

RÉSULTAT DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

L'effet cumulatif de ces stratégies a été très efficace, il a entraîné une augmentation significative des transactions électroniques et une diminution correspondante de la dépendance à l'égard de l'argent liquide. La mise en œuvre de ces mesures a donné des résultats remarquables. Tout d'abord, le détournement de fonds des programmes d'aide sociale du gouvernement a réduit. Dans le cadre du programme *Jan Dhan Yojana* les allocations sont versées directement sur les comptes

bancaires sous forme de virements, ce qui minimise le détournement et, par conséquent, réduit la quantité « d'argent sale » générée dans l'économie. Ainsi, le système PAHAL Yojana figure dans le Livre Guinness des Records comme le plus grand système de transfert d'argent direct au monde. Le système PAHAL Yojana prévoit les transferts directs des subventions GPL sur des comptes bancaires. Ainsi, plus de 146,2 millions de personnes reçoivent des subventions monétaires directes. Les risques de corruption et de détournement de fonds destinés à la sécurité sociale ont ainsi été réduits.

Deuxièmement, le niveau d'accès aux services financiers a augmenté. Le programme *Jan Dhan Yojana* a permis à des millions de citoyens qui ne bénéficiaient pas de services bancaires auparavant de se rejoindre au système bancaire. L'accessibilité accrue aux services financiers favorise non seulement l'égalité économique, mais permet également de suivre et de contrôler un plus grand nombre de transactions. Troisièmement, le nombre de transactions électroniques a considérablement augmenté. Les

systemes de paiement numériques connaissent une croissance inconnue. Ainsi, le volume des transactions électroniques via IPU a dépassé 120 milliards d'ici la fin de 2023¹ (voir figure 1 ci-dessous). C'est l'IPU qui est devenu un produit révolutionnaire : rien qu'en août 2022, 6,58 milliards de transactions d'une valeur de 10,73 billions de roupies indiennes ont été effectuées.

Quatrièmement, les cas d'évasion fiscale et les risques de BC/FT ont diminué. En limitant les transactions en espèces et en développant les paiements numériques, l'Inde a considérablement réduit les risques liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme. Les transactions électroniques sont plus faciles à contrôler et à suivre, ce qui fournit aux autorités de meilleurs outils pour identifier et prévenir les activités illégales. Les transactions numériques laissent une empreinte monétaire, ce qui empêche les contribuables de dissimuler les revenus générés par ces transactions. Cinquièmement, la transition aux transactions électroniques présente de nombreux autres avantages économiques, à savoir qu'elles sont

¹ Source : <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/964626/adb-brief-299-india-unified-payments-interface.pdf>

RÉSULTAT DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

1. détournement de fonds des programmes d'aide sociale du gouvernement a réduit
2. niveau d'accès aux services financiers a augmenté
3. nombre de transactions électroniques a considérablement augmenté
4. cas d'évasion fiscale et les risques de BC/FT ont diminué
5. transition aux transactions électroniques présente de nombreux autres avantages économiques

plus efficaces, qu'elles nécessitent moins de frais de transaction et qu'elles sont plus pratiques tant pour les consommateurs que pour les entreprises.

DÉFIS ET AXES DE DÉVELOPPEMENT

L'Inde a réalisé des progrès significatifs dans la réduction de la dépendance à l'égard de l'argent liquide, mais certains défis restent encore. Il est encore nécessaire d'assurer une large diffusion des systèmes de paiement numérique, en particulier dans les zones rurales et moins développées. Il est également essentiel de garantir la sécurité et l'intégrité des plateformes de paiement numérique afin de prévenir la cybercriminalité et la fraude.

Pour renforcer l'économie sans numéraire, l'Inde développe son propre infrastructure numérique. Le pays encourage la poursuite des investissements dans l'infrastructure numérique, en particulier dans les régions éloignées et mal desservies,

afin que tous les citoyens aient accès à des systèmes de paiement numérique fiables et sécurisés. L'initiative « Inde numérique » est une étape importante dans cette direction du gouvernement indien. L'Inde se concentre également sur le renforcement de la cybersécurité ; en effet, l'augmentation du nombre de transactions numériques s'accompagne d'un risque accru de cyberattaques. Le renforcement des mesures de cybersécurité et la formation de la population aux règles de sécurité numérique sont essentiels pour maintenir la confiance au système. L'Inde a pris plusieurs mesures pour atteindre cet objectif, notamment la création du Centre indien de coordination de la lutte contre la cybercriminalité (I4C) en 2021.

Une autre mesure prise par l'Inde était l'appui et la surveillance politiques continus des régulateurs pour s'adapter à l'évolution du paysage financier. Il s'agit notamment de moderniser les réglementations pour tenir compte des nouvelles formes de transactions numériques et de veiller à ce que les mesures de lutte contre le blanchiment de capitaux (LBC) et le financement du terrorisme (FT) soient fiables et efficaces.

CONCLUSION

Les efforts déployés par l'Inde pour passer d'une économie dominée par l'argent liquide à des transactions électroniques et pour atténuer les risques de BC/FT par des mesures telles que le mandat, l'encouragement et la dissuasion ont donné d'excellents résultats. La mise en œuvre de la triple stratégie JAM, combinée à une réglementation stricte des

transactions en espèces, a conduit à une augmentation significative de l'accessibilité des services financiers et des transactions numériques pour la population. Ces mesures ont non seulement amélioré le rapport coût-efficacité et la convivialité, mais elles ont également joué un rôle crucial dans la réduction des risques de blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

À L'AVENIR, L'INDE SE CONCENTRERA SUR DES EFFORTS SYSTEMATIQUES POUR RENFORCER L'INFRASTRUCTURE NUMERIQUE, AMELIORER LA CYBERSECURITE ET FOURNIR UN APPUI POLITIQUE CONTINU POUR MAINTENIR LES PROGRES ACCOMPLIS. EN CONTINUANT A INNOVER ET A S'ADAPTER, L'INDE GARANTIRA LA SECURITE DE SON ECOSYSTEME FINANCIER ET L'ACCES DE TOUS LES CITOYENS AUX AVANTAGES DE L'ECONOMIE NUMERIQUE.

À l'avenir, l'Inde se concentrera sur des efforts systématiques pour renforcer l'infrastructure numérique, améliorer la cybersécurité et fournir un appui politique continu pour maintenir les progrès accomplis. En continuant à innover et à s'adapter, l'Inde garantira la sécurité de son écosystème financier et l'accès de tous les citoyens aux avantages de l'économie numérique.



LE RENSEIGNEMENT FINANCIER DE LA REPUBLIQUE D'OUZBEKISTAN ET SON ROLE DANS LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE FINANCIERE INTERNATIONALE

La sécurité financière de chaque pays dépend principalement de la culture financière de la population, de la bonne foi et de la compétence des hommes d'affaires et des autorités d'État, garantissant la justice dans l'application des mesures de contrôle d'État



**CHAMSIDDINE
SOKHIBNAZAROV,**
*chef du Département de la lutte
contre les crimes économiques auprès
du Bureau du Procureur général de la
République d'Ouzbékistan*

23 ans se sont écoulés depuis la création du Département de la lutte contre les crimes économiques auprès du Bureau du Procureur général de la République d'Ouzbékistan. Au cours de cette période, le renseignement financier de l'Ouzbékistan a prouvé à plusieurs reprises son efficacité aux niveaux national et international.

Le Département auprès du Bureau du Procureur général a été chargé de lutter contre les délits fiscaux et monétaires, le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, le détournement de fonds budgétaires et le trafic illicite de médicaments.

En tant qu'organisme public de coordination responsable de la sécurité financière du pays, le Département auprès du Bureau du Procureur général emploie tous ses efforts pour réduire le niveau de l'économie parallèle et empêcher le retrait illégal de capitaux, ce qui est directement lié à la sécurité économique du pays et de la région dans son ensemble.

COOPERATION INTERNATIONALE

Les cellules de renseignement financier des pays de la région eurasiennne ont réussi à obtenir des résultats notables dans le système mondial de lutte contre le

blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la financement de la prolifération des armes de destruction massive.

A son tour, le travail uni et coordonné des États membres de l'EAG montre la volonté des pays de construire un système financier sûr dans la région.

En particulier, la République d'Ouzbékistan continue de travailler à l'établissement et au renforcement des relations avec les CRF des pays étrangers et fait tout son possible également pour assurer une exécution rapide et de haute qualité des demandes des partenaires étrangers.

Ces dernières années, le nombre de demandes envoyées et reçues a considérablement augmenté, et la géographie des interactions avec les agences de renseignement financier étrangères s'est élargie, à la fois sur la base de mémorandums d'accord pertinents et sur la base du principe de réciprocité, ce qui est la preuve de l'efficacité des mécanismes de la coopération internationale dans ce domaine.

Depuis sa création, la cellule de renseignement financier de l'Ouzbékistan a conclu plus de 30 mémorandums avec les CRF des pays membres du Réseau mondial.

En outre, la CRF de l'Ouzbékistan participe régulièrement aux programmes lancés par le CRF CH, l'EAG, le Groupe Egmont, le CARICC (Centre régional d'information et de coordination d'Asie centrale) et d'autres organisations internationales compétentes.

CES DERNIERES ANNEES, LE NOMBRE DE DEMANDES ENVOYÉES ET REÇUES A CONSIDÉRABLEMENT AUGMENTÉ, ET LA GÉOGRAPHIE DES INTERACTIONS AVEC LES AGENCES DE RENSEIGNEMENT FINANCIER ÉTRANGÈRES S'EST ÉLARGIE, À LA FOIS SUR LA BASE DE MEMORANDUMS D'ACCORD PERTINENTS ET SUR LA BASE DU PRINCIPE DE RÉCIPROCITÉ

Le Département auprès du Bureau du Procureur général assiste également à toutes les réunions du GAFI et du Groupe Egmont, et interagit dans la recherche et le recouvrement des avoirs dans le cadre de ARIN-WCA et d'autres organisations. Au sein du Groupe Eurasie (EAG) de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, le renseignement financiers de l'Ouzbékistan met en œuvre des programmes initiés dans la région.

NOUVEAUX RISQUES ET MENACES EN MATIÈRE DE LBC/FT

Dans le cadre du développement des instruments financiers et des technologies de l'information, de nouvelles menaces et de nouveaux défis apparaissent qui nécessitent une réponse adéquate ainsi que la construction de mécanismes pour les combattre.

Aujourd'hui, parmi les risques existant dans les systèmes nationaux de la région eurasiennne, on peut identifier les suivants :

- **blanchiment d'argent par le biais du commerce en ligne.** Le commerce électronique et les plateformes électroniques sont utilisés par les malfaiteurs dans le cadre de schémas visant à mélanger de l'argent criminel et de l'argent propre afin de cacher leur véritable origine, ce qui est

courant dans les pays de la région. Ce fait est dû au volume important de transactions liées aux activités commerciales ;

- **la monnaie virtuelle est de plus en plus utilisée pour les règlements mutuels dans diverses domaines d'activité.** Son utilisation généralisée comme instrument de paiement attire les criminels en raison de la difficulté à identifier et à suivre ces actifs.

Aussi, malgré les mesures prises, les risques liés au développement des technologies de l'information restent d'actualité. Il s'agit notamment de la fraude, de la cybercriminalité, du vol de données personnelles, etc., qui sont directement liées à la culture financière de la population.

Les menaces qui pèsent sur la stabilité économique de la région prendront sans aucun doute dans le futur des contours nouveaux et plus complexes, ce qui nécessitera que la CRF s'adapte en temps opportun pour répondre de manière proactive au nouveau contexte.

L'efficacité de ces mesures dépend d'un travail bien coordonné dans le domaine de la coopération internationale, car sans efforts conjoints, il est impossible d'obtenir des résultats probants.

RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ FÉDÉRALE DE RIO DE JANEIRO

ROBERTO DE ANDRADE MEDRONHO

Le développement des pratiques en matière de sécurité financière est nécessaire dans les circonstances actuelles et il existe une demande mondiale pour ces compétences, étant donné que la transparence, le respect des lois et la création de réseaux de sécurité financière durables et solides sont des conditions essentielles pour le développement des relations entre les pays BRICS et la coopération de l'ensemble du Sud mondial.



— En mai 2024, l'Université fédérale de Rio de Janeiro a organisé le premier salon de l'éducation et des carrières au Brésil en matière de LBC/FT. Les événements semblables, sont-ils populaires et demandés dans les milieux étudiants ?

— L'événement organisé par l'Université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ) a été intéressant, car il a attiré des étudiants de différents domaines, dont la plupart, à des degrés divers, connaissaient déjà le processus de sélection des candidats à l'Olympiade internationale sur la sécurité financière. Les étudiants ont eu une excellente occasion de discuter avec des spécialistes russes, de participer

à un certain nombre d'expositions et d'événements interactifs, d'assister à des conférences et à des séminaires organisés pour la première fois au Brésil et consacrés à des sujets aussi recherchés aujourd'hui que les crypto-monnaies, les systèmes de fraude financière, les enquêtes dans le domaine du blanchiment de capitaux.

C'est en 2022 que notre Université partenaire (l'Université russe de l'Amitié des peuples (RUDN)) nous a invité à concourir pour l'Olympiade internationale sur la sécurité financière à Sotchi. Depuis cette date, les étudiants de l'UFRJ participent aux initiatives dans le domaine de la sécurité financière.

En 2022, la délégation brésilienne comprenait des étudiants des domaines d'études suivants : ingénierie, informatique, physique, littérature et relations internationales. Pendant la visite à Sotchi, la possibilité de représenter notre pays et de participer à un tel événement était pour ces étudiants une expérience positive et vraiment inoubliable. Cet événement a favorisé la promotion de la sécurité financière parmi les autres étudiants.

— Au cours du salon, les spécialistes russes ont parlé des schémas visant à impliquer les jeunes dans des délits financiers. Le problème de l'utilisation

des jeunes pour commettre des crimes est-il pertinent au Brésil ?

— Oui. À cet égard, le Brésil est confronté à de nombreuses difficultés, compte tenu à la fois des problèmes juridiques des jeunes et, surtout, des réalités sociales causées par les inégalités de revenus et le manque d'égalité d'accès aux opportunités dans la société brésilienne. Les jeunes brésiliens sont très talentueux et le gouvernement doit donc créer les conditions nécessaires pour son développement socioéconomique. L'UFRJ contribue à la solution de cette tâche, met en œuvre des activités visant les groupes vulnérables, offre une formation et un soutien social.

En règle générale, les jeunes sont impliqués dans des crimes en raison de la promesse de revenus rapides. Une personne élevée dans des conditions difficiles, dans un contexte de lente transformation sociale, finit par succomber à la tentation. Cependant, après une courte « carrière » dans le monde criminel, ces personnes généralement attirent l'attention des autorités et leur avenir est très compromis.

— Chaque année, la coopération de la Russie et du Brésil dans la lutte contre la criminalité financière s'intensifie et s'élargit. Comment votre Université peut-elle créer les conditions nécessaires à la formation des jeunes spécialistes qui feront ce travail ?

— L'université est un espace dans lequel se trouvent les trois éléments les plus importants pour la mise en œuvre d'un tel travail : conditions de réalisation du potentiel créatif et innovant, développement actif des connaissances interdisciplinaires et l'énergie de jeunes spécialistes talentueux.

Nos étudiants méritent et reçoivent le titre « Étudiants de Minerve », cette déesse romaine est le symbole



de notre Université. En effet, le développement des pratiques en matière de sécurité financière est nécessaire dans les circonstances actuelles et il existe une demande mondiale pour ces compétences, étant donné que la transparence, le respect des lois et la création de réseaux de sécurité financière durables et solides sont des conditions essentielles pour le développement des relations entre les pays BRICS et la coopération de l'ensemble du Sud mondial.

La nature d'une telle alliance est stratégique, car elle crée des opportunités pour l'intégration de nouveaux marchés économiques, pour l'établissement de liens socioculturels vastes et riches fondés sur les principes du respect mutuel, de la justice et de la fraternité.

L'Université perçoit bien cette vision de l'avenir et travaille déjà à mettre en œuvre des initiatives visant à développer les liens bilatéraux, à renforcer la coopération, à mobiliser nos partenaires institutionnels et à assumer le rôle d'organisateur.

J'ai personnellement visité Moscou en 2023, j'ai participé à des événements et à des visites techniques sur les sites des universités partenaires. Nous avons été très bien accueillis et avons pu travailler d'avantage

pour établir des partenariats, qui ont abouti à des dizaines d'accords de coopération scientifique, créant de réelles opportunités pour assurer la mobilité académique et scientifique.

— Dans quelle mesure les jeunes brésiliens d'aujourd'hui sont-ils impliqués dans les problèmes de sécurité financière et de coopération internationale ?

— L'UFRJ est devenue la première Université brésilienne à travailler dans ce domaine. La démarche s'est avérée très réussie, car l'initiative a été offerte par les étudiants eux-mêmes en réponse à l'appel dans notre système d'information. Ils ont été inspirés par un projet commun mis en œuvre en collaboration avec le RUDN.

Les jeunes s'intéressent à ce sujet parce qu'il aborde des questions pertinentes au Brésil, mais aussi parce qu'il concerne la transparence et crée les conditions nécessaires à la lutte contre la corruption.

Bien entendu, la coopération internationale implique également un certain niveau de difficultés, car elle comprend des incitations à la mobilité et au financement plus importantes que ce que le Brésil a proposé dans le passé. Nous sommes donc favorables au retour

de programmes de mobilité tels que « Science sans frontières » (« Ciência Sem Fronteiras »). Dans le cadre de tels programmes, il est possible de financer des échanges d'étudiants, ce qui constitue un outil précieux pour créer un environnement favorable à une coopération internationale durable et fructueuse.

— *L'Olympiade internationale sur la sécurité financière est organisée pour la quatrième année consécutive afin de réunir les étudiants talentueux provenant d'écoles et d'universités de plus de 35 pays. Les étudiants brésiliens sont devenus gagnants et lauréats en 2022 et 2023. Comment l'Olympiade les a-t-elle affectés ?*

— La participation à l'Olympiade est une étape importante dans la vie des étudiants, car ils représentent non seulement notre Université, mais aussi tout le Brésil.

De nombreux étudiants participant à l'Olympiade n'ont jamais eu l'occasion d'aller à l'étranger ou de participer à un événement de haut niveau comme celui organisé chaque année à Sotchi.

En plus de développer les connaissances sur la sécurité financière, cette initiative enrichit et élargit les contacts avec le monde entier, avec des cultures différentes, offre l'opportunité de trouver de nouveaux amis et de faire une carrière. De tels événements dans la vie des jeunes étudiants ne doivent pas être sous-estimés, car ils offrent des occasions de

croissance personnelle, développent la confiance en soi et leur donnent la conviction que la vie peut être radicalement changée.



— *L'année passée, votre équipe a annoncé son intention de rejoindre le Mouvement international sur la sécurité financière. Qu'en pensez-vous, quel est le rôle de ce mouvement dans le système financier mondial ?*

— Au retour de notre première Olympiade en 2022, l'UFRJ a créé le Groupe international sur la sécurité financière, qui était initialement chargé d'organiser la participation de nos délégations.

Dans ce contexte, sur la base de l'expérience acquise lors de l'événement, nos professeurs ont préparé une feuille de route qui comprenait des mesures et des activités de différents niveaux et degrés de complexité. Le document

a été présenté aux organisateurs de l'Olympiade en 2023 et a déjà été publié dans cette revue.

La stratégie décrite dans cette feuille de route comprend des étapes claires par lesquelles l'UFRJ mettra en œuvre, dans la limite de ses compétences et de ses ressources, son rôle de facilitateur des organisations partenaires, en assurant des débats sur les questions de sécurité financière avec les partenaires internationaux à différents niveaux. Un exemple de réalisation d'un tel rôle est l'organisation d'un événement à Rio de Janeiro, au cours duquel les membres de la délégation du Centre international de formation et de méthodologie pour le suivi financier (ITMCFM), avec la participation de spécialistes universitaires, ont tenu des réunions avec des représentants du Bureau du procureur, de la Police fédérale et du Service fédéral des impôts.

Notre objectif est de développer de telles initiatives, d'assurer l'accès aux réseaux de connaissances de nos partenaires, de faciliter l'établissement de programmes éducatifs, de renforcer et de soutenir la durabilité des systèmes financiers.

Nous espérons qu'à mesure que nous mettrons en œuvre ces plans, nous attirerons davantage de partenaires privés et publics, avec lesquels nous pourrions créer un environnement sûr.

Intervieweur : Alexandra Maliarova

« NOTRE OBJECTIF EST DE DÉVELOPPER DE TELLES INITIATIVES, D'ASSURER L'ACCÈS AUX RÉSEAUX DE CONNAISSANCES DE NOS PARTENAIRES, DE FACILITER L'ÉTABLISSEMENT DE PROGRAMMES ÉDUCATIFS, DE RENFORCER ET DE SOUTENIR LA DURABILITÉ DES SYSTÈMES FINANCIERS »



LA RUSSIE DEVIENT L'ACTEUR LE PLUS IMPORTANT SUR LA SCÈNE MONDIALE

Le monde observe les BRICS et, bien sûr, la Russie en tant que membre. Le monde attend de voir quelle place pourront prendre les BRICS dans l'espace économique après avoir attiré de nouveaux pays. Les économies du monde entier voient dans l'unification une formidable opportunité d'améliorer la situation de leurs citoyens



> NIRMALA GOPAL,
directeur du Département de criminologie et d'investigations médico-légales, Université du KwaZulu-Natal, Afrique du Sud

— *Quels sont vos intérêts professionnels ?*

— L'éventail des questions que j'étudie est assez large. Tout d'abord, je m'intéresse aux causes des délits et à la typologie des activités illégales. J'ai récemment abordé un nouveau domaine : les problèmes liés à la cybercriminalité, à la cybersécurité et à la criminalité financière, entre autres.

— *Quels risques modernes en matière de sécurité financière pouvez-vous identifier ?*

— Si nous parlons de sécurité financière, l'un des nouveaux phénomènes est la crypto-monnaie. Les transactions avec la crypto-monnaie sont totalement anonymes, il est donc extrêmement difficile de retracer leur origine ou leurs auteurs.

Le seul perdant est la victime. En règle générale, il s'agit d'une personne vulnérable qui ne sait pas gérer les actifs virtuels.

— *Aujourd'hui, nous observons une certaine tendance dans l'agenda international de la sécurité financière : les pays sont confrontés à un choix entre une interdiction totale des actifs virtuels ou une tentative de les réglementer. Quel est le meilleur scénario, à votre avis ?*

— Certainement la réglementation. Si nous suivons la voie de la prohibition, nous créerons un monde criminel. Bien sûr, c'est un résultat indésirable, car il est difficile de s'y opposer. Le mieux est de réglementer : nous aurons les opérateurs et les procédures nécessaires avec lesquels il sera possible de protéger les citoyens.



— *Est-il important de renforcer la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité financière et les risques de cybersécurité ?*

— Bien sûr, c'est important. Le monde est devenu si petit. Je le répète souvent : les États, notamment ceux qui sont les plus développés en termes de législation et de réglementation, doivent coopérer avec des pays moins progressistes dans l'élaboration de réglementations. Cela contribuera à minimiser les risques financiers, qu'ils soient virtuels ou physiques, au niveau international. À mon avis, les BRICS sont un acteur idéal sur la scène mondiale pour contribuer à minimiser ces risques.

— *Nous avons déjà pris connaissance de l'agenda de la présidence russe des BRICS, en particulier des dispositions liées au renforcement des économies des pays participants et à la réduction des risques financiers. Les BRICS pourraient-ils devenir la plateforme de lancement d'une coopération internationale dans la lutte contre la criminalité financière au niveau international ?*

— Certainement. Je pense que la collaboration dans cette voie a déjà commencé. L'un des mandats

clés des BRICS était de renforcer les économies des pays membres, et nous travaillons avec succès dans cette direction depuis longtemps. Quant aux priorités de la présidence russe de l'association, je pense que la Russie doit jouer un rôle fondamental. Elle devient l'acteur le plus important sur la scène internationale. En effet, le monde observe

les BRICS et, bien sûr, la Russie en tant que membre. Le monde attend de voir quelle place les BRICS pourront prendre dans l'espace économique avec la participation de nouveaux pays. Nous constatons déjà un intérêt au format BRICS+. Les économies du monde entier voient dans l'unification une formidable opportunité d'améliorer la situation de leurs citoyens. Nous pouvons aller plus loin et faire appel aux valeurs des BRICS : respect mutuel, coopération et inclusivité. Elles dirigent les pays de l'unification et ont une influence extrêmement positive.

— *Les BRICS se sont imposés comme une plateforme axée sur l'implication des jeunes dans les questions de développement politique, économique et financier. Pensez-vous qu'il soit important d'impliquer les jeunes dans la résolution de problèmes tels que la lutte contre la criminalité financière et la promotion de la croissance et du développement économiques ?*

— Les jeunes sont notre avenir. Si nous n'investissons pas dans les jeunes, nous serons en difficulté. Les jeunes constituent une part considérable de la population dans de nombreux pays du monde. L'idée d'attirer les jeunes, d'investir dans la jeune génération, de lui donner les

moyens d'agir et de la motiver, est une question très importante. Ils sont les futurs leaders. Ignorer ce fait est une erreur politique et économique.

**« NOUS CONSTATONS
DEJA UN INTERET
AU FORMAT BRICS+. LES
ECONOMIES DU MONDE
ENTIER VOIENT DANS
L'UNIFICATION UNE
FORMIDABLE OPPORTUNITE
D'AMELIORER LA SITUATION
DE LEURS CITOYENS**

— *Quels conseils pouvez-vous donner aux jeunes qui souhaitent commencer une carrière dans le domaine de la lutte contre la criminalité financière, dans le domaine de la sécurité financière ?*

— Malheureusement, même si nous souhaitons que les délits financiers et les risques en matière de sécurité financière n'existent pas, ils existent toujours. À mesure que l'économie mondiale se développe, le nombre de délits financiers augmente également. C'est pourquoi nous avons besoin de jeunes compétents et passionnés par la lutte contre la criminalité financière. Il est important d'être proactif afin de réduire ou d'éliminer complètement les activités illégales. Nous avons besoin de l'aide des jeunes. Ils maîtrisent les technologies modernes. Nous ne devrions jamais sous-estimer les forces et les connaissances de la jeune génération.

Intervieweur : Yekaterina Istomina



EN VOIE DE RÉDUCTION DES RISQUES ET MENACES COMMUNES

26 LES EXPERTS EN MATIÈRE DE LBC/FT DE PLUS DE 20 PAYS SE SONT REUNIS LORS D'UN FORUM A NIJNI NOVGOROD

28 DISCOURS DES PARTICIPANTS
A la seance plenièrè du forum International scientifique et pratique « Questions d'actualitè dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme »

47 COMMENTAIRES DES PARTICIPANTS
À la seance plenièrè du forum International scientifique et pratique « Questions d'actualitè dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme »

49 LA SEMAINE PLÉNIÈRE DE L'EAG S'EST TENUE À BICHKEK : LES RÉSULTATS SONT PRÉSENTÉS DANS L'ARTICLE D'OPINION

**54 DIANA DEVIATKINA,
ALEXEÏ KHARLANOV**
Transformation des institutions de la cei dans le cadre de l'agenda eurasièn : resolution de la question de la securitè economique et financiere

LES EXPERTS EN MATIÈRE DE LBC/FT DE PLUS DE 20 PAYS SE SONT REUNIS LORS D'UN FORUM A NIJNI NOVGOROD

Du 24 au 26 avril, l'un des événements les plus importants pour les experts dans le domaine de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme a eu lieu à Nijni Novgorod : le Forum scientifique et pratique international « Questions d'actualité dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme »

Le programme très chargé comprenait des tables rondes et débats, des événements organisés par le Conseil des BRICS de LBC/FT, de l'EAG et du CRF CH, ainsi que le Forum international des autorités de surveillance, le Conseil international de la conformité, la Conférence internationale des étudiants scientifique et pratique et d'autres événements.

Le moment important du Forum a été la Séance plénière, où sont intervenus : Youri Tchikhantchine, directeur de Rosfinmonitoring, Nikolai Zhouravlev, vice-président du Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, Gleb Nikitine, gouverneur de la région de Nijni Novgorod, des

représentants de l'ONU, de l'OTSC, de l'ITMCFM, des organisations et départements compétents de Biélorussie, du Brésil, d'Égypte, d'Inde, du Kirghizistan, de Chine, de Cuba, de Madagascar, des Émirats arabes unis et d'Ouzbékistan. La discussion a été animée par Nikolai Kolatchevski, directeur de l'Institut de Physique P. N. Lébédév affilié à l'Académie des sciences de Russie, et Ekaterina Kaménéva, vice-recteur de l'Université des Finances auprès du Gouvernement de la Fédération de Russie.

En accueillant les invités du Forum, Youri Tchikhantchine a déclaré que la communauté mondiale avait besoin d'une stratégie unifiée dans le domaine de LBC/FT

> 400

experts, représentants du secteur public, de la CRF, du secteur bancaire et privé. Les participants au Forum ont confirmé leur intention de renforcer l'interaction et l'échange d'informations dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, le blanchiment de capitaux, le trafic de stupéfiant, la criminalité transnationale organisée, la corruption et l'utilisation des nouvelles technologies à des fins illégales.

contre les menaces communes que représentent le terrorisme international et l'extrémisme, le trafic de stupéfiants, la criminalité transnationale organisée, la corruption, l'utilisation de nouvelles technologies à des fins illicites.





Le chef du renseignement financier russe a exprimé sa certitude qu'afin de minimiser les risques, les pays doivent combiner les capacités des systèmes nationaux anti-blanchiment, y compris sur la base des Recommandations du GAFI. *« Il convient de noter que la coopération dans le domaine de LBC/FT entre tous les pays permet, grâce aux efforts conjoints, de contribuer de manière significative à la formation d'un monde commun et sûr. Malgré la diversité géographique et culturelle des participants au Forum, un seul objectif nous réunis, c'est renforcer la coopération internationale pour réduire les menaces et les risques communs dans le domaine de la sécurité, en premier lieu, de la sécurité financière »*, a déclaré Youri Tchikhantchine.

Il a été souligné l'importance de réagir préventivement aux menaces actuelles, d'accroître la transparence des flux financiers, d'établir une réglementation, de renforcer les échanges internationaux d'informations et de développer des outils modernes d'analyse des transactions de crypto-monnaie.



Nikolai Zhouravlev s'est adressé aux invités avec un mot de bienvenue. Il a noté que la réglementation législative est un des moyens de réduire les risques : *« Sa qualité pourrait être améliorée par un dialogue établi entre les législateurs et les autorités chargés de l'application de la loi dans nos pays, par l'échange des meilleures pratiques réglementaires et des décisions législatives. Et ce travail est déjà en cours sur plusieurs plates-formes internationales. En juillet de cette année, le Forum parlementaire des BRICS aura lieu à*



Saint-Petersbourg. Notre Forum des parlementaires des États membres de l'EAG est également ouvert. »

Gleb Nikitine a déclaré que le Gouvernement de la région accorde une grande attention au développement complexe de la coopération avec d'autres pays. *« En 2024, certaines activités des BRICS seront organisées dans la région de Nijni Novgorod. Les missions sont nombreuses. Mais en travaillant ensemble sur les principes d'égalité, de partenariat et de prise en compte des intérêts des uns et des autres, nous sommes vraiment en mesure de résoudre les questions les plus urgentes de l'agenda mondial et régional »*, a-t-il déclaré.

Les participants à la Séance plénière ont discuté des mécanismes de réduction des risques communs, des questions de coopération internationale dans le domaine de la lutte contre le financement du terrorisme et de la réglementation des actifs virtuels, ils ont également

partagé leurs expériences et bonnes pratiques dans la lutte contre les délits de LBC/FT.

« LA COOPERATION DANS LE DOMAINE DE LBC/FT ENTRE TOUS LES PAYS PERMET, GRACE AUX EFFORTS CONJOINTS, DE CONTRIBUER DE MANIERE SIGNIFICATIVE A LA FORMATION D'UN MONDE COMMUN ET SUR. MALGRE LA DIVERSITE GEOGRAPHIQUE ET CULTURELLE DES PARTICIPANTS AU FORUM, UN SEUL OBJECTIF NOUS REUNIS, C'EST RENFORCER LA COOPERATION INTERNATIONALE POUR REDUIRE LES MENACES ET LES RISQUES COMMUNS DANS LE DOMAINE DE LA SECURITE, EN PREMIER LIEU, DE LA SECURITE FINANCIERE YOURI TCHIKHANTCHINE »

DISCOURS DES PARTICIPANTS

A LA SEANCE PLENIERE DU FORUM INTERNATIONAL SCIENTIFIQUE ET PRATIQUE
« QUESTIONS D'ACTUALITE DANS LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX
ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME »



**YOURI ANATOLIEVITCH
TCHIKHANTCHINE,
DIRECTEUR DE ROSFINMONITORING
(SERVICE FEDERAL DE SURVEILLANCE
FINANCIERE)**

Chers participants au Forum ! Chers amis !

Aujourd'hui, des experts dans le domaine de LBC/FT et de la sécurité financière, des représentants du secteur privé et des universitaires se sont réunis ici. Nous avons essayé d'attirer nos collègues du monde entier, y compris les membres des BRICS, de la CEI, de l'EAG, du GAFIMOAN et d'autres associations régionales pour avoir un dialogue ouvert et professionnel.

Au nom du pays qui présidera les BRICS cette année, il convient de noter que la coopération dans le domaine de LBC/FT entre tous les pays permet, grâce aux efforts conjoints, de contribuer de manière significative à la formation d'un monde commun et sûr.

Malgré la diversité géographique et culturelle des participants au Forum, un seul objectif nous réunit, c'est renforcer la coopération internationale pour réduire les menaces et les risques communs dans le domaine de la sécurité, en premier lieu, de la sécurité financière.

Le besoin d'une stratégie unifiée pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme est de plus en plus reconnu au niveau international. Aujourd'hui, il est évident que ces défis ne peuvent



**« LE BESOIN D'UNE STRATEGIE UNIFIEE POUR
LUTTER CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE
FINANCEMENT DU TERRORISME EST DE PLUS EN PLUS RECONNU
AU NIVEAU INTERNATIONAL. AUJOURD'HUI, IL EST EVIDENT QUE
CES DEFIS NE PEUVENT ETRE RELEVES QUE CONJOINTEMENT,
EN COMBINANT LES CAPACITES ET LE POTENTIEL DES SYSTEMES
NATIONAUX DE LBC/FT DES DIFFERENTS PAYS**

être relevés que conjointement, en combinant les capacités et le potentiel des systèmes nationaux de LBC/FT des différents pays, notamment sur la base des Recommandations du GAFI. L'une de ces opportunités a été la création du Conseil des BRICS consacré à ce sujet, qui permettra à l'avenir de développer des approches communes et de prendre des mesures coordonnées pour contrer les risques communs, tels que le financement du terrorisme et de l'extrémisme, la corruption, le trafic de stupéfiants et l'utilisation des nouvelles technologies pour commettre des actes illicites.

Le problème du terrorisme international, de la propagation des idées extrémistes et de la radicalisation des populations devient une menace permanente. La nature des crimes terroristes et extrémistes évolue : ils prennent des formes agressives à plus grande échelle, deviennent clairement transnationaux, tant en termes d'organisation que d'exécution d'actes terroristes.

Cette année, le 22 mars la Russie a connu un acte terroriste monstrueux contre des civils innocents. Nous sommes confrontés à une attaque terroriste soigneusement planifiée

et préparée, pour laquelle un réseau international de complices a été utilisé. Les terroristes ont reçu des financements, des moyens de transport, des armes et des munitions. Les lignes de retraite et la logistique ont été clairement coordonnées par leurs chefs.

L'intensité de l'activité terroriste dépend généralement du niveau de son financement et de son équipement matériel et technique. Aujourd'hui, les comptes bancaires, les cartes et les portefeuilles électroniques continuent d'être activement utilisés pour collecter et transférer des fonds destinés à financer des activités terroristes, l'utilisation de nouvelles technologies, y compris les actifs virtuels, se développe, et les méthodes permettant d'attirer non seulement les fonds propres, mais aussi les revenus illicites dans ces buts sont en cours de développement. Il existe toujours des risques liés au recours à des organisations à but non lucratif pour financer des activités terroristes et extrémistes et au détournement des fonds collectés sous prétexte de charité vers des objectifs illicites.

Dans le même temps, ces dernières années, on observe un accroissement de la fusion du terrorisme international et de la criminalité transnationale organisée, notamment dans le domaine du trafic de stupéfiants.

Selon l'ONU, le nombre de consommateurs de stupéfiants atteint environ 300 millions de personnes dans le monde et, au cours des dix dernières années, ce nombre a augmenté de plus de 20 %.

D'après les conclusions d'experts internationaux, les principales tendances de la criminalité des

stupéfiants sont liées à la croissance des ventes de drogues de synthèse, qui remplacent désormais les drogues végétales. En outre, les drogues de synthèse sont de plus en plus produites dans les pays utilisateurs, ce qui diminue la traçabilité des drogues de synthèse jusqu'aux marchés et rapproche le plus possible le producteur du consommateur.

En général, le marché des stupéfiants montre un haut degré d'adaptation aux conditions changeantes, et les organisateurs des livraisons de stupéfiants établissent rapidement des itinéraires logistiques.

L'utilisation d'actifs virtuels et de bourses de crypto-monnaies est passée des portefeuilles électroniques et des cartes bancaires des hommes de paille aux actifs virtuels et aux bourses de crypto-monnaies dans le cadre de paiements criminels et de blanchiment de capitaux provenant du trafic de stupéfiants. Ainsi, alors que l'incertitude juridique liée à la circulation des crypto-monnaies demeure, de nombreux pays dans le monde assistent à un déplacement significatif du trafic de stupéfiants vers le cyberspace et à l'utilisation croissante d'instruments financiers numériques à des fins de blanchiment d'argent.

Les nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle et la

« LES NOUVELLES TECHNOLOGIES TELLES QUE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET LA BLOCKCHAIN ONT CERTAINEMENT UN GRAND POTENTIEL, ELLES FONT PREUVE D'UN DEVELOPPEMENT RAPIDE ET SONT DEJA A L'ORIGINE DE CHANGEMENTS FONDAMENTAUX, MAIS ELLES RENDENT EGALEMENT LE SYSTEME FINANCIER MONDIAL PLUS VULNERABLE »

blockchain ont certainement un grand potentiel, elles font preuve d'un développement rapide et sont déjà à l'origine de changements fondamentaux, mais elles rendent également le système financier mondial plus vulnérable.

Dans les circonstances actuelles, il est nécessaire d'étendre nos capacités de réponse préventive à ces menaces, de concentrer nos efforts communs sur le développement d'outils modernes permettant d'analyser les transactions de crypto-monnaies, d'accroître la transparence





des flux financiers, d'établir la réglementation et de renforcer l'échange d'informations au niveau international.

Une attention particulière devrait également être accordée à la lutte contre le blanchiment de capitaux provenant de la corruption, qui sont étroitement liés aux risques de détournement de fonds budgétaires.

Dans les schémas financiers criminels comportant un élément de corruption, on utilise activement pour le blanchiment d'argent aussi bien les acteurs traditionnels du secteur financier et du crédit que les technologies modernes permettant un contact minimal avec les secteurs réglementés.

Chers collègues ! J'espère que les activités du Forum nous permettront de cerner les menaces et les risques communs, d'échanger des idées et des approches pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés, de constituer une vision commune des domaines clés de la coopération internationale dans le domaine de LBC/FT.

L'agenda du Forum est très riche et la couverture thématique est

multidimensionnelle : nous discuterons en détail de questions urgentes dans le cadre du Conseil de LBC/FT des BRICS, du Conseil des chefs des cellules de renseignement financier des États membres de la CEI, du Forum des autorités de surveillance, du Conseil international de conformité, de tables rondes d'experts, et nous aurons l'avis de la communauté scientifique.

Une conférence des étudiants sera organisée en marge du Forum. À cet égard, je voudrais encourager l'intérêt croissant des jeunes chercheurs en matière de LBC/FT et leurs initiatives dans ce domaine. Cela démontre le lien fort entre l'éducation, la science et la pratique, la nécessité de consolider les connaissances de l'université et de la communauté d'experts, et constitue notre nouveau potentiel de ressources humaines.

Merci, chers collègues, de partager généreusement votre expérience, d'aider les jeunes et la génération montante dans leur désir de découvrir de nouvelles choses, d'apprendre auprès de professionnels reconnus et de les inspirer par votre exemple personnel.

L'Olympiade internationale sur la sécurité financière est un autre format

international qui vise à renforcer la communication entre les jeunes et les praticiens en matière de LBC/FT. L'année passée, des représentants de 19 pays ont participé à l'Olympiade. Cette année, nous l'organisons en Russie pour la quatrième fois et nous attendons des élèves et des étudiants de plus de 30 pays. Chaque année, la diversité géographique des participants s'élargit. Nous voyons l'Olympiade devenir un véritable mouvement international sur la sécurité financière, rassemblant la jeune génération et la communauté d'experts des BRICS, de l'Eurasie, de l'Amérique centrale et latine, du Moyen-Orient et de l'Afrique. Un tel travail avec la jeune génération portera certainement ses fruits. Nous serons heureux de votre participation, chers collègues, aux activités de l'Olympiade sur le territoire fédéral de Sirius cette année aussi !

Pour terminer, je souhaite à toutes les personnes présentes un travail fructueux. Je suis convaincu qu'en unissant nos efforts, nous pourrons apporter une contribution significative à la sécurité du système mondial de LBC/FT.

Merci de votre attention !



**NIKOLAÏ ANDREÏEVITCH ZHOURAVLEV,
VICE-PRESIDENT DU CONSEIL DE LA
FEDERATION DE L'ASSEMBLEE FEDERALE
DE LA FEDERATION DE RUSSIE, PRESIDENT
DU FORUM DES PARLEMENTAIRES DES
ÉTATS MEMBRES DE L'EAG**

Bonjour, chers collègues !
Cher Gleb Sergueïevitch, cher
Youri Anatolievitch !

Je suis heureux d'accueillir les participants au Forum international scientifique et pratique sur la lutte contre le blanchiment de capitaux. J'ai beaucoup de plaisir à voir parmi les participants des représentants de différents pays, y compris nos partenaires des BRICS et de la CEI.

Je tiens à exprimer ma gratitude aux dirigeants de la région pour l'organisation de ce dialogue global, notamment à Gleb Sergueïevitch Nikitine. Je vous remercie pour l'organisation et la qualité de votre hospitalité à Nijni Novgorod.

La pertinence de l'événement d'aujourd'hui découle, entre autres, des vulnérabilités communes dans la sécurité financière de nos pays. Pour minimiser les risques mondiaux communs et les éliminer définitivement, nous devons agir ensemble.

L'un des moyens d'atténuer les risques est, bien entendu, la réglementation législative. Sa qualité pourrait être améliorée par un dialogue établi entre les législateurs et les autorités chargés de l'application de la loi dans nos pays, par l'échange des meilleures pratiques réglementaires et des décisions législatives. Comme vous le savez, ce travail est déjà en cours sur plusieurs plates-formes internationales. En juillet de cette année, le Forum parlementaire des BRICS aura lieu à Saint-Pétersbourg.

Notre Forum des parlementaires des États membres du Groupe Eurasie (EAG) est également ouvert. Nous remercions tout particulièrement nos collègues des cellules de renseignement financier de nos pays. Le 29 mai à Bichkek, parallèlement à la Session plénière de l'EAG, se tiendra le troisième Forum des parlementaires des États membres de l'EAG, traditionnellement consacré aux moyens juridiques de minimiser les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.

En tant que président du Forum des parlementaires, j'invite mes collègues législateurs, les représentants des autorités compétentes et les associations internationales à y participer. Le Forum de cette année se concentrera sur les risques d'utilisation des nouvelles

technologies à des fins criminelles ainsi qu'à un certain nombre d'autres questions.

Aujourd'hui, en plus des plate-formes existantes, une autre plate-forme de discussion très pratique et, je l'espère, efficace, est lancée à Nijni Novgorod, où la théorie, la pratique et l'application réelle de la loi se rencontrent. En tant que parlementaires, nous ne nous contenterons pas de suivre de près les résultats de cette discussion, mais nous prendrons également en considération les propositions qui en découleront.

Que ce soit dans le cadre de la législation russe ou dans la nécessité d'un intérêt commun, nous sommes bien entendu prêts à poursuivre les discussions au sein de notre Forum parlementaire sur la plate-forme du Groupe Eurasie.

En conclusion, je voudrais souhaiter à tous les participants du Forum d'aujourd'hui un travail fructueux et des solutions constructives pour atteindre notre objectif commun de garantir la sécurité financière aux niveaux national et international. Bonne chance ! Merci beaucoup !

**« L'UN DES MOYENS
D'ATTENUER LES
RISQUES EST, BIEN ENTENDU,
LA RÉGLEMENTATION
LÉGISLATIVE. SA QUALITÉ
POURRAIT ÊTRE AMÉLIORÉE
PAR UN DIALOGUE ÉTABLI
ENTRE LES LÉGISLATEURS
ET LES AUTORITÉS CHARGES
DE L'APPLICATION DE LA
LOI DANS NOS PAYS, PAR
L'ÉCHANGE DES MEILLEURES
PRATIQUES RÉGLEMENTAIRES
ET DES DÉCISIONS
LÉGISLATIVES**



GLEB SERGUEÏEVITCH NIKITINE,
GOVERNEUR DE LA REGION DE NIJNI NOVGOROD



**Chers amis, je vous souhaite la bienvenue à Nijni Novgorod !
Bonjour !**

Au nom de tout le Gouvernement de la région de Nijni Novgorod, je souhaite la bienvenue aux invités et aux organisateurs du Forum scientifique et pratique international consacré aux « Questions d'actualité dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ». Je vous félicite tous pour l'ouverture d'une telle plate-forme représentative.

Au cours du forum, il est prévu d'élaborer des mesures communes visant à minimiser les risques mondiaux tels que le financement du terrorisme, la lutte contre la corruption, le trafic de stupéfiants et l'utilisation des crypto-monnaies à des fins criminelles. Tout

d'abord, je remercie nos chers invités étrangers et russes d'avoir accepté l'invitation et d'être venus à Nijni Novgorod.

L'ampleur du forum est vraiment impressionnante : environ 400 participants. Aujourd'hui, à la Foire de Nijni Novgorod², sont présents les chefs des ministères et départements concernés, les cellules de renseignement financier, forces de l'ordre et les autorités de surveillance, des experts internationaux et des représentants de la communauté scientifique.

J'ai beaucoup de plaisir à constater que plus de 20 pays du monde aient rejoint le forum, environ 150 personnes représentent ici leurs États en présentiel et à distance. Je suis convaincu que dans la situation internationale actuelle, les régions et municipalités russes doivent établir des partenariats durables et mutuellement bénéfiques avec les pays amis afin d'atteindre les objectifs économiques nationaux. À cet égard, les pays BRICS sont les mieux adaptés. Ce sont des pays qui disposent d'un énorme potentiel scientifique et humanitaire.

Le gouvernement de la région de Nijni Novgorod accorde une grande attention au développement complexe et à la coopération avec le Groupe des dix. Conformément au plan de la présidence russe des BRICS en 2024, des événements seront organisés dans la région de Nijni Novgorod pour promouvoir l'unification au plus haut niveau, notamment une réunion des ministres des Affaires étrangères des BRICS, une Conférence diplomatique internationale, la Dixième réunion des ministres de l'Environnement des BRICS, le Forum des villes jumelées et des municipalités des pays BRICS, la Huitième réunion des ministres de l'Industrie des pays BRICS, la

« JE SUIS CONVAINCU QU'AUJOURD'HUI PLUS QUE JAMAIS, LE LEADERSHIP DES PAYS DES BRICS EST DEMANDE POUR DEVELOPPER UNE VOIE POSITIVE UNIFICATRICE, POUR FORMER D'UN SYSTEME VERITABLEMENT MULTIPOLAIRE DE RELATIONS INTERETATIQUES, BASE SUR LES NORMES UNIVERSELLEMENT RECONNUES DU DROIT INTERNATIONAL ET LES PRINCIPES CLES DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES »

¹ La foire de Nijni Novgorod est une foire autrefois célèbre dans toute l'Europe qui se tenait en Russie chaque année en juillet à Nijni Novgorod. Aujourd'hui, ce n'est plus vraiment une foire internationale, mais simplement un centre d'exposition, au rayonnement national.

réunion du Groupe consultatif « Partenariat BRICS pour la Nouvelle révolution industrielle (numérique) » et autres événements.

Les missions sont nombreuses. Mais en travaillant ensemble sur les principes d'égalité, de partenariat et de prise en compte des intérêts des uns et des autres, nous sommes vraiment en mesure de résoudre les questions les plus urgentes de l'agenda mondial et régional. Bien entendu, le Forum d'aujourd'hui constitue le point de départ de ces nombreux événements.

Il est important que ce forum se concentre sur des questions aussi actuelles que la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme, la

réalisation de projets communs pour résoudre les problèmes d'interaction entre les agences compétentes des membres de l'association, notamment à la lumière du terrible attentat terroriste survenu le 22 mars 2024 à Crocus City Hall.

Je suis convaincu qu'aujourd'hui plus que jamais, le leadership des pays des BRICS est demandé pour développer une voie positive unificatrice, pour former d'un système véritablement multipolaire de relations interétatiques, basé sur les normes universellement reconnues du droit international et les principes clés de la Charte des Nations Unies.

L'événement d'aujourd'hui est la preuve directe que nous sommes déterminés à travailler ensemble de

manière productive et sérieuse pour longtemps. Je voudrais remercier en particulier les dirigeants de Rosfinmonitoring, Youri Anatolievitch Tchikhantchine et son équipe, pour avoir également donné la préférence à notre plate-forme de Nijni Novgorod.

Chers amis, je souhaite aux participants et invités du forum un travail fructueux et une bonne communication. J'espère que vos discussions donneront des résultats pratiques immédiats pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Je vous souhaite beaucoup de succès !
Bienvenus à Nijni Novgorod ! **Merci de votre attention !**



**MARGARITA YOURIEVNA ANDRONOVA,
DIRECTRICE GENERALE DE L'ITMCFM
COOPÉRATION INTERNATIONALE DANS
LE DOMAINE DE LA FORMATION DU
PERSONNEL POUR LE SYSTÈME LBC/FT**

Bonjour, chers participants au Forum !

Les discours des experts lors de la Session plénière ont montré qu'appliquer des mesures efficaces pour minimiser les risques, enquêter sur les crimes liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme et les prévenir est impossible sans la coopération internationale.

Aujourd'hui, la sécurité financière qui comprend entre autre, les problèmes de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, n'est pas une caractéristique d'un seul pays. Ces problèmes sont mondiaux et n'ont ni frontières ni origines ethniques. C'est pourquoi il est si important de créer un espace éducatif international



unique dans lequel les scientifiques, les professeurs, les spécialistes, les étudiants et les élèves de différents États interagiront.

Le système LBC/FT repose sur les efforts collectifs des autorités publiques et du secteur privé. Le maintien du haut niveau de compétences des spécialistes en exercice du système anti-blanchiment est la clé de son efficacité.

Au cours des 18 dernières années, des représentants des cellules de renseignement financier et des organismes compétents de près de 70 pays de toutes les régions du monde (Eurasie, Amérique latine, Moyen-Orient, Asie du Sud-Est et Afrique) ont suivi le perfectionnement professionnel en présentiel et sous forme de visioconférence. Fin mars, nous avons organisé un stage pour les employés de la CRF éthiopienne.

Après le Forum, nous serons heureux d'accueillir la délégation de Madagascar à l'ITMCFM.

Il est important pour nous de fournir la plate-forme de l'ITMCFM pour organiser un dialogue entre experts des établissements financiers. Nous soutenons pleinement le format du Conseil international de conformité, qui fait déjà partie des traditions de l'EAG.

Le même travail important est réalisé par nos partenaires, les centres de formation auprès des cellules de renseignement financier d'autres pays.

La session plénière du Groupe Eurasie a soutenu l'idée de créer une Association internationale des centres de formation et de méthodologie, et le concept est en cours d'élaboration. Nous invitons les participants du Forum à se joindre à ce travail pour organiser l'échange d'expériences tant avec les centres de formation existants qu'en cas de planification de leur création.

Afin de former de nouveaux spécialistes dans le système de lutte contre le blanchiment d'argent, il y a 11 ans a été créé l'Institut international en réseau de LBC/FT dont les activités sont coordonnées par notre Centre.

Aujourd'hui, l'Institut international en réseau regroupe 52 établissements d'enseignement et organisations scientifiques de 7 pays de l'EAG, et plus de 100 programmes de formation spécialisés ont été ouverts. Sur cette base, des disciplines dans le domaine de LBC/FT sont enseignées par plus de 300 formateurs, et maîtrisées par plus de 5 000 étudiants.

Nous pensons qu'il est important d'impliquer les établissements d'enseignement supérieur des pays BRICS dans le travail de



l'Institut international en réseau et de développer la coopération par le biais de recherches conjointes, d'échanges d'expériences, de conférences, de séminaires et de cours.

Une mission importante de tout pays est de travailler avec les jeunes, de créer des opportunités pour la réalisation et le développement des jeunes talents.

En 2021, les États membres du Groupe Eurasie ont soutenu un projet pilote visant à organiser l'Olympiade internationale sur la sécurité financière. Cette année, plus de 50 pays du monde entier se sont inscrits pour participer au 1er tour de l'étape de qualification.

L'intérêt des jeunes suscité par la première Olympiade est devenu la base de l'organisation des Olympiades nationales sur la sécurité financière. Elles sont organisées au Kazakhstan, au Kirghizistan, en Russie et au Tadjikistan. Et si au début il s'agissait d'Olympiades d'étudiants, on constate aujourd'hui un intérêt croissant pour les questions de sécurité financière de la part des élèves.

En général, on peut déjà affirmer que le mouvement international sur la sécurité financière est établi. Il unit non seulement les élèves et les étudiants, mais aussi

les professionnels de la sécurité financière.

Je suis convaincue que le développement de la coopération internationale dans le domaine de la formation du personnel et la transmission de l'expérience accumulée par la communauté d'experts vers les jeunes contribueront à renforcer la sécurité mondiale et l'intégrité du système financier international.

**NOTRE CENTRE
OFFRE UN
PERFECTIONNEMENT
PROFESSIONNEL A LA
FOIS EN PRESENTIEL ET
EN VISIOCONFERENCE
AUX REPRESENTANTS DES
CELLULES DE RENSEIGNEMENT
FINANCIER ET DES AUTORITES
COMPETENTES DES PAYS
DE TOUTES LES REGIONS
PRINCIPALES DU MONDE :
EURASIE, AMERIQUE LATINE,
MOYEN-ORIENT, ASIE DU
SUD-EST, AFRIQUE**

DISCOURS DE PARTICIPANTS ÉTRANGERS



KAMAL ANWAR, EXPERT DE L'ONU DANS LA LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Aujourd'hui, nous allons vous parler des différents risques et problèmes que nous constatons. Il y a cinq ans, la résolution 2462 du Conseil de sécurité de l'ONU a été adoptée et nous parlons de la nécessité de lutter contre ces nouvelles menaces au niveau mondial. Nous avons commencé à élaborer un nouveau programme de lutte contre le financement du terrorisme et sommes déjà en train d'identifier un grand nombre de tendances pratiques et de constater l'apparition de nouveaux risques. Nous constatons que les risques émergents augmentent et parfois diminuent à nouveau avec le temps.

Je voudrais souligner un certain nombre de questions, par exemple, à propos des actifs virtuels. C'est probablement l'aspect le plus évident en matière de LBC/FT. Nous constatons que les risques sont importants, mais il nous est très difficile de déterminer l'étendue de la menace. Il ne s'agit pas du plus grand risque, mais en réalité il est très difficile de quantifier l'ampleur de ce dernier en termes d'implication d'actifs mondiaux dans le financement du terrorisme.

Nous remercions les organisateurs, Rosfinmonitoring, l'EAG. Merci pour votre initiative commune. Nous continuons à travailler dans le domaine des actifs virtuels. Nous remercions également nos collègues pour l'initiative : j'ai observé le travail de « Blockchain transparente » à Moscou. Nous pensons



que cet outil doit être mis à la disposition de nos spécialistes afin qu'ils puissent travailler ensemble dans la lutte contre le financement du terrorisme.

Nous avons également discuté des organisations à but non lucratif. Ce sujet n'est pas nouveau pour nous, mais néanmoins parfois on y est plus attentifs et parfois moins. Ceci dépend des ressources allouées pour travailler sur cette question. Nous devons lutter contre les abus dans ce domaine afin de garantir que les organisations à but non lucratif ne soient pas utilisées pour financer le terrorisme. Nous aidons aussi les OBNL et essayons de garantir leur travail et leur protection contre ces menaces afin qu'elles puissent poursuivre leurs activités en toute sécurité.

Lutte contre les menaces de FT au niveau régional

Quelques mots sur les tendances. Nous comprenons que différentes tendances existent au niveau régional, au niveau international, et nous constatons que dans certaines régions les tendances s'accroissent, dans d'autres, au contraire, elles ralentissent. Il convient de noter qu'il est nécessaire de trouver des solutions qui fonctionneront dans différentes régions. Nous avons lancé un projet destiné aux régions d'Asie centrale. Nous essayons d'acquiescer de l'expérience, de la consolider et de la diffuser dans le monde entier. Nous comprenons qu'il existe toujours diverses menaces. Au sein de notre bureau, nous nous efforçons d'identifier certains modèles et d'établir des liens entre

« NOUS DEVONS LUTTER CONTRE LES ABUS DANS CE DOMAINE AFIN DE GARANTIR QUE LES ORGANISATIONS A BUT NON LUCRATIF NE SOIENT PAS UTILISEES POUR FINANCER LE TERRORISME. NOUS AIDONS AUSSI LES OBNL ET ESSAYONS DE GARANTIR LEUR TRAVAIL ET LEUR PROTECTION CONTRE CES MENACES AFIN QU'ELLES PUISSENT POURSUIVRE LEURS ACTIVITES EN TOUTE SECURITE »

différents risques. Nous parlons ici du fait que le financement du terrorisme est également influencé par d'autres crimes tels que la fraude, le blanchiment d'argent, etc. J'ai parlé de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU prise il y a cinq ans : nous adoptons des résolutions supplémentaires, nous aidons nos membres à poursuivre leurs efforts dans ce domaine. Nous vous remercions tous pour vos efforts. À notre avis, il est nécessaire de renforcer notre potentiel afin d'obtenir des résultats encore

meilleurs, de rendre nos activités plus spécifiques, etc.

À propos de l'intelligence artificielle

Nous avons beaucoup entendu parler de l'IA ces derniers temps : parfois il ne s'agit que de spéculations, mais nous pensons néanmoins que l'IA est un problème sérieux. Nous avons un rapport existant sur ce sujet et des discussions sont en cours au niveau du Secrétaire général de l'ONU M.

Guterres. Nous développons un manuel public dans ce sens et devons suivre ces événements, ou mieux, les anticiper. En fait, l'IA peut être utilisée à des fins de propagande, mais aussi à de collecte de fonds, etc. Nous devons considérer ces différents aspects. Je vous demande, cher public, de prêter également attention à cet aspect, de prendre en compte le développement de l'IA dans vos politiques en matière de LBC/FT et d'autres crimes.



AHMED SAID HUSSEIN KHALIL, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CELLULE EGYPTIENNE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FI- NANCEMENT DU TERRORISME

Merci ! Bonjour !

Tout d'abord, je voudrais tout d'abord saluer tous les participants au Forum scientifique et pratique international consacré à la lutte contre le blanchiment d'argent. À cette occasion, j'aimerais remercier les représentants des BRICS et toutes les personnes impliquées dans l'organisation de ce forum, un événement important pour nous tous. Il s'agit d'une réponse aux problèmes généraux posés par les flux financiers illicites dans le système mondial de lutte contre le blanchiment d'argent, ainsi qu'à la criminalité qui augmente dans ce monde.

La République arabe d'Égypte exprime sa sincère reconnaissance au groupe BRICS dont les activités jouent un rôle important pour renforcer la coopération économique et promouvoir toutes les actions qui nous unissent dans la lutte contre



les activités criminelles. À la lumière des efforts du groupe pour prioriser et partager les expériences, de la coopération entre les États dans le domaine du blanchiment d'argent, il est clair que nous devons joindre nos forces face aux grands risques qui existent dans notre État. En effet, c'est à cela que sont confrontés aujourd'hui la plupart des États en matière de lutte contre le

blanchiment d'argent et la criminalité en général. C'est pourquoi nous devons prendre des mesures communes pour lutter ensemble contre cette activité criminelle ainsi que contre l'augmentation de certains risques.

L'opposition juridique au terrorisme au niveau international et local nous oblige à développer une

compréhension commune de cette question. En effet, il convient de noter que dans ce cas c'est précisément ce qui était prévu par la Convention internationale pour la répression du

financement du terrorisme adoptée en 1999 par l'Assemblée générale de l'ONU. Le GAFI a attaché une grande importance à la lutte contre le financement du terrorisme dans ses 40 Recommandations, dont la 5ème qui incluait la nécessité de clarifier les termes : qu'est-ce que le crime, la criminalisation, le financement du terrorisme sur la base de la Convention susmentionnée. Il a également été expliqué ce qu'est l'activité criminelle en général et particulièrement le terrorisme.

Puis, la 6ème Recommandation, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU relatives à la prévention et à la répression du terrorisme en général et de son financement, exige des pays qu'ils mettent en œuvre des systèmes de sanctions financières, puisque ces décisions obligent les pays à bloquer immédiatement les fonds des terroristes ou des criminels et leurs autres actifs, et à veiller également à ce que l'accès à tous les fonds et autres actifs appartenant directement ou indirectement à toute personne ou organisation terroriste, utilisés à leur profit et dans leurs intérêts, soient bloqués.

À la lumière de l'engagement de l'Égypte envers les normes internationales et la résolution du Conseil de sécurité concernant le terrorisme, son financement et le financement de la prolifération de diverses armes, ainsi que de la conviction de l'importance de la coopération et de la coordination dans la lutte contre la criminalité financière, l'Égypte a créé un cadre législatif pour lutter contre le terrorisme et le

LA REPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTÉ EXPRIME SA SINCÈRE RECONNAISSANCE AU GROUPE BRICS DONT LES ACTIVITÉS JOUENT UN RÔLE IMPORTANT POUR RENFORCER LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET PROMOUVOIR TOUTES LES ACTIONS QUI NOUS UNISSENT DANS LA LUTTE CONTRE LES ACTIVITÉS CRIMINELLES

financement de la prolifération des armes. Ces mécanismes législatifs sont nécessaires à la mise en œuvre de sanctions financières ciblées, qui comprennent le blocage des fonds et des avoirs des personnes figurant sur les listes de sanctions du Conseil de sécurité, la procédure de blocage, l'entrée dans la base de données, etc.

Un cadre législatif solide constitue le principe fondamental de toute action durable dans la lutte contre le financement du terrorisme. En outre, les pays doivent intégrer la lutte contre le financement du terrorisme dans leur stratégie nationale antiterroriste, qui devrait être fondée sur une évaluation des risques de financement du terrorisme et au niveau national, en utilisant cette stratégie comme base pour que chacune des parties prenantes puisse prendre ses propres mesures en fonction de ces risques.

Les pays ont récemment adopté des procédures conformes aux Recommandations du GAFI et aux lignes directrices d'évaluation des risques nationales pour œuvrer à la réalisation de ces évaluations. Des mesures ont été mises en place pour garantir que des procédures adéquates de lutte contre le financement du terrorisme soient établies en fonction du niveau de risques identifiés dans les pays, ce qui aide les fonctionnaires de ces pays à prendre des décisions et à déterminer la tendance et les priorités.

À cet égard, l'Égypte a adopté son premier rapport d'évaluation des risques de BC/FT en 2019 et le met périodiquement à jour avec la

participation de toutes les autorités nationales, y compris le secteur privé. Le but étant d'identifier, d'analyser et d'évaluer les menaces, les vulnérabilités et les impacts du financement du terrorisme concernant d'autres secteurs. Les cellules de renseignement financier sont à l'avant-garde des autorités luttant contre le financement du terrorisme dans les pays du monde entier, car elles collectent et analysent les informations provenant des établissements financiers et d'autres organismes déclarants, et combattent les nouvelles méthodes utilisées par les criminels ou les terroristes pour obtenir des informations.

Nous considérons que la coopération dans l'échange d'informations est positive sur les questions financières liées aux transactions suspectes dans le domaine du financement du terrorisme, ce qui constitue le début de cette lutte tant au niveau local qu'international. Il convient de noter que l'Égypte attache une grande importance à la coopération régionale comme internationale, principalement à travers son adhésion à des organisations et réseaux régionaux et internationaux.

Les technologies offrent un grand potentiel de développement, auxquels l'Égypte s'intéresse vraiment. Nous devons, malgré tout, prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher la progression des activités criminelles.

Merci à tous encore une fois ! Je suis certain que ce présent événement s'avérera très utile. Merci !



FERNANDO LUIS CAMEJO DE LA ROSA,
DIRECTEUR GENERAL DE LA DIRECTION GENERALE DE LA RECHERCHE SUR LES
TRANSACTIONS FINANCIERES (DGIOF) DE LA BANQUE CENTRALE DE CUBA



Cher Youri Anatolievitch !
Chers collègues et participants à la
session plénière !

Permettez-moi de vous remercier cordialement pour votre invitation à travailler en commun au renforcement du système mondial de LBC/FT.

Le Rapport mondial sur les drogues 2022, publié par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), montre une augmentation sans précédent de la production de substances narcotiques illicites. En particulier, des niveaux élevés de consommation de marijuana, associés à une moindre sensibilisation au problème, peuvent constituer un risque pour les jeunes.

Dans mon rapport, je vais parler des risques de blanchiment d'argent associés au trafic illicite des drogues (TID). La question sera examinée en fonction des caractéristiques de notre Caraïbe insulaire et de l'environnement géopolitique dans lequel opère le système cubain de LBC/FT.

Il convient tout d'abord de souligner que le risque de blanchiment de capitaux provenant de la drogue a été identifié lors de la préparation du premier ENR (Notation nationale de Cuba) en 2014, alors que la République venait d'adhérer au Réseau mondial du GAFI.

CONTEXTE GEOGRAPHIQUE :

40%
DE LA COCAÏNE
MONDIALE, SOIT
ENVIRON 140 TONNES,

est transportée le long de la route Colombie-États-Unis via l'Amérique centrale ou les Caraïbes.

Selon les autorités américaines,

70% DE LA
COCAÏNE

quitte la Colombie par l'océan Pacifique, 20 % par l'océan Atlantique et 10 % par les Caraïbes.

DU POINT DE VUE DE LA CONSOMMATION :

70,3 MILLIONS
DE PERSONNES

âgées de 12 ans et plus (24,9 %) ont consommé des substances illégales en 2021. La marijuana était la drogue la plus utilisée (22 %), avec 61,9 millions de personnes qui en consommaient.

~169 MILLIONS
DE PERSONNES

âgées de 12 ans ou plus (59,8 %) aux États-Unis avaient consommé du tabac, de l'alcool ou des stupéfiants au cours du mois précédant l'entretien pour l'Enquête nationale annuelle sur la consommation de drogues et la santé (2022) du Ministère de la Santé et des services sociaux des États-Unis (United States Department of Health and Human Services, HHS).

Parmi 11 risques de BC, les deux valeurs les plus élevées étaient :

- A) La situation géographique de Cuba peut être utilisée par les malfaiteurs pour les transactions de TID et le transit des drogues.
- B) Il existe un risque de blanchiment de capitaux résultant du trafic et de la contrebande des drogues.

Risque A (moyen-élevé) :

- Le mouvement des navires à grande vitesse qui violent les frontières du territoire maritime de l'État, ainsi que l'envoi de « colis » tirés par mer jusqu'à la côte (regalos), sont effectués avec la participation de trafiquants de drogue des Caraïbes et de l'Amérique centrale dans le cadre de l'itinéraire « Couloir central ».
- Entre janvier et décembre 2022, les troupes frontalières cubaines ont repéré 13 navires soupçonnés d'être impliqués dans le trafic de stupéfiants.
- Il y a eu 736 violations (4 908,45 kg de drogues ont été découverts, y compris de la cocaïne, de la marijuana et du haschisch). 75 % des incidents (542 infractions) ont été identifiés à la suite d'inspections à terre.
- Grâce à la mise en œuvre du plan « Barrera », 24 enquêtes sur la contrebande de drogues ont été réalisées, 39 personnes ont été arrêtées et 7,25 kg de drogue ont été saisis.

Risque B (moyen-élevé) :

- 28 cas de contrebande à la frontière cubaine ont été déjoués. 30,04 kg de drogue ont été saisis en provenance du Suriname, de la Colombie, des États-Unis et de l'Équateur. Pour la première fois, de la méthamphétamine et de la cocaïne en provenance

des États-Unis ont été découvertes.

- La Douane Générale a saisi 9 750 cigarettes électroniques dont 73 contenaient de la marijuana et du haschich dans 7 aéroports internationaux du pays ainsi que dans les services postaux.
- À 9 reprises, des paquets de marmelades contenant de la marijuana ont été détectés.

Lutte contre le TID :

- Entre 2021 et 2023, 95 % des accusés ont été condamnés dont 88 % ont reçu des peines de plus de 15 ans de réclusion.
- En 2022, 9 558 cas de consommation ont été enregistrés, dont 3 734 cas dans la tranche des 25 à 59 ans. Des soins médicaux gratuits sont garantis aux citoyens.
- En 2023, un réseau criminel organisé par des étrangers et des Cubains de la République dominicaine avec une base de soutien en Jamaïque a été liquidé. Les délinquants transportaient de la marijuana à l'aide de bateaux à grande vitesse. 21 personnes dont 3 étrangers ont été arrêtées.
- Plus de 50 personnes ont été arrêtées à la frontière. Parmi eux 37 Cubains et 14 ressortissants de Colombie, des Bahamas, de la République dominicaine, du Venezuela, du Panama, du Chili et de la Jamaïque. Ces trafiquants jouaient le rôle d'organiseurs ou de courriers.

PRÉVENTION ET ATTÉNUATION DES CONSÉQUENCES

Le gouvernement cubain a maintenu sa volonté politique de résoudre ce problème par une approche complexe qui établit un équilibre entre prévention et confrontation, conformément au principe de « tolérance zéro ».

La Commission nationale des stupéfiants, créée le 3 mars 1989 (ministère de la Justice de la République de Cuba), dirige la politique de lutte contre les stupéfiants au niveau national. Les mesures prises visent à réduire la demande de substances psychotropes au sein de la population, à renforcer la responsabilité pénale et à informer les citoyens sur les risques.

Quelques mesures :

- Activités et programmes éducatifs, inclusion sociale, traitements et réadaptation accessibles.
- Large coopération internationale selon le principe de responsabilité commune et partagée.
- Le plan d'action pour l'assistance globale des toxicomanes (de 2021 à 2023) organisé et géré par le ministère cubain de la Santé (Ministerio de Salud Pública, MINSAP) comporte 34 mesures, dont la plupart visent à aider les adolescents et les jeunes.
- La Stratégie nationale d'atténuation des conséquences 2023-2025 comprend des mesures appropriées pour faire face à ces risques.
- Cuba a signé la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, la Convention sur les substances psychotropes de 1971 et la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1989.

CAS DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX PROVENANT DU TRAFIC DE STUPÉFIANTS AVEC L'AIDE DES CRF DE CUBA

Une opération illégale de blanchiment de capitaux impliquant la culture et le trafic de stupéfiants illégaux aux États-Unis - marijuana, cocaïne et oxycodone a été découverte.

Dans cette affaire pénale, des liens ont été établis entre les accusés et la criminalité transnationale organisée, y compris avec le cartel mexicain de Sinaloa. Les stupéfiants étaient transportés depuis Miami (Floride) et la frontière avec le Mexique et depuis la Californie vers d'autres États du centre, de l'est et du sud des États-Unis.

Il convient de noter que les criminels se cachaient à Cuba après que des mandats d'arrêt aient été délivrés contre eux aux États-Unis. Dans trois cas, des vols en provenance des États-Unis via le Mexique ont été documentés. Le Panama et les Bahamas ont également été utilisés comme points de transit. Il existait une « notice rouge » d'Interpol avertissant les autorités de police cubaines. Dans un certain nombre d'autres cas, des mandats d'arrêt et des rapports ont été publiés

« **LE GOUVERNEMENT CUBAIN A MAINTENU SA VOLONTÉ POLITIQUE DE RESOUDRE CE PROBLÈME PAR UNE APPROCHE COMPLEXE QUI ÉTABLIT UN ÉQUILIBRE ENTRE PRÉVENTION ET CONFRONTATION, CONFORMEMENT AU PRINCIPE DE « TOLÉRANCE ZÉRO »** »

en ligne et dans les journaux locaux.

Après leur arrivée à Cuba, les malfaiteurs ont tenté de légaliser une partie de leurs capitaux sous couvert de payer des vacances et d'acquérir divers biens. Lors de l'achat de biens coûteux, des hommes de pailles ont été utilisés, notamment des proches et des amis des criminels. Des maisons et des voitures représentaient les actifs les plus courants. Ils ont également acquis une ferme, des bateaux, des appareils électroménagers et

d'autres biens. Les montants des transactions immobilières et mobilières ont été sous-estimés afin de réduire la somme des impôts à acquitter. De faux dons ont également été déclarés.

Des transports illégaux d'argent liquide à travers la frontière cubaine ont été dénoncés à la fois par les accusés eux-mêmes et par des leurs tiers mandataires. Le recours à des agences de transfert de fonds illégaux opérant depuis les États-Unis a été documenté.





**YANG WU,
REPRESENTANT DE LA CELLULE
CHINOISE DU RENSEIGNEMENT
FINANCIER**

Bonjour ! Bonjour à tous, bonne journée !

Je suis heureux d'être avec vous aujourd'hui pour vous informer à propos des nouvelles tendances que nous observons dans les activités criminelles liées aux monnaies virtuelles en Chine.

Nous allons parler des nouvelles tendances, de l'historique de la question, de l'interdiction des monnaies virtuelles en Chine. Depuis 2017, la Chine a officiellement interdit l'utilisation des monnaies virtuelles, ce qui signifie qu'il est illégal en Chine d'utiliser ou de fournir des services ou d'utiliser des plateformes d'échange d'actifs virtuels et de services connexes.

Nous assistons à une évolution de la réglementation. À partir de 2021, la valeur des actifs virtuels diminue et nous observons des tendances intéressantes en Chine. Le niveau d'investissement dans ce domaine nous indique que les monnaies virtuelles sont en crise, mais en même temps, les prix augmentent. C'est à dire, que ces trois dernières années, les investissements et la spéculation des actifs et des monnaies virtuels ont diminué.

En 2021 également, le Comité national du développement et de la réforme a adopté une réglementation concernant les monnaies virtuelles en Chine. Ce règlement précise les aspects liés à la protection des citoyens contre le blanchiment d'argent par l'utilisation de monnaies virtuelles, ainsi qu'à la protection de l'environnement. En conséquence, nous constatons que le volume des transactions nationales avec des actifs virtuels a diminué de manière



**« NOUS PENSONS QUE LES MENACES EXTERIEURES
CONTRE LA CHINE DANS LE DOMAINE DES ACTIFS
VIRTUELS ONT EGALEMENT DIMINUE AU COURS DES
DERNIERES ANNEES »**

significative. Autrement dit, la composante réglementaire est en train de changer.

Nous avons observé les tendances suivantes liées aux activités illicites avec les actifs virtuels : premièrement, nous constatons que nos risques globaux ont diminué au cours des dernières années. Il y a deux raisons à cela : premièrement, le volume des transactions en monnaies virtuelles en Chine a considérablement diminué en raison de la réduction des prix à cause de l'interdiction du minage qui est en vigueur depuis 2021. Nous pensons que cela est cohérent avec les observations de nos experts et des spécialistes du renseignement financier. Ceci correspond également aux données de la recherche. La deuxième raison est l'évolution de la réglementation externe. Elle s'améliore, le GAFI indique ses normes et de plus en plus de pays adoptent une réglementation des plateformes et des bourses acceptant les actifs virtuels. Nous pensons donc que les

menaces extérieures contre la Chine dans le domaine des actifs virtuels ont également diminué au cours des dernières années.

D'une manière générale, les risques globaux sont en baisse, mais certains risques individuels prennent de l'ampleur. Nous notons que de plus en plus de virements transfrontaliers vers la Chine utilisent des banques « grises » et illégales pour effectuer des opérations de change ou des transferts. Autrement dit, en Chine, nous constatons qu'il n'est pas facile d'échanger notre monnaie nationale contre d'autres, c'est pourquoi il existe un tel marché « gris ». L'économie bancaire parallèle utilise de plus en plus les actifs virtuels comme moyen d'échanger notre monnaie nationale contre des monnaies étrangères. Le gouvernement chinois est conscient de ces tendances et élabore des mesures réglementaires pour lutter contre ces activités bancaires illégales.

Quelques mots sur la façon dont nous traitons ces problèmes. La Chine prend des mesures pour lutter contre les virements transfrontaliers illégaux de cryptomonnaies. Nous avons créé un système d'échange d'informations entre diverses organisations. La Banque centrale de Chine et notre bureau de change gouvernemental, ainsi que notre CRF et d'autres services de sécurité

et de renseignement, échangent des informations. Nous avons trois principaux domaines d'activité : les établissements financiers détectent les activités liées aux transactions virtuelles, ensuite, ils identifient ou rendent également publiques les activités de ces sites ou plateformes sur Internet, et enfin, nous luttons activement contre les contrevenants en matière de change de monnaies.

De plus, nous surveillons l'activité sur les blockchains publiques. En 2022, nous avons enquêté sur 560 cas liés à des activités bancaires illégales, identifié plus d'un millier de violations dans ce domaine et imposé des amendes, pour un montant total supérieur à 1 milliard de yuans. Nous continuons à lutter contre les virements transfrontaliers illégaux. Merci beaucoup de votre attention !



MAMITIANA RAJAONARISON,, DIRECTEUR GENERAL DE LA CELLULE DE RENSEIGNEMENT FINANCIER DE MADAGASCAR

Merci de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer. Tout d'abord, je voudrais remercier l'EAG et Rosfinmonitoring d'avoir invité Madagascar en tant que représentant du Groupe Anti-blanchiment en Afrique Orientale et Australe (GABAOA) à participer à cet événement. J'aimerais parler du cas

de Madagascar dans la lutte contre le crime organisé.

L'indice de la criminalité organisée indique que Madagascar accorde une attention particulière aux délits financiers liés au commerce des ressources naturelles, à l'exportation illégale de ces ressources ainsi qu'aux délits fiscaux. Les criminels opérant à Madagascar viennent généralement de l'étranger et sont des citoyens malgaches. Quant au régime LBC/FT, son évaluation dans le pays a été réalisée en 2017.

En général, nos notations et évaluations ne sont malheureusement pas d'un très haut niveau, mais nous menons des réformes afin d'assurer la conformité aux normes du GAFI. Il nous reste actuellement 17 Recommandations à accomplir. Notre prochaine évaluation mutuelle devrait avoir lieu en 2026.

En ce qui concerne les ressources naturelles, Madagascar est un pays aux ressources naturelles exceptionnelles, avec une flore et une faune uniques. Une grande partie





de ces ressources sont exportées vers d'autres régions et nous n'avons pas la capacité d'appliquer le principe du « follow the money » (ndlr suivez l'argent) pour ramener ces actifs illégaux dans le pays. L'année passée, nous avons récupéré un peu plus d'un million de dollars américains, mais ce sont des actifs qui n'ont pas quitté le pays. Cette même année passée, notre CRF a mis en évidence 700 millions de dollars de transactions. Environ la moitié de cet argent a quitté Madagascar.

Madagascar participe activement à la Conventions des Nations Unies contre la corruption et sur la criminalité transnationale organisée, mais cette coopération internationale est insuffisante car notre CRF n'est pas membre du Groupe Egmont. Nous sommes en train d'achever le processus d'adhésion au Groupe Egmont afin de faciliter l'échange d'informations. Et avant de rejoindre ce groupe, nous sommes désormais en train de signer un mémorandum avec la CFR d'échange d'informations pour de mettre en œuvre le principe du « follow the money », afin de pouvoir compter sur la restitution des avoirs illégalement exportés de Madagascar. C'est pour nous

l'occasion de signer davantage de contrats, de mémorandums d'accord, y compris avec les États actuellement présents au forum. Malheureusement, une grande partie de nos ressources naturelles est exportée illégalement vers les pays asiatiques : bois précieux, divers reptiles, flore variée. Nous devons renforcer notre coopération.

Du point de vue du financement du terrorisme, nous disposons d'une loi pertinente et, en coopération avec Interpol, nous avons commencé l'année passée à identifier les terroristes ou les suspects de cette activité qui sont inclus dans la base de données d'Interpol. Dans ce cadre, Madagascar arrête les terroristes potentiels ou les expulse vers leur pays de résidence. Nous devons renforcer la coopération, nous avons besoin d'assistance. Dans quelques années, nous commencerons à évaluer les risques de financement du terrorisme et à élaborer des politiques efficaces pour lutter contre le FT. Dans notre région, au sein de notre Groupe régional de type GAFI en Afrique orientale et australe,

« AU SEIN DE NOTRE GROUPE REGIONAL DE TYPE GAFI EN AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE, NOUS DEVELOPPONS ACTUELLEMENT UNE PLATE-FORME NUMERIQUE POUR L'ECHANGE D'INFORMATIONS ENTRE LES CRF

nous développons actuellement une plate-forme numérique pour l'échange d'informations entre les CRF. Nous menons également une évaluation régionale des risques, et Madagascar est l'un des pays qui fait partie de l'équipe du projet. En outre, il existe un organisme appelé CDAA (Communauté de développement de l'Afrique australe) pour l'interaction avec l'Afrique du Sud, et il existe désormais également un projet pour coordonner les activités de LBC/FT. Madagascar est membre de ces organisations. Madagascar est prêt à échanger des informations et à profiter de l'occasion de notre participation à ce Forum afin d'améliorer notre efficacité dans le domaine de LBC/FT.

Merci de votre attention, chers délégués ! Merci !



VALERI SEMERIKOV, SECRETAIRE GENERAL ADJOINT DE L'OTSC

En ce qui concerne l'agenda de la conférence, il faut tout d'abord dire que la situation politico-militaire dans le monde entier et dans la zone de responsabilité de l'OTSC est, bien sûr, très préoccupante. Beaucoup de conflits potentiels se sont accumulés dans absolument tous les domaines d'activité et, dans ce contexte, dans cette situation, certains États

utilisent divers types d'organisations terroristes internationales pour atteindre leurs objectifs. Je pense que je ne révélerai pas ici un grand secret, tout le monde est au courant et comprend de quoi je parle.

En ce qui concerne l'OTSC, nous attachons une grande importance à la lutte contre les défis et les menaces, comme la lutte contre le terrorisme, le trafic de stupéfiants et la migration clandestine, nos chefs d'état ont identifié ce domaine

de notre activité comme l'une des priorités.

Au cours de la période d'existence de l'organisation, de bonnes pratiques pour mener des opérations spéciales et des mesures préventives ont été développées, des mécanismes de gestion et d'interaction appropriés ont été conçus. Tout cela est interconnecté. Eh bien, dans ce contexte, je voudrais attirer votre attention sur certaines opérations menées presque chaque année



autorités (services de sécurité et de renseignement) de nos États participent à toutes ces opérations. Bien entendu, on ne saurait surestimer le rôle et l'importance joués dans ces événements par les organismes de surveillance financière de nos États. Laissez-moi vous donner quelques chiffres. Grâce à une participation proactive, plus de 2 400 cas de financement du terrorisme ont été identifiés pour la seule année 2023.

par les États membres de notre organisation. En premier lieu, il convient de noter que depuis 2003, c'est-à-dire presque dès la création de l'organisation, afin de bloquer les routes de contrebande de drogue en provenance d'Afghanistan, les chaînes d'approvisionnement de drogues de synthèse aux pays européens ont été bloqués <...> Le deuxième domaine important d'activités de l'organisation, surtout récemment, est la lutte contre l'immigration clandestine de citoyens de pays tiers. Cette question est en train d'être résolue dans le cadre de

l'opération spéciale « Clandestin », menée depuis 2007.

En 2019, nous avons systématisé notre travail de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme et avons commencé à mettre en œuvre un ensemble de mesures antiterroristes et préventives <...> Il convient de noter que, tout d'abord, nos organismes chargés de l'application de la loi et les

Je considère comme très important notre travail commun visant à améliorer et à normaliser la législation des États membres de l'OTSC et de la CEI sur les questions de lutte contre le terrorisme, l'extrémisme et le trafic de stupéfiants, y compris dans le domaine de LBC/FT. Je pense qu'il serait utile d'exploiter le grand potentiel des Assemblées parlementaires de l'OTSC et de la CEI.

« GRACE A UNE PARTICIPATION PROACTIVE, PLUS DE 2 400 CAS DE FINANCEMENT DU TERRORISME ONT ETE IDENTIFIES POUR LA SEULE ANNEE 2023 »



**KANATE ASSANGOULOV,
PRÉSIDENT DU SERVICE NATIONAL
DE RENSEIGNEMENT FINANCIER DU
MINISTÈRE DES FINANCES DE LA
RÉPUBLIQUE KIRGHIZE**

Concernant les meilleures pratiques d'interaction internationale et les risques et menaces identifiés dans le domaine du financement du terrorisme utilisant les nouvelles technologies, je propose d'attirer l'attention générale sur notre interaction dans le domaine de

la régulation de la circulation des actifs virtuels et de la monnaie électronique. Nous assistons au développement rapide des nouvelles technologies de l'information, qui provoquent des changements incontrôlables dans l'économie mondiale et le système financier.

Selon les estimations, le risque d'utilisation d'actifs virtuels pour financer des activités terroristes est moyen. Dans le même temps, il a été déterminé qu'en République kirghize, des projets de financement

d'activités terroristes peuvent être mis en œuvre en tenant compte de circonstances telles que la présence d'organisations terroristes et extrémistes cachées sur le territoire de la RK. Deuxièmement, il existe des partisans qui soutiennent les idées et les points de vue des organisations terroristes internationales, des méthodes et des technologies de transfert d'actifs virtuels permettant leur déplacement d'un pays à un autre sont disponibles. Les conclusions de l'évaluation des risques serviront de principale source pour identifier



« NOUS ASSISTONS AU DEVELOPPEMENT RAPIDE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION, QUI PROVOQUENT DES CHANGEMENTS INCONTROLABLES DANS L'ECONOMIE MONDIALE ET LE SYSTEME FINANCIER

les axes prioritaires de réduction des risques.

Je voudrais proposer d'organiser plus souvent des forums conjoints de ce niveau afin que nous

puissions partager nos expériences et contrer les menaces de LBC/FT. Je souhaiterais inviter tous les participants au Forum et les parties concernées à la Réunion plénière du Groupe Eurasie (EAG), qui aura lieu

fin mai de cette année à Bichkek, en République kirghize. Cela nous fera un grand plaisir de vous voir à cette réunion !



**HADI KHANI,
CHEF DE LA CELLULE DE
RENSEIGNEMENT FINANCIER
DE LA REPUBLIQUE
ISLAMIQUE D'IRAN**



Les technologies financières offrent un grand nombre d'opportunités, mais en même temps elles entraînent un grand nombre de risques possibles, notamment du point de vue de la protection du système financier. Nous constatons que le développement de la technologie présente un grand nombre d'avantages <...> Cependant, les organismes de réglementation et ceux chargés de l'application de la loi doivent comprendre quelles difficultés et quels principaux risques sont associés au développement de ces systèmes, notamment en matière

« IL EST NECESSAIRE D'EVALUER ET DE COMPRENDRE LES RISQUES DE BC/FT, D'ADOPTER UNE APPROCHE PROMETTEUSE, D'ALLOUER EFFICACEMENT LES RESSOURCES ET DE TRAVAILLER POUR REDUIRE LES RISQUES

de sécurité financière. Nous savons que les terroristes, les organisations terroristes et autres criminels apprennent rapidement de nouvelles façons de transférer illégalement des fonds entre les pays. Toutefois, il est important de se rappeler qu'une organisation ou une juridiction ne sera pas en mesure de relever ces défis à elle seule. Des partenariats entre le secteur public, le secteur privé et différentes juridictions sont nécessaires.

Nous devons comprendre les dangers qui sont maintenant associés aux actifs virtuels. Il est donc nécessaire d'évaluer et de comprendre les risques de BC/FT, d'adopter une approche prometteuse, d'allouer efficacement les ressources et de travailler pour réduire les risques. Il est important de garder à l'esprit les deux faces de la médaille : à la fois les opportunités et les menaces lorsqu'il s'agit d'actifs virtuels.



HONEY PATODI,
DIRECTEUR ADJOINT DE LA CELLULE
DE RENSEIGNEMENT FINANCIER DE
L'INDE



La coopération internationale dans le domaine de la LBC/FT et, en particulier, dans le secteur des monnaies virtuelles, compte tenu de leur caractère transfrontalier, est un élément clé de la stratégie indienne de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. L'Inde est un membre actif du GAFI et de l'EAG et apporte une contribution maximale aux travaux de ces organismes. L'Inde est actuellement confrontée à des menaces contre l'intégrité financière telles que la cybercriminalité, la corruption et les risques associés aux actifs virtuels et aux nouvelles technologies. Les risques associés aux activités illégales correspondantes sont de nature transfrontalière, et la coopération internationale est un élément clé de la gestion de ces risques. Des événements comme celui d'aujourd'hui offrent l'occasion aux représentants des CRF et d'autres organisations d'étudier les meilleures pratiques de divers pays pour trouver des solutions aux nouvelles approches des criminels. De plus, ils favorisent la création de liens professionnels entre des personnes travaillant dans différents pays.



MELO MARCONI,
COORDONNATEUR GENERAL DE
LA DIRECTION DE COOPERATION
JURIDIQUE INTERNATIONALE EN
MATIERE PENALE DU DEPARTEMENT DE
RECouvreMENT DU MINISTERE DE LA
JUSTICE DU BRÉSIL



Si nous parlons du financement du terrorisme, je voudrais tout d'abord exprimer mes condoléances suite à l'attaque terroriste survenue à Crocus City Hall. Cet événement montre l'importance d'un travail continu sur cette question <...> Le financement du terrorisme en tant que problème n'a en aucun cas disparu, et nous pouvons observer l'importance de suivre certains mécanismes de financement du terrorisme, notamment les transactions commerciales et les transactions utilisant ce qu'on appelle crypto.



DMITRI ZAKHAROV,
DIRECTEUR DU DEPARTEMENT
DE SURVEILLANCE FINANCIERE
DCOMITE DE CONTROLE D'ÉTAT DE LA
REPUBLIQUE DU BELARUS

En raison de la corruption l'économie mondiale perd plus de deux milliards de dollars chaque année qui sont blanchis à travers divers schémas criminels sophistiqués. En même temps, nous comprenons tous parfaitement que la corruption



paralyse toutes les sphères et couches de la société, et la lutte contre ce « cancer » de l'économie est la tâche la plus importante de tout État. En République de Biélorussie, pour combattre la corruption et l'éradiquer, un système efficace a été mis en place, visant, entre autres, à prévenir le blanchiment de capitaux. Ce système d'organismes anti-corruption comprend non seulement les organismes chargés de l'application de la loi, mais aussi presque toutes les services d'État, ainsi que les entreprises du secteur privé. L'autorité de surveillance financière fait partie intégrante de ce système et interagit activement avec tous les instituts. Des accords bilatéraux de coopération ont été conclus pour accroître l'efficacité de l'interaction interministérielle entre nos CRF, les organismes chargés de l'application de la loi, les banques ainsi que d'autres structures et organisations d'État. En particulier, tous ces accords impliquent des conditions d'échange d'informations.

Au cours des deux dernières années seulement, nous avons envoyé plus de trois mille documents analytiques à divers organismes chargés de l'application de la loi. En conséquence, en tenant compte de nos données de renseignement, 251 affaires criminelles ont été ouvertes, dont environ 200 d'entre elles liées d'une manière ou d'une autre à la corruption. Au final, plus de 50 millions de dollars US ont été remboursés au budget.

COMMENTAIRES DES PARTICIPANTS

À LA SEANCE PLENIERE DU FORUM INTERNATIONAL SCIENTIFIQUE ET PRATIQUE
« QUESTIONS D'ACTUALITE DANS LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX
ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME »



BEN ILUNGA,
**CELLULE DE RENSEIGNEMENT
FINANCIER DE LA REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO**



« Nous tenons à remercier la partie russe pour nous avoir offert l'occasion de participer au Forum. Nous espérons que notre interaction se poursuivra.

Ces activités contribuent à la coopération internationale. Grâce au développement de la technologie, le monde est devenu «petit». Maintenant, nous sommes tous une seule famille. Nous luttons contre le financement du terrorisme, le blanchiment d'argent et la prolifération des armes de destruction massive qui ravagent le monde comme une maladie, et nous devons nous unir pour résoudre ces problèmes. »



SATNARAIN UTTAMA MOLLU,
REPUBLIQUE DE MAURICE

« Ce Forum est une excellente plate-forme où les représentants de différents pays échangent leurs expériences et meilleures pratiques dans le domaine de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le



financement du terrorisme. Nous partageons nos connaissances afin que les pays les découvrent et les appliquent dans leur travail. Une attention particulière est accordée aux actifs virtuels, à savoir aux mesures mises en œuvre pour contrer les menaces posées par l'utilisation de ces actifs dans des activités illégales. Pour lutter contre les menaces mondiales, il est très important d'échanger des expériences et de soutenir la coopération internationale. »



MAMITIANA RAJAONARISON,
**CHEF DE LA CELLULE DE RENSEIGNEMENT
FINANCIER DE MADAGASCAR**



« Ce Forum est très efficace. Premièrement, vous avez réuni des praticiens et des chercheurs afin que nous puissions échanger

nos expériences et apprendre des autres cellules de renseignement financier et d'autres professionnels. Par exemple, j'ai beaucoup appris sur les actifs virtuels. C'est un domaine assez nouveau pour Madagascar, et maintenant je m'y immerge. Deuxièmement, le Forum est précieux car il a réuni des représentants des services de renseignement financier de différents pays. Ce Forum est imprégné de coopération internationale. Nous travaillons avec de nombreux départements spécialisés. Cette manifestation ne peut pas être comparé aux événements auxquels j'ai participé auparavant. »



DMITRI ZAKHAROV,
**DIRECTEUR DU DEPARTEMENT DE
LA SURVEILLANCE FINANCIERE DU
COMITE DE CONTROLE D'ÉTAT DE LA
REPUBLIQUE DU BELARUS**



« Le Forum m'a fait une impression très positive, tout a été organisé à haut niveau, un grand nombre de participants ont partagé les meilleures pratiques en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et divers schémas illégaux.

De nombreuses questions ont été consacrées aux tendances du développement des crypto-monnaies et à la lutte contre la fraude dans ce domaine. Les différents aspects de la lutte contre le financement du terrorisme sont examinés. L'on peut apprendre beaucoup de choses et bénéficier de l'expérience de nos collègues.

Nous comprenons tous parfaitement que la criminalité est transfrontalière et que les efforts d'un seul pays sont insuffisants pour la combattre. Aujourd'hui, il existe une opportunité, y compris sur ce Forum, plateforme de la région eurasiennne, d'établir des contacts pour une interaction la plus rapide et la plus efficace possible entre les différentes cellules de renseignement financier.

Maintenant, de tels contacts ont été créés, la pratique de la coopération existe, il suffit de la perfectionner et de l'améliorer. De tels forums nous permettent d'identifier les problèmes qui nécessitent le développement de solutions et de mesures pour rendre notre système d'interaction encore plus efficace. »



FERNANDO LUIS CAMEJO DE LA ROSA,
CHEF DU SERVICE DE RENSEIGNEMENT
FINANCIER DE CUBA



« Ce Forum est magnifique et très intéressant. Les questions abordées sont pertinentes pour tous les

participants et constituent la priorité de notre travail.

Je pense que c'est une occasion unique de partager des expériences et de recevoir des informations qui nous permettront de trouver de nouvelles issues aux situations difficiles auxquelles nous sommes confrontés.

Sans une coopération à grande échelle entre les États, les départements et les cellules de renseignement financier, il est impossible de lutter contre des crimes aussi graves que le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive et autres.

Bien sûr, nous sommes tous des gens occupés, mais il est très important de trouver du temps, de trouver un moment pour se rencontrer et partager une telle expérience. »



**AL-WAHAIBI ABDULAZIZ
SULAIMAN,**
ANALYSTE FINANCIER AU CENTRE
NATIONAL D'INFORMATION
FINANCIÈRE D'OMAN



« Tout d'abord, je remercie le chef de Rosfinmonitoring, les employés du département, l'Université et les étudiants bénévoles qui ont fait preuve de compréhension, de coopération et d'aide.

Ça a été un plaisir de visiter la Russie, c'est une expérience merveilleuse. La beauté et l'hospitalité de ce pays sont incroyables. Le forum s'est distingué par son expertise scientifique et ses meilleures pratiques. Il a attiré des experts en matière de LBC/FT du monde entier. J'exprime une fois de plus ma gratitude à Rosfinmonitoring pour avoir organisé le Forum et m'avoir invité à y participer.

L'événement est unique car il s'adresse aux générations futures (étudiants). Préparer les étudiants, les impliquer dans les activités de ceux qui prennent des décisions clés, c'est le bon chemin pour l'avenir.

Grâce au Forum, j'ai fait connaissance avec les traditions uniques et positives de la culture et du peuple russe. Ce Forum reflète la culture pacifique des Russes et leur respect envers les étrangers.

Il m'a apporté des connaissances précieuses et une compréhension plus approfondie de LBC/FT. Diverses tendances dans ce domaine et les défis du monde moderne sont pris en compte.

J'ai fait une présentation sur les actifs virtuels, y compris la crypto-monnaie, l'évaluation des risques des actifs virtuels et de leurs fournisseurs, les mesures préventives contre ces risques, y compris ceux liés à la fraude dans ce domaine. »



LA SEMAINE PLENIERE DE L'EAG S'EST TENUE À BICHKEK : LES RÉSULTATS SONT PRÉSENTÉS DANS L'ARTICLE D'OPINION

Du 27 au 31 mai la Semaine plénière du Groupe Eurasie (EAG) de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme s'est tenue à Bichkek. Le Groupe Eurasie comprend 9 États, parmi lesquels les pays de la CEI et les BRICS. La délégation interministérielle russe, dirigée par Youri Tchikhantchine, directeur de Rosfinmonitoring, président de l'EAG, a participé à l'événement

En marge de la Semaine plénière dans la capitale de la République kirghize, se sont réunis les représentants des États membres du Groupe Eurasie, des observateurs, des États et des organisations invités : Azerbaïdjan, Arménie, Iran, Mongolie, Émirats arabes unis, Serbie, États-Unis, Japon, secrétariats du GAFI et du GAFIMOAN, Comité exécutif de la CEI, Centre régional d'information et de coordination d'Asie centrale pour la lutte contre le trafic illicite des stupéfiants, substances psychotropes et leurs précurseur, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), la CRF CH, l'OTSC, OCS et d'autres.

Au cours des cinq jours d'un programme intense, les délégués ont assisté aux réunions des groupes de travail et au 40^e Plénum de l'EAG, au III^e Forum des parlementaires des États membres de l'EAG et à la 27^e réunion du Conseil des chefs des cellules de renseignement

financier des États membres de la Communauté des États indépendants (CRF CH de la CEI).

Le Service fédéral de surveillance financière a signé des accords visant à améliorer les formes de coopération avec les services de renseignement financier de Biélorussie, du Kirghizistan et d'Ouzbékistan. Comme l'a souligné **Youri Tchikhantchine**, l'approfondissement de l'interaction entre les services de renseignement financier des États membres de l'EAG améliorera les systèmes nationaux de LBC/FT/FP, notamment en termes de lutte contre les délits utilisant les technologies informatiques.

En plus de participer au programme d'affaires, les agents russes du renseignement financier, ainsi que leurs collègues étrangers, ont participé à la cérémonie de plantation de vingt conifères dans le parc Yntymak. Grâce à l'éco-initiative, une Allée de l'EAG a été construite à Bichkek.

40^E SÉANCE PLÉNIÈRE DU GROUPE EURASIE

L'événement central de la Semaine plénière a été le 40^e Plénum de l'EAG, qui s'est tenu du 30 au 31 mai et a réuni des représentants de différents pays. Avant le début des travaux, la Séance plénière a présenté ses condoléances à la délégation iranienne à la suite de la mort du Président iranien Ebrahim Raïssi.

Les participants ont été accueillis par Akylbek Japarov, Président du cabinet des Ministres de la République kirghize, chef de l'Administration du Président de la République kirghize et Youri Tchikhantchine, président de l'EAG, directeur de Rosfinmonitoring.

Le chef du service de renseignement financier russe a noté que le travail courant permettra aux États membres de prendre des mesures pratiques pour réaliser la Stratégie de l'EAG pour 2024-2028 et les

priorités de la présidence russe du Groupe.

« L'objectif principal est de préparer une nouvelle série d'évaluations mutuelles de l'EAG. À cet égard, permettez-moi de vous rappeler qu'en 2024, après l'adoption du rapport d'évaluation mutuelle de l'Inde lors de la Réunion plénière du GAFI en juin, tous les États membres de l'EAG achèveront le cycle d'évaluation en cours <...> Notre travail de fond consiste à développer progressivement des systèmes nationaux de LBC/FT en tenant compte des nouvelles exigences des normes du GAFI et d'une image objective des risques de BC/FT », a déclaré Youri Tchikhantchine, il a noté que les éléments importants de la préparation devraient être la formation d'experts et la mise en œuvre de mesures pour éliminer les déficiences identifiées lors de la précédente évaluation mutuelle.

La séance plénière a examiné le plan de travail de l'EAG pour 2024 et 2025, la feuille de route destinée à la minimisation des risques de BC/FT dans la région eurasiennne et un certain nombre d'autres documents. Notamment, en marge de la séance Plénière :

- les rapports des progrès du Tadjikistan et du Turkménistan ont été examinés et approuvés ;
- les procédures de l'EAG de la troisième série d'évaluations mutuelles des systèmes nationaux de LBC/FT/FP des États membres de l'EAG et de la surveillance de leurs progrès ont été approuvées ;
- les informations sur la mise en œuvre de la feuille de route visant à réduire au minimum les risques régionaux de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme dans la région eurasiennne ont été fournies ;
- la liste des critères de suspicion de la demande de recouvrement de fonds à des fins criminelles a été approuvée ;
- il a été décidé de tenir un forum

conjoint de l'EAG et du Conseil de coordination des Procureurs généraux des États membres de la CEI pour les employés du Bureau du procureur sur les questions de LBC/FT/FP. Il aura lieu au quatrième trimestre de cette année à Minsk ;

- l'Association des services de presse des cellules de renseignement financier des États membres de l'EAG a été créée et sa conception a été approuvée ;
- les meilleures pratiques des participants à la Session plénière dans un certain nombre de domaines de travail des systèmes nationaux anti-blanchiment et la mise en œuvre de projets dans le domaine de LBC/FT ont été examinées ;
- la partie russe a fourni des informations sur les préparatifs de la quatrième Olympiade internationale sur la sécurité financière, qui se tiendra du 30 septembre au 4 octobre sur le territoire fédéral de Sirius ;
- le développement du Mouvement international sur la sécurité financière a été soutenu ;
- la demande du Japon pour obtenir le statut d'observateur de l'EAG a été approuvée.

Le travail réalisé en marge de la Semaine plénière du Groupe Eurasie de LBC/FT a été très apprécié par les représentants des délégations étrangères.

27E REUNION DU CRF CH

Le 29 mai des délégués de l'Arménie, de la Biélorussie, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de la Russie, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan, ainsi que l'Inde et l'Iran en tant que pays observateurs ont pris part à la 27e réunion du Conseil des chefs des cellules de renseignement financier des États membres de la Communauté des États indépendants (CRF CH de la CEI).

En outre, y ont participé les représentants d'organisations



VIVEK AGGARWAL,

DIRECTEUR DE LA CELLULE DU RENSEIGNEMENT FINANCIER DE L'INDE, CHEF DE LA DELEGATION INDIENNE AUPRES DU GAFI ET DE L'EAG



« Le Groupe Eurasie joue un rôle extrêmement important dans le maintien et le renforcement du réseau de LBC/FT dans la région de l'Asie centrale. Les discussions que nous avons ici aident l'Inde, la Russie, la Chine et l'ensemble de la Communauté des États indépendants à maintenir une stratégie commune dans le domaine de LBC/FT.

L'EAG est une organisation de très haute qualité. De nombreux formats de travail du Groupe sont réalisés pour la première fois. Par exemple, le Forum des parlementaires et l'Olympiade internationale sur la sécurité financière. L'initiative du Forum des procureurs étant actuellement étudiés. Toutes ces initiatives font de l'EAG une plateforme unique. Je suis convaincu que la contribution de l'EAG aux efforts mondiaux de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme est une expérience extrêmement efficace qui aidera chacun dans notre noble cause commune de LBC/FT. »

internationales : Comité exécutif de la CEI, Centre antiterroriste des États membres de la CEI, Conseil interétatique de lutte contre la corruption, Centre international de formation et de méthodologie pour le suivi financier, Groupe Eurasie (EAG) de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du



HADI KHANI,

CHEF DE LA DELEGATION IRANIENNE,
CHEF DU SERVICE DE RENSEIGNEMENT
FINANCIER IRANIEN



« Voici déjà deux ans que je suis à la tête de la délégation de la République islamique d'Iran aux événements de l'EAG.

Je constate de mes propres yeux les mesures très actives et concrètes prises par le Secrétariat. Les États membres et observateurs sont également très actifs. Le Secrétariat de l'EAG et la délégation russe aident réellement les autres pays à présenter les actions qu'ils mènent. Il existe une claire unité d'objectif parmi les membres et les observateurs.

Des réunions comme celle-ci jouent un rôle essentiel dans la formation de la coopération, et chaque jour je vois comment ces liens se renforcent. »

terrorisme et Organisations du traité de sécurité collective.

Dans son discours aux participants, Youri Tchikhantchine, président du CRF CH, a souligné que pour minimiser les risques communs, il était nécessaire de continuer à améliorer les approches, d'augmenter l'efficacité de l'échange de données, ainsi que la qualité des informations envoyées.

Dans son discours, Guerman Néglyade, secrétaire d'État et directeur adjoint de Rosfinmonitoring, a souligné qu'un travail actif et systématique était en cours en Russie pour améliorer la législation dans le domaine de LBC/FT/FP. En particulier,

Guerman Néglyade a souligné qu'en décembre dernier, la Session plénière de l'EAG avait approuvé un rapport sur les progrès de la Russie pour la période allant d'octobre 2019 à juillet 2023. Le classement dans les trois Recommandations du GAFI a été augmenté à un niveau de « Conformité significative ».

La réunion a examiné les résultats des travaux du Centre international d'évaluation des risques (CIER), ainsi que certains aspects du développement de la régulation de la circulation des monnaies numériques. Dans ce domaine d'activité, le secteur privé est impliqué dans le travail du CRF CH, car son expérience pratique intéresse les cellules de renseignement financier.

Margarita Andronova, directrice générale de l'ITMCFM, a présenté un rapport sur les activités du Centre de formation en tant qu'organisation de base pour les États membres de la CEI dans le domaine de l'éducation à LBC/FT.

Les chefs des délégations ont souligné l'importance de l'échange d'informations entre les cellules de renseignement financier afin de minimiser les risques de blanchiment dans l'espace de la CEI, puis ils ont discuté à huit clos de certaines questions relatives à la lutte contre le financement du terrorisme.

À la fin de la réunion, les représentants des pays et des organisations ont été décorés par Youri Tchikhantchine des insignes du CH CRF pour leurs progrès et activités fructueuses.

IIIE FORUM DES PARLEMENTAIRES DES ÉTATS MEMBRES DE L'EAG

L'un des points clés du programme a été le IIIE Forum des parlementaires et des représentants des autorités compétentes en matière de LBC/FT, qui s'est tenu le 29 mai à Bichkek

avec la participation de délégations parlementaires, de cellules de renseignement financier et d'autres autorités d'État.

Des délégués du Bélarus, du Kazakhstan, de la Chine, du Kirghizistan, de la Russie, du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et de l'ONUDC se sont rencontrés en marge de l'événement. Des délégués de l'Inde, de l'Iran, de la Mongolie, des Émirats arabes unis, du Tadjikistan, des États-Unis, du GAFI, du GAFIMOAN et d'autres organisations internationales ont également participé à cet événement.

Au nom de la partie kirghize, les invités et les organisateurs ont été accueillis par Nourlanbek Azygaliev, vice-président du Conseil suprême de la République kirghize. Il a souligné l'importance des échanges interparlementaires actifs, qui contribuent au développement de solutions mutuellement acceptables sur les questions d'actualité dans les relations kirghizes-russes.

Comme l'a noté Nikolai Zhouravlev, président du Forum, vice-président du Conseil de la Fédération de la Fédération de Russie, l'ordre du jour du Forum est basé sur les questions de réglementation législative à propos des risques liés à l'utilisation des innovations, des nouvelles technologies financières et des actifs virtuels à des fins de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

« Nous reconnaissons tous qu'il faut avancer au pas des technologies et des modèles économiques modernes dans le secteur financier. Cela implique non seulement le développement de nouvelles technologies et produits financiers pour le confort du consommateur, mais aussi le maintien de la stabilité du système financier et la garantie de la sécurité financière », a déclaré Nikolai Zhouravlev.

À son tour, Youri Tchikhantchine, président du Groupe Eurasie,



directeur de Rosfinmonitoring, a souligné dans son discours que le financement du terrorisme et de l'extrémisme, le blanchiment d'argent, la corruption, le trafic de stupéfiants et l'utilisation des nouvelles technologies dans des activités criminelles restent de graves problèmes mondiaux.

« Il est évident que ces risques ne peuvent être combattus que conjointement, en combinant les capacités des systèmes nationaux de LBC/FT des différents pays et en harmonisant la législation, notamment sur la base des Recommandations du GAFI », a déclaré le président de l'EAG.

Le chef du service de renseignement financier russe a déclaré que la criminalité devient clairement transnationale et que l'utilisation des nouvelles technologies à des fins criminelles aggrave le danger public des infractions et efface les frontières. En outre, même si l'incertitude juridique entourant la circulation des crypto-monnaies demeure dans de nombreux pays, on assiste à un déplacement important du trafic de stupéfiants vers le cyberspace et à une utilisation accrue d'outils financiers numériques pour le blanchiment de capitaux, y compris ceux issus de la corruption.

« Il est nécessaire de répondre de manière proactive à de telles menaces et d'élaborer des approches communes en matière de réglementation législative dans ce domaine. Je considère que l'approche définie par le GAFI dans la

15e Recommandation est tout à fait correcte : avant de lancer de nouvelles technologies, il est nécessaire d'évaluer les risques de leur utilisation à des fins de blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme. Une telle évaluation est particulièrement importante à l'étape de la préparation du projet de loi », a déclaré Youri Tchikhantchine.

La Russie était également représentée à l'événement par Mukharbi Oulbachev et Akhmate Salpagarov, sénateurs, Guerman Néglyade, secrétaire d'État, directeur adjoint du Service, Olga Tissen, cheffe du Département juridique du Service, Alexei Gouznov, secrétaire d'État, vice-président de la Banque de Russie.

Le Forum a examiné les pratiques nationales visant à améliorer la législation dans le domaine de LBC/FT/FP, la réglementation de la circulation des crypto-monnaies, les nouvelles technologies et innovations financières, ainsi que les résultats de l'application de la loi dans ce domaine.

Les délégués ont souligné l'importance des approches réglementaires en matière de gestion des risques dans le domaine des nouvelles technologies, ainsi que des moyens juridiques pour empêcher leur utilisation à des fins illégales.

À l'issue du 11e Forum des parlementaires des États membres de l'EAG, une Déclaration a été adoptée.

PARMI LES MENACES COMMUNES AUX PAYS FIGURENT :

- l'utilisation de crypto-monnaies décentralisées à des fins criminelles ;
- la diffusion en masse des systèmes de Ponzi ;
- la fraude sur Internet.

« NOUVELLE GÉNÉRATION » : REUNION DES AGENTS DU RENSEIGNEMENT FINANCIER DES PAYS DE LA CEI

Le 31 mai, à Bichkek, dans le cadre du développement du Mouvement international sur la sécurité financière, en marge de la 40ème Séance plénière de l'EAG, une réunion a eu lieu entre Youri Tchikhantchine, le directeur de Rosfinmonitoring et les diplômés du programme « Nouvelle Génération » de 2023 de Russie, du Tadjikistan, du Kirghizistan et du Kazakhstan.

Le programme « Nouvelle génération » est réalisé par Rosfinmonitoring en coopération avec Rossotroudritchestvo et vise à développer des relations professionnelles entre les employés des cellules de renseignement financier des pays de la CEI.

Kanate Assangoulov, président du Service national de renseignement financier du ministère des Finances du Kirghizistan, a aussi participé à la réunion.

Dans le cadre de l'activité de formation, les jeunes diplômés ont appris comment les outils modernes, dont ils sont les principaux consommateurs, s'utilisent pour financer des activités illicites, et comment les normes anti-blanchiment sont introduites dans ce domaine.

En marge de l'événement, Youri Tchikhantchine et Kanate Assangoulov ont parlé aux jeunes spécialistes des

qualités professionnelles requises pour travailler dans le service de renseignement financier, ils ont répondu aux questions des diplômés du programme et ont souhaité bonne chance aux participants de la IVe Olympiade internationale sur la sécurité financière.

Les représentants du programme « Nouvelle Génération » ont accordé une attention particulière à la

préparation de l'étape finale de l'Olympiade, qui aura lieu sur le territoire fédéral de Sirius du 30 septembre au 4 octobre 2024, et ont également partagé leur expérience d'interaction avec les compétiteurs ainsi qu'à propos d'organisation d'activités de formation.

Comme l'a souligné précédemment le directeur de Rosfinmonitoring,

en 2024 les étapes de qualification de l'Olympiade prennent place pour la première fois sur la plateforme internationale « Sodruzhestvo », dont le nombre d'utilisateurs a déjà dépassé 170 000 personnes. Selon lui, cette année, le nombre de participants augmentera. Il est prévu qu'environ 600 élèves et étudiants soient présents au concours final.

Article préparé par Kristina Tatarnikova

LETTRE DE BIENVENUE DE LA PART DU COMITE EXECUTIF DE LA COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS



CHERS MEMBRES DU CONSEIL ET PARTICIPANTS !

Au nom du Comité exécutif de la Communauté des États indépendants et en mon nom, je vous souhaite cordialement la bienvenue à l'occasion de la tenue de cette Réunion du Conseil des chefs des cellules de renseignement financier des États membres de la CEI.

La réunion du Conseil a lieu à un moment où la situation dans le monde est compliquée. Malgré les mesures prises par les États pour assurer la transparence des flux financiers, les méthodes permettant de cacher des ressources se sont également améliorées. C'est précisément cette composante financière parallèle qui alimente toute activité criminelle, y compris les organisations terroristes.

Dans ces conditions, ce Conseil répond rapidement aux défis et aux menaces modernes et apporte une contribution précieuse à la garantie de sécurité dans l'espace de la Communauté. Le travail coordonné et ciblé du CRF CH constitue l'une des orientations d'interaction les plus importantes dans le domaine de la garantie de sécurité et de l'ordre public dans les pays de la Communauté.

Avec la participation directe du Conseil, le cadre législatif et réglementaire de la coopération est en cours d'amélioration.

Ainsi, le concept de coopération des États membres de la CEI du 11 octobre 2017 dans le domaine de la lutte contre la légalisation (blanchiment) de capitaux, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, élaboré par le Conseil, est une référence pour accroître encore l'efficacité des activités conjointes.

Le Conseil a préparé le Traité des États membres de la CEI dans la lutte contre le BC/FT/FP, qui a été signé le 15 octobre 2021 et est déjà entré en vigueur pour 4 États. Un autre projet important du Conseil est la création du Centre international d'évaluation des risques de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, dont l'accord de création a été signé l'année dernière par les chefs des États de la CEI.

Je voudrais remercier les membres du Conseil pour leur participation efficace à la réalisation de programmes interétatiques ciblés dans le domaine du renforcement de la sécurité. L'opération « Barrière » a été très efficace et a permis d'identifier avec succès les centres terroristes internationaux et les organismes qui les aident.

Le Conseil et, en particulier, son organisation de base (Centre international de formation et de méthodologie pour le suivi financier), opère de manière dynamique et cohérente dans le domaine de la formation du personnel.

Nous vous remercions pour le haut niveau d'interaction et de confiance entre le Comité exécutif de la CEI, le Secrétariat et les autres organismes de travail du Conseil, qui a un effet positif sur les résultats des travaux.

Je suis convaincu que des décisions coordonnées seront prises sur toutes les questions discutées, ce qui constituera la prochaine étape dans le renforcement de l'interaction pratique des unités de renseignement financier de nos États dans la lutte contre le terrorisme, le blanchiment d'argent et contribueront à assurer la sécurité de la Communauté.

Je vous souhaite un travail productif, bonne chance et beaucoup de succès.

Nourlan Seitimov

TRANSFORMATION DES INSTITUTIONS DE LA CEI DANS LE CADRE DE L'AGENDA EURASIEN : RESOLUTION DE LA QUESTION DE LA SECURITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Aujourd'hui, sur la scène mondiale ont lieu des changements majeurs touchant réellement tous les domaines des relations internationales. En particulier, l'économie. À cette étape, nous pouvons observer une confrontation économique qui comporte des risques et menace la stabilité des économies du monde, y compris celle de la région de la Communauté des États indépendants (CEI)



➤ **DIANA DEVIATKINA,**
fondateur du Club CEI de l'Académie diplomatique du ministère russe des Affaires étrangères, employée du Département d'information et d'analyse du Comité exécutif de la CEI



➤ **ALEXEÏ KHARLANOV,**
expert du Club CEI de l'Académie diplomatique du ministère des Affaires étrangères de Russie, professeur du Département d'économie mondiale de l'Académie diplomatique du ministère des Affaires étrangères de Russie, candidat en sciences techniques, docteur en sciences économiques

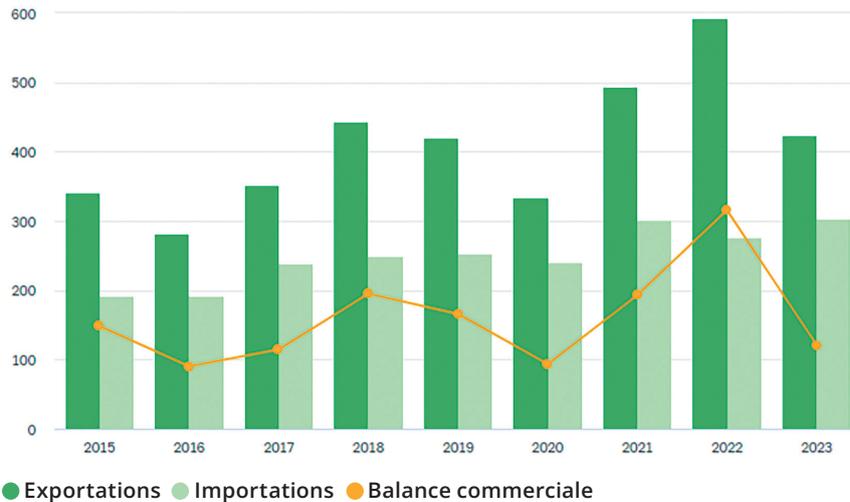
Les économies de la région sont interconnectées à des degrés divers, de sorte que les défis auxquels l'une d'entre elles fait face deviennent l'objet de l'attention des partenaires régionaux. De plus, le chiffre d'affaires du commerce extérieur des États membres de la Communauté avec la Fédération de Russie est d'environ de 80 % et celui de la Fédération de Russie avec la CEI

de 16 %, selon les données de 2023, qui constituent également un indicateur significatif. Le niveau de coopération commerciale et économique continue de croître : selon la déclaration du premier ministre russe Mikhaïl Michouline lors d'une réunion du Conseil des chefs du gouvernement de la CEI, il a augmenté de 6,5 % au premier trimestre 2024. Dans le même temps, selon le président du

gouvernement russe, la coopération économique entre les pays de la CEI peut encore se développer.

L'intégration eurasienne est un élément important dans le renforcement des économies des républiques post-soviétiques. Les États membres de la CEI doivent renforcer leur sécurité et stabilité économiques, ce qui, dans les

Balance commerciale de la Fédération de Russie en 2015-2023, milliards de dollars américains



conditions géopolitiques actuelles, est impossible sans la coopération entre les pays amis et la modernisation des mécanismes nationaux conformément aux défis modernes et aux réalités du système économique mondial en transformation.

Dans l'espace de la Communauté, on assiste à une consolidation croissante de la société et à un dialogue direct entre les élites nationales de l'espace post-soviétique. On utilise ses propres mécanismes de crédit et finances, de bourses, de systèmes de paiement, d'écosystèmes plus ou moins impliqués dans le travail des marchés en ligne ou des chaînes d'approvisionnement de marchandises, etc. Les outils modernes de réorganisation des actifs au sein de systèmes fermés et semi-ouverts de support blockchain et de contenu Bitcoin dans diverses structures de réseau et pyramides en développement créent tout un ensemble de solutions spécifiques, en constante évolution qui peuvent modifier l'équilibre en faveur du renforcement des intérêts nationaux des pays de la Communauté, introduisant leurs propres innovations et renvoyant ceux qui sont partis vers des structures orientées vers l'Occident. Les « petits tigres

asiatiques » en voie de développement (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Vietnam) à la périphérie de l'Eurasie renforcent leurs positions tout comme les premiers « tigres asiatiques » (Corée du Sud, Singapour, Taiwan et Hong Kong) du début des années 1980. Dans leurs travaux au cours de leurs 10 années d'existence au sein de l'EAEU, ils prennent en compte le nouvel ordre mondial multipolaire déclaré par les pays de l'OCS et des BRICS dans leur agenda.

Une telle association est basée sur le renforcement des parties concernées dans le domaine des technologies et des systèmes de paiement qui résolvent les problèmes de souveraineté technologique nationale, qui sont clairement indiqués dans les priorités du Décret du 7 mai 2024 signé par V. Poutine « Sur les objectifs nationaux du développement de la Fédération de Russie pour la période allant jusqu'en 2030 et pour une perspective jusqu'en 2036. » Concrètement, le Décret fixe l'objectif d'augmenter jusqu'à 500 000 le nombre d'étudiants étrangers dans les universités russes, ce qui constituera une contribution importante au développement du capital humain dans la CEI, la Grande Eurasie et les

pays alliés dans la construction du monde multipolaire.

La CEI est en train de devenir un lieu d'assimilation et d'évolution des idées de diverses convergences de civilisations, de cultures et de religions, de relations commerciales d'un nouveau degré de transparence et d'implication, comme fondation, de toutes les valeurs eurasiatiques et du renforcement de la coopération entre pays voisins dans divers projets globaux.

La possibilité de combiner des bitcoins et des systèmes de paiement bimétalliques, des pyramides et des bourses, des portefeuilles de crypto-monnaie, divers systèmes de paiement nationaux entre pays comme le système « Mir » (la Paix), ainsi que l'échange d'actifs via des comptes métalliques et des systèmes de troc de matières premières avec des produits de différents niveaux d'extraction et de transformation nous permettent de protéger nos partenaires et de réduire le coût du transit des monnaies nationales entre les États amis appartenant aux divers blocs, plateformes et unions.

C'est un ensemble clair d'instruments constamment renouvelés pour l'échange d'informations, de biens et de services, de technologies et de métaux précieux, qui donne à la Russie une opportunité unique d'épanouissement et une place dans le nouvel écosystème financier des centres de règlement mondiaux. La compétence professionnelle et le patriotisme des pays membres de la CEI ainsi que leur volonté politique renforcée par l'enthousiasme des peuples, donnent à la Communauté et aux États alliés une chance d'envisager le projet d'une fenêtre évolutive unique, qui pourrait se présenter sous la forme d'une modification de l'intégration eurasienne.



LA MONNAIE NUMÉRIQUE EST UNE NOUVELLE RÉALITÉ

57 OLGA TISSEN

Reglementation juridique du chiffre d'affaires des actifs virtuels et de la lutte contre leur utilisation a des fins BC/FT : experience de certains pays de la cei et des BRICS

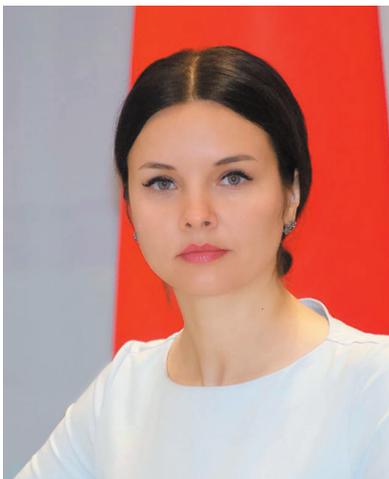
62 DENIS POLIAKOV

Rouble numerique au profit des personnes et des entreprises : experience Russe

REGLEMENTATION JURIDIQUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DES ACTIFS VIRTUELS ET DE LA LUTTE CONTRE LEUR UTILISATION A DES FINS BC/FT : EXPERIENCE DE CERTAINS PAYS DE LA CEI ET DES BRICS

Le monde moderne traverse une période de changements profonds, un nouveau système polycentrique de relations internationales et financières se construit, les formes standards de règlements mutuels sont remplacées par des technologies modernes, dont la régulation juridique nécessite des approches à la mesure des défis et des menaces réelles. Quinze ans après la création des crypto-monnaies, il est évident que les lacunes dans la réglementation juridique de leur circulation créent des menaces supplémentaires pour la sécurité économique et augmentent considérablement les risques de leur utilisation à des fins criminelles

Dans la précédente publication de la revue « Sécurité financière », nous avons examiné l'expérience de réglementation des actifs virtuels en République de Biélorussie, en République du Kazakhstan et en République kirghize. Dans le présent numéro, nous examinerons la pratique correspondante en République de l'Inde, en République populaire de Chine et en République d'Ouzbékistan.



OLGA TISSEN,

chef du Département Juridique de Rosfinmonitoring, coprésident du Groupe de travail sur les évaluations mutuelles et les questions juridiques (WGEL) de l'EAG, docteur en droit



REGLEMENTATION JURIDIQUE DE LA CIRCULATION DES ACTIFS VIRTUELS A DES FINS DE LBC/FT EN INDE

Le système juridique de la **République de l'Inde** est mixte, son caractère unique se manifeste par la combinaison d'éléments des familles juridiques anglo-saxonnes, romano-germaniques, hindoues et musulmanes ainsi que de systèmes de normes religieuses et coutumières.

En 2018, la Banque de réserve de l'Inde a interdit aux établissements financiers de travailler avec les sociétés de crypto-monnaie. En mars 2020, la Cour suprême de l'Inde a levé la restriction, autorisant ainsi la fourniture d'une assistance aux personnes morales de cette catégorie.

En 2019, le gouvernement indien a créé un comité chargé d'étudier l'utilisation des crypto-monnaies et des technologies blockchain ainsi que des propositions pour leur réglementation.

En Inde, les jetons sont traités comme des actifs numériques et sont soumis à la réglementation fiscale du pays. En 2022, l'Inde a introduit une taxe de 30 % sur les bénéfices des jetons et des NFT.

Les actifs virtuels ne sont pas reconnus comme un moyen de paiement légal en Inde, mais ne sont pas interdits.

Le Département des revenus du ministère des Finances de l'Inde a publié la notification n° 244184¹ du 07/03/2023 selon laquelle les fournisseurs de services d'actifs virtuels sont soumis à la Loi de 2002 sur la prévention du blanchiment d'argent. En conséquence,

¹ <https://egazette.gov.in/WriteReadData/2023/244184.pdf>.

les prestataires de services d'actifs virtuels (PSAV) sont désormais tenus de se conformer aux exigences des dispositions des lois et Règlements sur la prévention du blanchiment d'argent (gestion des documents) de 2005. Suite à la publication de cet acte réglementaire, la cellule de renseignement financier indien a mis en vigueur le Manuel de LBC/FT pour les PSAV aussi. Les principaux régulateurs des crypto-monnaies en Inde sont :

- 1) Banque de réserve de l'Inde ;
- 2) Registre du commerce, ministère des Affaires d'entreprises ;
- 3) Division de l'impôt sur le revenu, Département des revenus, Ministère des Finances de l'Inde ;
- 4) Conseil indien des valeurs mobilières et des bourses.

Grâce au travail actif mené par la CRF de l'Inde, au 1er mai 2024, 47 PSAV de différents types (bourses de crypto-monnaie, bureaux de change et autres) situés à la fois dans le pays et à l'étranger, étaient enregistrés. Les PSAV situés en dehors de l'Inde et qui ne sont pas enregistrés subissent des mesures de rigueur sous la forme de blocage de leurs transactions dans le pays ainsi que l'ordonnance de se mettre en conformité. Un petit nombre de PSAV étrangers qui ont été enregistrés, comme Kucoin et Binance, continuent actuellement de remplir toutes leurs obligations en matière de LBC/FT.

La CRF indienne a également élaboré des documents d'orientation détaillés sur certains aspects des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent qui sont obligatoires pour les PSAV : procédures connaissance du client (KYC), mesures de vigilance à l'égard de la clientèle (CDD) standard et renforcées, application de la « règle de route », vérification que les données personnelles des clients ne figurent pas dans les listes des personnes visées par les sanctions,

procédure d'émission des DTS et leurs exigences, exigences de conservation des enregistrements, échange d'informations avec les autorités compétentes, refus d'informer les clients sur les mesures de contrôle financier appliquées, etc.



REGLEMENTATION JURIDIQUE DE LA CIRCULATION DES ACTIFS VIRTUELS A DES FINS DE LBC/FT EN CHINE

La Chine possède un système juridique unique composé de la législation de la Chine continentale et des actes réglementaires des districts administratifs. L'Article 31 de la Constitution de la République populaire de Chine déclare que « L'État, si nécessaire, crée des régions administratives spéciales. Le régime des régions administratives spéciales est établi par des lois adoptées par l'Assemblée populaire nationale en tenant compte de la situation concrète ».

Actuellement, la Chine interdit totalement les transactions en cryptomonnaies, mais ses régions administratives spéciales de Hong Kong et de Macao, ainsi que Taïwan, utilisent des modèles différents.

La Chine est l'un des premiers pays au monde qui ait commencé à étudier le phénomène des actifs virtuels pour le développement économique. Les crypto-monnaies se sont répandues en Chine au début des années 2010. En 2013, la Chine était devenue un centre majeur d'échange de cryptomonnaies et l'un des leaders mondiaux du minage. En 2014, la Banque populaire de la République populaire de Chine a lancé un projet de recherche sur la monnaie numérique.

En 2013, la Banque populaire de Chine et quatre départements ont

publié un avis « Sur la prévention des risques résultant du Bitcoin »² (关于防范比特币风险的通知), interdisant aux établissements financiers d'effectuer des transactions en cryptomonnaies.

En septembre 2017, la lettre d'information de la Banque populaire de Chine « Sur la prévention des risques associés à l'introduction en bourse de jetons » (关于防范代币发行融资风险的公告) a interdit les plateformes nationales de trading de crypto-monnaie et les activités ICO³, et elle a également annoncé que les transactions avec ICO (Initial coin offer – première émission de jetons) entraîneront une responsabilité pénale.

Adoptée fin octobre 2019, la loi de la République populaire de Chine « Sur la cryptographie » établit les normes cryptographiques et la procédure d'utilisation des moyens de protection cryptographiques. Cette loi prévoit la création d'un organisme public indépendant de cryptographie (Article 5).

Le 10 janvier 2019, l'Office d'État chargé d'Internet et de l'information a publié le Règlement sur la gestion des services d'information de Blockchain (区块链信息服务管理规定), qui définit les règles de fourniture de services basés sur les technologies correspondantes.

En septembre 2021, par la Notification des mesures visant à prévenir les risques associés à l'émission de jetons afin d'attirer des fonds (关于防范代币发行融资风险的公告), la banque populaire de Chine, le ministère de l'Industrie et de la Technologie de l'information, la Direction générale de l'administration industrielle et commerciale, la Commission de contrôle bancaire, la Commission de contrôle des valeurs mobilières et la Commission de réglementation des assurances ont rappelé que la levée

² https://www.gov.cn/gzdt/2013-12/05/content_2542751.htm [en chinois].

³ <http://www.pbc.gov.cn/english/130721/3377816/index.html>.

de fonds par l'émission de jetons virtuels est une activité financière illégale. À la suite de la publication de ce document, le minage en Chine a été effectivement interdit⁴.

La réglementation de la circulation des actifs virtuels à des fins de LBC/FT est également inscrite dans la loi de la République populaire de Chine « Sur la lutte contre le terrorisme » (中华人民共和国反恐怖主义), adoptée par le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale le 27 décembre 2015, modifiée⁵ et « Sur la lutte contre le blanchiment d'argent » (中华人民共和国反洗钱法), adoptée par le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale le 31 octobre 2006⁶.

Dans les régions administratives spéciales de la RPC, il existe une réglementation juridique distincte de PSAV.

La Loi « Sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme »⁷, adoptée le 7 décembre 2022 par le Conseil législatif de Hong Kong, qui a modifié l'Ordonnance sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme⁸, est entrée en vigueur le 1er juin 2023. Les dispositions de la loi sont basées sur les normes du GAFI et les dispositions de la Recommandation 15.

En plus des exigences générales relatives aux activités des PSAV (y compris l'enregistrement et l'obtention d'une licence), Hong Kong impose des exigences supplémentaires à cet égard. La Commission d'octroi de licences peut en outre exiger des informations

sur les états financiers, les résultats des audits, la cybersécurité et la politique en matière de protection LBC lorsqu'elle décide d'octroyer la licence appropriée.

Les licences déjà obtenues peuvent être révoquées par la Commission de réglementation des valeurs mobilières de Hong Kong (Securities and Futures Commission, SFC) en raison d'actes illégaux, de conduite inappropriée ou de cessation des transactions avec des actifs virtuels. Les PSAV agréés sont soumis à la surveillance continue de la SFC.

À Taïwan, les PSAV sont classés comme entités de LBC/FT. Selon l'Art. 1-17 du Règlement de la Commission de surveillance financière de Taïwan « Sur la prévention du blanchiment d'argent et la lutte contre le terrorisme sur les plateformes de monnaie virtuelle et les maisons de commerce »⁹, les bourses de crypto-monnaies doivent détenir une licence, utiliser un système KYS, évaluer et identifier les risques liés à l'utilisation de crypto-monnaies en matière de transactions, informer les autorités compétentes des transactions suspectes et se conformer aux autres exigences de la législation de LBC/FT.

Conformément à la loi sur le système financier de la RAS de Macao de 1993, les activités financières ne peuvent être exercées que par des établissements financiers, des établissements de crédit et des intermédiaires financiers¹⁰. Le champ de la réglementation de cette Loi n'inclut pas les transactions en crypto-monnaies. Dans le même

temps, la fourniture de services liés à la gestion d'actifs, ainsi que le change de devises ou le transfert de fonds associés aux crypto-monnaies, sont soumis à la réglementation. L'Autorité monétaire de Macao (AMCM)¹¹ a émis un avertissement le 17 juin 2014 concernant la participation aux transactions Bitcoin, qui définit le Bitcoin comme un actif virtuel qui n'est ni un moyen de paiement légal ni un instrument financier soumis à la surveillance de l'AMCM¹². En outre, le 27 septembre 2017, l'AMCM (à la suite de l'interdiction faite par les autorités de la RPC aux fournisseurs de services financiers d'utiliser les crypto-monnaies) a appelé toutes les institutions bancaires et autres institutions financières de Macao à ne pas participer ni à fournir, directement ou indirectement, tout service financier pour les transactions avec des crypto-monnaies¹³. Dans une lettre datée du 6 août 2018, l'AMCM a demandé à toutes les banques et institutions financières de la RAS de Macao de ne pas s'engager ou fournir, directement ou indirectement, des services financiers impliquant l'utilisation de crypto-monnaies ou d'autres actifs virtuels comme moyen de paiement.



REGLEMENTATION JURIDIQUE DE LA CIRCULATION DES ACTIFS VIRTUELS A DES FINS DE LBC/FT EN OUZBEKISTAN

En République d'Ouzbékistan, le chiffre d'affaires des actifs virtuels est réglementé par le Décret du Président de la République d'Ouzbékistan du 24 juillet 2017 « Sur les mesures visant

⁴ <http://www.pbc.gov.cn/en/3688110/3688172/4157443/4353814/index.html>.

⁵ <https://www.chinalawtranslate.com/en/counter-terrorism-law-2015/>.

⁶ <http://www.pbc.gov.cn/fxqzhongxin/3558093/3558111/3561752/index.html>.

⁷ <https://www.info.gov.hk/gia/general/202212/07/P2022120700263.htm>.

⁸ <https://www.elegislation.gov.hk/hk/cap615>.

⁹ Règlement « Sur la prévention du blanchiment d'argent et la lutte contre le terrorisme sur les plateformes de monnaie virtuelle et les entreprises commerciales » du 30 juin 2021 [en chinois] // URL: <https://law.moj.gov.tw/LawClass/LawAll.aspx?pcode=G0380268> (Date de référence : 29 août 2023).

¹⁰ Macau Financial System Act, Decree-Law no. 32/93/M, 5 July 1993, Article 2. https://bo.io.gov.mo/bo/i/93/27/declei32_en.asp.

¹¹ Autoridade Monetária de Macao. URL: <https://www.amcm.gov.mo/>.

¹² AMCM. Avertissement concernant la participation aux transactions Bitcoin (17/07/2014). URL: <https://www.amcm.gov.mo/en/about-amcm/press-releases/gap/caution-against-engagement-in-bitcoin-transactions>.

¹³ AMCM. Alerte sur les risques des actifs virtuels et des crypto-monnaies (27/09/2017). URL: https://www.amcm.gov.mo/files/press_releases/gap/.

à introduire la gestion des projets en République d'Ouzbékistan », ainsi que par le Décret du Président de la République d'Ouzbékistan n° ПП-3832 « Sur les mesures visant à développer l'économie numérique et la circulation des actifs crypto en République d'Ouzbékistan » du 3 juillet 2018¹⁴, n° ПП-3926 « Sur les mesures visant à organiser les activités des bourses de crypto-monnaies en République d'Ouzbékistan » du 02 septembre 2018¹⁵ et n° П-3150 « Sur l'organisation des activités de l'Agence nationale pour les projets prometteurs de la République d'Ouzbékistan » du 27 juillet 2017¹⁶.

Selon les documents ci-dessus, l'élaboration et la réalisation d'une politique d'État unifiée dans le domaine des actifs crypto sont assurées par l'Agence nationale pour les projets prometteurs de la République d'Ouzbékistan.

Un régime réglementaire spécial a été introduit en ce qui concerne la circulation des actifs crypto en République d'Ouzbékistan. Dans le cadre de ce régime, la réalisation de projets impliquant l'utilisation d'actifs crypto sur le territoire de la République d'Ouzbékistan comme moyen de paiement est interdite.

Les PSAV fournissent des services en Ouzbékistan d'achat, de vente et (ou) d'échange, de stockage, d'émission, d'introduction et de gestion d'actifs crypto aux personnes physiques ou morales. Les PSAV en Ouzbékistan comprennent les bourses de cryptomonnaies, les pools de minage, les dépositaires de crypto-monnaies, les magasins de crypto-monnaies et d'autres types de prestataires de services déterminés par les décisions de l'Agence nationale de gestion des projets.



Depuis le 1er octobre 2018, les activités dans le domaine de la circulation des actifs crypto, y compris la création de bourses de cryptomonnaies, sont soumises à autorisation. À partir du 1er janvier 2023, les citoyens et les personnes morales de la République d'Ouzbékistan peuvent effectuer des transactions d'achat, de vente et (ou) d'échange d'actifs crypto exclusivement par l'intermédiaire de prestataires de services nationaux de la manière établie par les actes législatifs.

Les fonctions de contrôle des activités des prestataires de services en termes de respect des lois sur LBC/FT/FP sont confiées au Département de la lutte contre les crimes économiques auprès du Bureau du Procureur général de la République d'Ouzbékistan, ainsi qu'à l'Agence nationale pour les projets prometteurs de la République d'Ouzbékistan, qui est l'autorité chargée de l'octroi des licences aux PSAV, et à d'autres autorités compétentes publiques.

Conformément à l'Article 12 de La loi de la République d'Ouzbékistan n° 660-II du 24 septembre 2004 « Sur la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et le financement de

la prolifération des armes de destruction massive », les personnes exerçant des activités dans le domaine de la circulation des actifs crypto sont classées comme des organisations effectuant des transactions avec des fonds ou d'autres biens, et se voient imposer un ensemble de droits et d'obligations y afférents, y compris des mesures de vigilance à l'égard de la clientèle, de contrôle interne, de stockage d'information et d'envoi des informations à l'autorité compétente publique.

Afin d'introduire les normes LBC/FT/FP dans le domaine de la circulation des actifs crypto, l'Agence nationale pour les projets prometteurs, en collaboration avec le Département de la lutte contre les crimes économiques auprès du Bureau du Procureur général de la République d'Ouzbékistan, a élaboré et approuvé les Règles de contrôle interne en matière de LBC/FT/FP pour les personnes opérant dans le domaine de la circulation des actifs crypto¹⁷. Suite à la publication par le GAFI du Guide actualisé « Approche fondée sur les risques des actifs virtuels et des prestataires de services d'actifs virtuels », les Règles de contrôle interne ont été modifiées¹⁸.

¹⁴ <https://lex.uz/ru/docs/3806048?ONDATE=04.07.2018%2000#3806419>.

¹⁵ <https://lex.uz/ru/docs/3891610>.

¹⁶ <https://lex.uz/ru/docs/3280174>.

¹⁷ <https://static.norma.uz/documents/documents3/3309.pdf>.

¹⁸ <https://new-department.uz/ru/about/otkrytye-dannye/>.

SURVEILLANCE DES PSAV DANS LES PAYS DE L'EAG

Dans les pays de l'EAG, les PSAV comprennent principalement les bourses de cryptomonnaies, les magasins de cryptomonnaies, bureaux d'échange de cryptomonnaies, les dépositaires de cryptomonnaies et les pools de minage.

DEPUIS LE 1ER MAI 2024, LES PSAV SONT CLASSES COMME ENTITES DE LBC/FT DANS 5 PAYS DE L'EAG : Biélorussie, Inde, Kazakhstan, Kirghizistan et Ouzbékistan. En Chine, la création de jetons et le fonctionnement des PSAV sont interdits. Dans d'autres pays de l'EAG, le processus d'élaboration et d'accord de la réglementation des activités des PSAV est actuellement en cours.

En réalité, la non-réglementation du fonctionnement des PSAV n'empêche pas leur travail, mais ne fait qu'augmenter la part du secteur parallèle de l'économie. Une quantité importante de bourses et des bureaux de change de cryptomonnaies travaillent hors du cadre légal. Ils ne sont enregistrés dans aucune juridiction, n'identifient pas les propriétaires d'adresses Bitcoin, n'effectuent pas de procédures de conformité et ne respectent aucune exigence. Cela permet d'utiliser des crypto-monnaies pour commettre des crimes, y compris le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

En règle générale, l'ensemble minimum d'exigences pour le fonctionnement des PSAV dans les pays de l'EAG comprend la mise en œuvre de ce qui suit :

- enregistrement/obtention d'une licence ;

- élaboration et mise en œuvre de règles de contrôle interne ;
- identification, vigilance à l'égard de la clientèle, mise en place du système de KYC ;
- évaluation des risques, approche fondée sur les risques ;
- identification des transactions suspectes et envoi de rapports pertinents à l'autorité compétente ;
- mesures pour établir l'identité du propriétaire effectif du portefeuille de cryptomonnaies ;
- suivi et transmission à l'autorité compétente des informations sur les transactions soumises au contrôle obligatoire ;
- empêcher l'utilisation de la plateforme par des personnes et des organisations figurant sur les listes de terroristes ;
- application de mesures pour arrêter et geler les transactions suspectes.

Ainsi, en Ouzbékistan, à partir de 2021, les Règles de contrôle interne en matière de LBC/FT/FP sont appliquées aux personnes opérant dans le domaine de la circulation d'actifs crypto, ces Règles détaillent les procédures suivantes :

- organisation d'un système de contrôle interne et de vigilance à l'égard de la clientèle ;
- détermination et évaluation du niveau de risque ;
- établissement des critères et des signes de transactions suspectes, ainsi que la procédure pour les identifier ;
- travail avec des particuliers inscrits sur la Liste des personnes participant ou soupçonnées de participer à des activités terroristes ou à la prolifération d'armes de destruction massive, et mesures prises lorsqu'elles sont identifiées ;
- exécution des demandes et instructions d'une autorité compétente publique spéciale ;
- enregistrement et stockage des informations et des documents,

ainsi que garantie de leur confidentialité.

Suite à la publication du Guide actualisé « Approche fondée sur les risques des actifs virtuels et des prestataires de services d'actifs virtuels » (octobre 2021)¹⁹, les Règles de contrôle interne en Ouzbékistan ont été modifiées et comprennent :

- le renforcement des exigences imposées aux personnes nommées aux postes responsables du contrôle interne et qui opèrent dans le domaine de la circulation des actifs crypto, ainsi qu'à ceux qui les nomment ;
- l'utilisation obligatoire de logiciels analysant les transactions avec des actifs crypto (y compris ceux permettant d'identifier les plateformes de trading sur lesquelles les adresses de portefeuille de cryptomonnaies des clients ont été utilisées, les connexions entre les adresses de portefeuille de cryptomonnaies avec d'autres adresses, etc.) et évaluant le risque d'utilisation des adresses des portefeuilles de cryptomonnaies des clients dans des activités illégales. Parallèlement, en République d'Ouzbékistan, afin d'assurer la concurrence, les PSAV peuvent choisir de manière indépendante un logiciel permettant de surveiller les transactions et d'identifier les activités suspectes.

En règle générale, l'enregistrement d'un établissement doit être effectué dans le pays où il exerce ses activités. Cependant, normalement, l'État exige que tous les bourses de cryptomonnaies et les bureaux de change qui fournissent des services à ses citoyens obtiennent une licence. Par conséquent, le plus souvent, les bourses de cryptomonnaies centralisés disposent de licences dans plusieurs juridictions à la fois.

¹⁹ https://cbr.ru/content/document/file/113302/Руководство_ПОП_БА_ПУБА.pdf.

ROUBLE NUMERIQUE AU PROFIT DES PERSONNES ET DES ENTREPRISES : EXPERIENCE RUSSE

Une nouvelle forme de monnaie nationale est déjà apparue dans le cadre légal de la Fédération de Russie. La Banque de Russie a lancé la plateforme du rouble numérique et mène désormais des transactions pilotes avec de la vraie monnaie numérique russe. Nous avons demandé à Denis Poliakov, directeur adjoint du Département du système de paiement national de la Banque de Russie, de nous donner plus de détails sur ce qu'est un rouble numérique et comment les particuliers et les entreprises l'utiliseront



EXPERIENCE MONDIALE

Aujourd'hui, dans le monde entier, y compris dans les pays BRICS et de la CEI, le développement de projets dans le domaine des monnaies numériques des banques centrales (MNBC) suscite un grand intérêt. En 2023, la Banque des règlements internationaux a mené une enquête auprès de 86 pays pour déterminer dans quelle mesure ils étaient impliqués dans ce travail. La majorité, c'est-à-dire 81 pays, est soit activement engagée dans la recherche afin de décider du moment du lancement et du type de modèle de mise en œuvre dans leur pays, soit travaille déjà sur des prototypes spécifiques du MNBC. Seuls neuf pays mènent directement un projet pilote et utilisent déjà les monnaies numériques de leur pays sur le plan pratique, soit sur un nombre limité de clients, soit sur une base assez large. La Russie en fait partie.

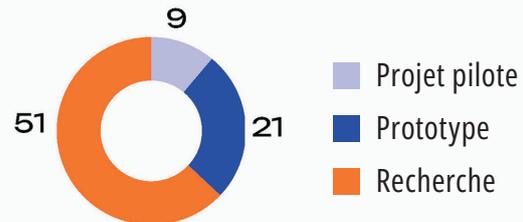
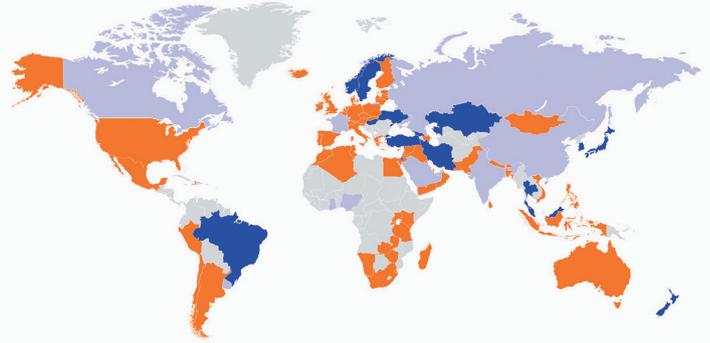
Les monnaies numériques des banques centrales sont lancées et construites dans chaque état en fonction de ses

propres besoins. Dans un pays on entre en lutte contre les géants de la technologie, qui ont occupé la majorité des services de paiement et en fait chassent les banques de ce marché. Dans un autre pays, on résout le problème de l'accessibilité financière, de sorte que les lieux les plus reculés soient couverts par les services de paiement et que la population rurale soit en mesure d'utiliser la monnaie nationale sans numéraire.

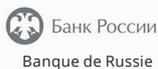
Il est important pour la Russie d'être à l'avant-garde des États qui définissent les tendances dans le développement et la mise en œuvre de MNBC, d'améliorer son système de paiement national et de le faire passer à un niveau supérieur de service. Notre pays est devenu l'un des premiers au monde dont le système de paiement possède tous les éléments d'un SNP développé. Cela signifie que nous disposons désormais d'une monnaie numérique nationale, d'un Système national de cartes de paiement, d'un Système de paiements instantanés (SPI) et de notre propre système de transmission de

Monnaies numériques des banques centrales (MNBC) dans le monde

81 de 86
pays interrogés
travaillent sur
le prototype ou sur le
projet pilote de MNBC*



*selon les données de la banque des règlements internationaux au début de 2023



messages financiers (STMF de la Banque de Russie est une alternative à SWIFT). Notre marché des services de paiement figure dans le TOP 5 des leaders mondiaux, et il est important pour nous de garder notre élan, de stimuler le développement de nos acteurs des marchés financiers, l'émergence de produits et services innovants pour les clients, et de réduire les frais.

DISCUSSION AVEC LES ACTEURS DU MARCHÉ

En octobre 2020, la Banque de Russie a publié un rapport de consultations publiques intitulé « Rouble numérique ». Sa publication a provoqué une grande résonance de la part des acteurs du marché financier, des hommes d'affaires, du gouvernement et de la société. La majorité des personnes interrogées ont soutenu l'initiative de la Banque de Russie visant à introduire la MNBC russe et à créer la plateforme du rouble numérique.

Compte tenu de l'analyse des commentaires et suggestions reçus

à la suite de l'examen de ce rapport, déjà en avril 2021, la Banque de Russie a publié le Concept du rouble numérique, qui comprenait une description des avantages de ce rouble numérique, le modèle cible, l'approche de la politique monétaire lors de l'introduction du rouble numérique, ainsi que les étapes clés de la réalisation du projet.

Parallèlement à la publication du concept, la Banque de Russie a commencé à développer un prototype de plateforme du rouble numérique et à préparer des propositions de projets de lois fédérales qui créeraient le cadre légal pour l'introduction d'une monnaie numérique nationale.

La plateforme du rouble numérique est un développement national de la Banque de Russie ; les meilleures solutions technologiques ont été utilisées lors de sa création, notamment en tenant compte des exigences les plus élevées en matière de sécurité de l'information pour cette plateforme.

Lors de la réalisation du projet pilote, la plateforme du rouble numérique a confirmé sa fonctionnalité et son accessibilité. Aucune barrière (tant

technologique que législative) n'a été identifiée.

LANCEMENT DE LA PLATEFORME

2 ans après la publication du concept, en mai 2023, ce qui est un délai sans précédent, la plate-forme du rouble numérique a été mise en service. L'émergence du rouble numérique en tant qu'une nouvelle forme de monnaie scripturale, qui circulera au même titre que la monnaie liquide et scripturale, ne modifiera pas le système bancaire financier à deux niveaux existant. La Banque de Russie estime que l'émergence d'un autre moyen de paiement pratique, sûr et accessible contribuera à réduire les coûts et à améliorer la qualité des services fournis par les banques. Dans le même temps, les banques resteront les principaux acteurs du marché des paiements de détail.

LANCEMENT OFFICIEL DE LA MONNAIE NATIONALE RUSSE NUMERIQUE

Le 1er août 2023, les principales dispositions de la loi sur le rouble numérique sont entrées en vigueur : un cadre réglementaire est apparu pour commencer des transactions

pilotes avec la monnaie réelle nationale numérique.

Ainsi, le rouble numérique est une forme numérique de la monnaie nationale russe, équivalente à l'argent liquide et à la monnaie scripturale. Tout d'abord, c'est un outil supplémentaire de paiements et de virements. Dans le même temps, le choix de l'outil à utiliser appartient aux citoyens.

Toutes les transactions avec la monnaie numérique russe sont réalisées sur la plateforme du rouble numérique, dont l'opérateur est la Banque de Russie. En outre, d'après la loi, la Banque de Russie établit des règles, des normes et des tarifs pour les transactions en RN (rouble numérique).

Pour les citoyens, toutes les transactions en RN sont gratuites ; pour les entreprises, le tarif d'acceptation du RN comme moyen de paiement pour des biens et des services sera de 0,3 %, ce qui est plusieurs fois inférieur aux commissions sur les cartes bancaires (le niveau moyen est de 1 à 2,2 %). Et c'est l'un des avantages du RN par

rapport aux fonds non monétaires. De plus, l'accès au compte numérique des citoyens et des entreprises est assuré via toute banque connectée à la plateforme du RN, ce qui garantit l'indépendance par rapport aux tarifs et aux restrictions d'une banque particulière.

Parmi les avantages du RN figure également la possibilité de créer de nouveaux mécanismes de règlements transfrontaliers si les participants étrangers sont intéressés et disposent d'une plate-forme similaire.

En outre, l'introduction du rouble numérique créera une concurrence supplémentaire dans le secteur bancaire en général et entre les acteurs dominants en particulier, et conduira également à l'établissement de conditions de service plus favorables pour les citoyens et les hommes d'affaire.

DIFFERENCES

Il est important de noter que le rouble numérique et la crypto-monnaie sont tout à fait différents. La crypto-monnaie n'a pas un seul émetteur

et il n'existe pas de centre unique qui assumerait des obligations à son égard.

Le rouble numérique est un moyen de paiement national, une forme de monnaie nationale. C'est la Banque de Russie qui émet des roubles numériques.

Du point de vue des paiements, les transactions en roubles numériques sont très similaires aux paiements traditionnels scripturaux. Dans le même temps, ces paiements ne dépendront pas des conditions des banques, ils s'effectueront sans restrictions sur le montant des virements, ainsi que sans commission sur les virements entre citoyens.

De plus, à l'avenir, il sera possible de payer avec des roubles numériques là où il n'y a pas d'Internet.

COMMENT OBTENIR UN PORTEFEUILLE NUMERIQUE ET L'UTILISER

Un compte en roubles numériques ou, tout simplement, un portefeuille numérique peut être ouvert sur la plateforme de la Banque de Russie via

Rouble numérique

Forme numérique de la monnaie nationale

Opérateur de plateforme RN : Banque de Russie

Propriétés du rouble numérique

- Les comptes en rouble numérique sont ouverts et tenus sur la plateforme de la Banque de Russie
- Accès au compte en rouble numérique via n'importe quelle banque membre
- Règles et tarifs uniformes
- Le rouble numérique est un moyen de paiement et de virement

Les trois formes sont équivalentes

1 RUR numérique =
1 RUR scriptural = 1 RUR en espèces

Ce sont les citoyens qui décident quel moyen de paiement sélectionner

Complément à l'argent liquide et à la monnaie scripturale



n'importe quelle application bancaire mobile dans laquelle une personne ou une société possède un compte. Dans ce cas, un seul de ces portefeuilles sera ouvert pour les personnes physiques et morales. Alimenter ce compte et réaliser des transactions sera possible, comme déjà indiqué, via l'application mobile de n'importe quelle banque utilisée.

À partir d'un portefeuille numérique, les gens pourront effectuer des virements vers les comptes d'autres citoyens, payer des biens et des services à l'aide d'un code QR et également transférer des roubles numériques vers leurs propres comptes bancaires. Vous ne pourrez pas transférer plus de 300 000 roubles par mois de votre compte bancaire vers votre portefeuille numérique. En plus de ce montant, il sera possible de recevoir des transferts de roubles numériques d'autres personnes, par exemple des parents, des amis. Vous pouvez dépenser des roubles numériques ou les transférer sans restrictions dans les limites du solde du compte. Il n'y a aucune restriction sur le montant des transferts numériques en roubles par jour. En plus, les transferts seront gratuits pour les citoyens.

Si vous avez de l'argent liquide, vous pouvez l'ajouter sur votre portefeuille numérique par des paiements autres qu'en espèces : tout d'abord, vous pouvez le déposer sur votre compte bancaire via un guichet automatique ou une caisse bancaire, puis le transférer du compte vers le portefeuille numérique. Si vous devez retirer de l'argent liquide, c'est le contraire : d'abord vous faites le virement de votre portefeuille vers votre compte, puis vous retirez de l'argent de votre compte au guichet automatique ou à la caisse bancaire.

À la différence des virements bancaires et des virements via SPI, les virements en roubles numériques ne dépendront pas de la politique tarifaire des banques.

C'EST LE CLIENT QUI FAIT LE CHOIX

Les citoyens, comme aujourd'hui, pourront choisir indépendamment la forme d'utilisation du rouble : en espèces, scriptural ou numérique. La Banque de Russie estime qu'il est nécessaire d'assurer la disponibilité d'une variété d'instruments de paiement, ainsi que le choix de ceux-ci. Les citoyens ne seront pas tenus d'ouvrir un portefeuille numérique en roubles. Si quelqu'un n'a pas envie d'utiliser le rouble numérique, alors il/elle peut tout simplement ne pas ouvrir de portefeuille.

Si vous avez un portefeuille numérique et quelqu'un vous transfère des roubles numériques, vous pouvez les déposer immédiatement sur votre compte bancaire à tout moment, puis, si vous le souhaitez, retirer de l'argent à un guichet automatique ou à un caisse bancaire.

AVANTAGES POUR LES CITOYENS, LES ENTREPRISES ET L'ÉTAT

Les transferts de roubles numériques pour les citoyens seront gratuits. Cela vous permettra de transférer de l'argent l'un à l'autre rapidement et facilement. Vous pouvez accéder au portefeuille numérique via l'application de n'importe quelle banque connectée à la plateforme.

Le principal avantage pour les entreprises réside dans les tarifs, qui sont plusieurs fois inférieurs à ceux d'acquisition. De plus, les entreprises pourront réduire les autres coûts liés à l'acceptation des paiements sans espèces.

La concurrence sur le marché financier va augmenter, de nouveaux produits et services apparaîtront. Du point de vue de l'État, cela présente également des avantages. Il s'agit d'une nouvelle infrastructure de paiement, d'une opportunité de réduire les coûts de gérer des paiements, ainsi que d'une numérisation continue de l'économie.

« LES CITOYENS, COMME AUJOURD'HUI, POURRONT CHOISIR INDÉPENDAMMENT LA FORME D'UTILISATION DU ROUBLE : EN ESPÈCES, SCRIPTURAL OU NUMÉRIQUE. LA BANQUE DE RUSSIE ESTIME QU'IL EST NECESSAIRE D'ASSURER LA DISPONIBILITÉ D'UNE VARIÉTÉ D'INSTRUMENTS DE PAIEMENT, AINSI QUE LE CHOIX DE CEUX-CI

A PROPOS DE CASHBACK, INTÉRÊT SUR LE SOLDE DE COMPTE ET BONUS

Le rouble numérique est créé comme un moyen d'effectuer des paiements et des transferts, et non comme moyen d'épargne ou de prêt. En conséquent, aucun intérêt ne sera donc versé sur le solde de compte. Le cashback ne sera pas non plus remis pour les paiements en roubles numériques. De plus, il est important de comprendre que le rouble numérique n'est pas un bonus ou un point de programme de fidélité, mais un moyen de paiement national. Il n'a pas de date d'expiration et il ne peut pas expirer. Vous pouvez également dépenser des roubles numériques à votre propre discrétion et non dans une liste limitée de produits.

Le problème de l'approvisionnement énergétique n'est pas grave pour les roubles numériques. Aujourd'hui, en cas de panne d'électricité, vos roubles scripturaux restent toujours sur des comptes bancaires. La même chose va passer avec les roubles numériques. Les informations seront stockées sur la plateforme de la Banque de Russie. En outre, il est prévu de sauvegarder les informations à propos des transactions sur la plateforme du rouble numérique.

Future Plans

In the Pilot Phase

- Opening and replenishment of a digital ruble account
- Transfers between individuals, including automatic transfers
- Payment for goods and services via QR codes

In 2024

- Dynamic QR codes and transfers between legal entities
- Integration with enforcement proceedings, AML/CFT, and seizures
- Use of digital rubles for budgeting purposes is under consideration

After 2024

- C2G, G2C, B2G, G2B transactions
- Offline mode



SECRET BANCAIRE

Le volume d'informations sur les citoyens lors des transactions avec des roubles numériques ne dépassera pas le volume déjà établi pour les transactions avec des roubles scripturaux. Les informations sur les soldes des portefeuilles numériques et les informations sur les roubles numériques sont protégées par le secret bancaire exactement comme les informations sur les comptes bancaires.

PROJET PILOTE

Compte tenu de l'entrée en vigueur de la législation, le projet pilote de transactions avec de vrais roubles numériques a démarré comme prévu, à partir du 15 août 2023. Maintenant, il se poursuit. Aujourd'hui, 12 banques, environ 600 de leurs clients (citoyens et entreprises), ainsi que près de 30 sociétés commerciales et prestataires de services y participent. Dans un premier temps,

des transactions de base avec des roubles numériques sont disponibles sur la plateforme : ouverture et alimentation de comptes en roubles numériques, transfert de fonds d'un portefeuille numérique vers des comptes bancaires, transferts entre particuliers, paiement de biens et services, remboursement, ainsi que simples transactions autonomes (prélèvements automatiques). Le projet pilote se déroule comme prévu. Nous continuons à travailler sur les aspects technologiques de l'interaction entre les banques et les utilisateurs avec la plateforme du rouble numérique et testons la commodité des routes clients. Selon les données à la fin du 1er trimestre 2024, plus de 28 000 transactions ont été réalisées sur la plateforme depuis le début du projet pilote.

Actuellement, 20 autres banques sont prêtes à rejoindre le projet pilote. Elles ont déjà signé un contrat d'adhésion à la Plateforme du rouble numérique de la Banque de Russie et mettent actuellement en place leurs systèmes. Les listes des banques participant déjà au projet pilote et de celles envisageant de le rejoindre sont publiées sur le site officiel de la Banque de Russie.

Le projet pilote se poursuivra jusqu'en 2024, en augmentant progressivement le nombre de participants ainsi que la fonctionnalité de la plateforme. Ainsi, il est prévu cette année de lancer le projet pilote pour le paiement des achats et des services avec les codes QR dynamiques, sur Internet et les transferts entre personnes morales.

LE PROJET PILOTE SE POURSUIVRA JUSQU'EN 2024, EN AUGMENTANT PROGRESSIVEMENT LE NOMBRE DE PARTICIPANTS AINSI QUE LA FONCTIONNALITE DE LA PLATEFORME



TRIBUNE DES JEUNES

68 EVELINA VALOVA

Les jeunes dans les BRICS



➤ **EVELINA VALOVA,**

étudiante en 2e année de l'Académie diplomatique du ministère russe des Affaires étrangères, membre de la délégation russe du IX Sommet de la jeunesse des BRICS, chef du Club des médias « INTERMEDIA »

LES JEUNES DANS LES BRICS

Au cours des dernières années, les activités d'intégration des BRICS ont déjà dépassé la simple interaction économique. Le vecteur de la jeunesse est devenu l'un des domaines clés de l'association, et les BRICS peuvent aujourd'hui être considérés à juste titre comme la plateforme la plus importante pour révéler le potentiel de la jeunesse des États membres

Depuis le début de la présidence russe, à partir du 1er janvier 2024, notre pays a officiellement annoncé plus de dix conférences, forums, écoles et sommets de la jeunesse dans divers domaines de coopération. Par exemple, dans le domaine des relations internationales, le Forum international de la jeunesse sur la diplomatie publique « InterYES! » s'est tenu en avril, et en juillet-août, le modèle BRICS sera organisé dans le cadre du programme de développement

général supplémentaire « École des jeunes diplomates à Artek ». Une place particulière dans l'intégration est occupée par les domaines scientifiques et techniques, auxquels seront consacrés le sommet de l'énergie des jeunes « BRICS plus » et le forum-concours international des jeunes chercheurs des pays BRICS « Problèmes actuels de l'utilisation du sous-sol ». En outre, en mai, les étudiants de l'Université nationale de recherche École des hautes études en sciences économiques ont participé au sommet « BRICS+ »

sur l'innovation des jeunes qui s'est tenu en Afrique du Sud, où ils ont eu l'occasion de présenter et de soutenir leur projet individuel d'affaires. Les gagnants ont été invités à participer à d'autres programmes internationaux dans le domaine des affaires et de l'entrepreneuriat, notamment au XXVIIe Forum économique international de Saint-Pétersbourg (SPIEF). Cela prouve que ce type d'interaction entre les jeunes n'est pas un simple échange d'opinions, mais un partenariat prometteur et ambitieux.



En plus des projets à court terme, il existe des plateformes actives toute l'année sur la base des BRICS. En 2014, la communauté d'experts des jeunes BRICS (BRICS Youth Expert Society « BRICSYES! ») a été créée. Jusqu'à présent, elle réunit de jeunes experts des pays de l'association, qui mènent à leur tour des recherches communes dans trois domaines : intercivilisationnel, politique et économique-financier.

Les résultats de chaque année et l'établissement de projets d'avenir dans la politique nationale sont discutés lors des sommets annuels. Au niveau de l'interaction entre les jeunes des BRICS, une réunion au sommet est également organisée traditionnellement quelques mois avant la réunion des chefs d'État des BRICS. Le sommet de la jeunesse des BRICS est devenu un événement clé dans le développement de la coopération entre les jeunes leaders. Ils se réunissent chaque année dans l'État de la présidence pour élaborer des propositions qui peuvent ensuite être soumises aux chefs d'État pour examen.

La ville sud-africaine de Durban a accueilli l'année dernière le IXe Sommet de la jeunesse des BRICS. La délégation russe, à laquelle j'ai eu la chance d'appartenir, a préparé des rapports avec des propositions pratiques sur 5 domaines de l'agenda :

- 1) développement du partenariat pour assurer une transition énergétique juste et honnête ;
- 2) transformation du système d'enseignement et développement des compétences de l'avenir ;
- 3) libération des opportunités grâce à la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental africain ;
- 4) relance socio-économique après la pandémie et mise en œuvre de l'Agenda du développement durable pour la période allant jusqu'en 2030 ;
- 5) renforcement du multilatéralisme, notamment en travaillant à la réforme des institutions de gouvernance mondiale et en renforçant le rôle des femmes dans le règlement pacifique.

Pendant deux jours, chacun des cinq pays a présenté sa position et le dernier jour les négociations sur la résolution ont eu lieu. C'est cette partie du sommet qui détermine la façon dont la réunion s'achève et les propositions qui seront incluses dans le document final, car les jeunes dirigeants doivent utiliser toutes leurs connaissances et compétences diplomatiques pour parvenir à un consensus, depuis les idées jusqu'aux formules. Cependant, la chose la plus importante à réaliser est que c'est le sommet qui définit vraiment le développement futur d'alliances des jeunes, car les décisions prises sont contraignantes pour la mise en œuvre.

En 2023, le résultat le plus important du sommet des dirigeants dans le domaine de la politique de la jeunesse a été la création du Conseil de la jeunesse des BRICS, qui a été initié par les participants au IXe Sommet de la jeunesse des BRICS et qui travaille désormais avec succès. Il s'agit d'une véritable avancée dans le domaine de la diplomatie des jeunes, qui confirme une fois de plus la thèse selon laquelle l'interaction entre les jeunes joue un rôle important dans la politique mondiale.



En 2024, le Sommet de la jeunesse se tiendra du 22 au 26 juillet à Oulianovsk, où de jeunes chefs de dix États de l'association se réuniront et travailleront sur cinq sujets : l'éducation, la science et la formation ; l'entrepreneuriat des jeunes ; la science, la technologie et l'innovation ; le travail social et le volontariat des jeunes ; la santé et les sports. Comme l'année dernière, les jeunes auront à nouveau l'occasion d'exprimer leurs idées et de les présenter sous la forme d'une résolution finale aux chefs d'État en marge du XVIe sommet des BRICS qui se tiendra en octobre.

Ainsi, la coopération entre les jeunes dans le cadre des BRICS est loin de se limiter à la discussion et à la négociation de l'agenda proposé. Aujourd'hui, il s'agit d'une orientation distincte de la politique et de la diplomatie, qui se distingue de toutes les autres par sa créativité. Les jeunes, en interagissant les uns avec les autres, créent de nouvelles plateformes de coopération et proposent des idées de projets, y compris ceux liés à l'économie et à la sécurité nationale des États. Il n'y a pas de frontières pour les jeunes dans le monde d'aujourd'hui, ils sont capables de travailler ensemble indépendamment des limites temporelles et géographiques et des mentalités. Cependant, pour réaliser toutes les initiatives, il est nécessaire que des jeunes soient prêts à agir et à défendre la position de leur nation à tout moment. Il est dans l'intérêt des chefs d'État de les écouter, car ce sont les jeunes qui constituent la nouvelle génération de ceux qui seront responsables de la poursuite de la coopération entre les membres des BRICS.



ACTUALITÉS DU SYSTÈME ANTI-BLANCHIMENT

71 Vienne : La 67e session de la commission des stupéfiants des Nations Unies a eu lieu

71 Moscou : Reunions bilatérales entre les cellules de renseignement financier Russe et certains états

71 Kazan : XV forum économique international « La Russie — le monde islamique : Kazanforum »

72 Minsk : Conférence dédiée à la lutte contre la criminalité utilisant les actifs numériques

72 Manama : 38e séance Plénière du Gafimoan

73 Des salons de l'Éducation et des carrières en matière de Ibc/ft ont eu lieu dans les universités des pays BRICS

Vienne : la 67e session de la Commission des stupéfiants des Nations Unies a eu lieu

L'événement à Vienne, en Autriche, a rassemblé plus d'un millier d'experts travaillant dans le domaine de la lutte contre la distribution des drogues et de la régulation de leur trafic. Boris Toropov, conseiller du directeur, a représenté Rosfinmonitoring à l'événement



Le ministère russe des Affaires étrangères a organisé l'un des principaux événements spécialisés, la réunion des délégations des pays BRICS consacrée à discuter de l'utilisation d'Internet et des nouveaux outils financiers dans le trafic de drogue.

La partie russe a présenté un rapport sur son expérience en matière de suivi des transactions illégales de crypto-monnaie à l'aide du logiciel « Blockchain transparente ».

Moscou : réunions bilatérales entre les cellules de renseignement financier russe et certains États

Youri Tchikhantchine, directeur de Rosfinmonitoring a accueilli des représentants des cellules de renseignement financier de Madagascar, d'Éthiopie et d'Ouzbékistan



Les collègues étrangers ont étudié l'expérience de la Russie en matière d'enquêtes financières, de réglementation des actifs virtuels et d'utilisation des nouvelles technologies et des outils de surveillance.

Les parties ont souligné l'importance de renforcer la coopération internationale en matière de LBC/FT en raison de la nature transnationale des menaces actuelles pesant sur la sécurité financière mondiale. Des domaines de coopération prometteurs ont été déterminés.

Kazan : XV Forum économique international « La Russie — le monde islamique : Kazanforum »

Galina Bobrycheva, directrice adjointe de Rosfinmonitoring, a pris la parole lors de la session « L'audit d'État est un instrument de confiance et d'ouverture du pouvoir » organisée par la Chambre des comptes de la Fédération de Russie dans le cadre du XV^e Forum économique international « La Russie — le monde islamique : Kazanforum »

L'animatrice de la discussion d'experts était Svetlana Orlova, auditrice de la Chambre des comptes de la Fédération de Russie. La séance s'est déroulée en présence du président du Comité de contrôle de la Douma d'État Oleg Morozov, du chef adjoint du Trésor fédéral Eli Isaïev, du président du Conseil d'État de la République du Tatarstan Farid Moukhametchine, des représentants d'autres autorités publiques de Russie, d'Azerbaïdjan, d'Algérie et de Gambie, ainsi que du secteur bancaire et de la Chambre de commerce russe.

Lors de l'événement, ont été discutés les questions de l'ouverture des autorités publiques en tant qu'élément de la confiance des citoyens et divers aspects de l'interaction interministérielle des organismes de contrôle financier.

MINSK : CONFERENCE DEDIEE A LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE UTILISANT LES ACTIFS NUMERIQUES

Les participants à la conférence scientifique et pratique ont échangé leurs expériences dans le domaine de la criminologie numérique et discuté des méthodes innovantes de lutte contre la cybercriminalité



Olga Tissen, cheffe du Département juridique de Rosfinmonitoring, a souligné la coopération étroite entre les services de renseignement financier de Russie et de Biélorussie, ainsi que l'intérêt des deux pays à renforcer la coopération dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

MANAMA : 38E SEANCE PLENIERE DU GAFIMOAN

L'événement du Groupe d'action financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord s'est tenu à Manama, la capitale du Royaume de Bahreïn



Les délégués des États membres et les observateurs du GAFIMOAN, les experts en matière de LBC/FT/FP des organisations internationales ont noté les progrès réalisés par les États membres dans l'amélioration du niveau de conformité technique avec les Recommandations du GAFI.

En outre, le rapport d'évaluation mutuelle de la République d'Irak a été approuvé, ainsi que des rapports détaillés sur les progrès des systèmes nationaux de LBC/FT de l'Égypte et du Maroc.

BRICS DES SALONS DE L'EDUCATION ET DES CARRIERES EN MATIERE DE LBC/FT ONT EU LIEU DANS LES UNIVERSITES DES PAYS BRICS

Des salons d'éducation de l'Institut international en réseau de LBC/FT ont été organisées pour les étudiants du Brésil, d'Égypte, des Émirats arabes unis et d'Éthiopie

Des représentants du Centre international de formation et de méthodologie pour le suivi financier ont présenté aux étudiants les services informatiques éducatifs, ont parlé du Mouvement international sur la sécurité financière et organisé des quiz et des cours magistraux. Sous la direction d'experts, les participants au salon ont pu mener de manière indépendante des enquêtes financières à l'aide du système de formation « Graphus » et du service « Blockchain transparente ». En outre, dans le cadre des événements du salon, pour les étudiants des pays BRICS ont été organisés des cours thématiques sur la sécurité financière « Jeux pour les adultes : comment ne pas devenir complice d'un délit financier » à partir desquels ils ont



appris à éviter d'être impliqué dans des schémas frauduleux, y compris l'aide au financement du terrorisme.





COMITÉ ÉDITORIAL



Président du comité éditorial
Youri Tchihantchine



Vice-président du comité éditorial
Vladimir Ovtchinnikov



Vice-président du comité éditorial
Guerman Neglyade



Rédacteur en chef
Irina Riazanova

MEMBRES DU COMITÉ ÉDITORIAL



Galina Bobrycheva



Ivan Kornev



Oleg Krylov



Anton Lisitsyn



Sergueï Tétéroukov



Alexeï Petrenko



Margarita Andronova

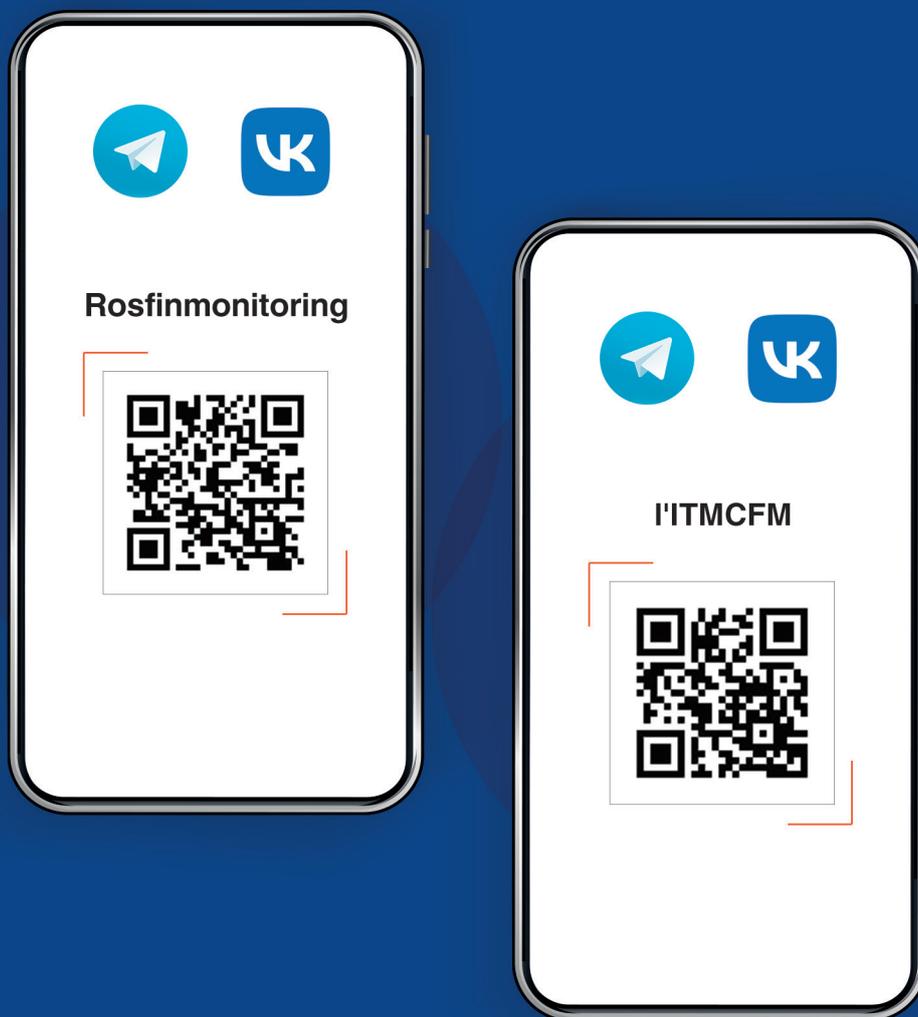


Ievgueni Guileta



Marina Chemiakina

Rosfinmonitoring et l'ITMCFM sur Telegram et VKontakte



Édition

Organisation autonome à but non lucratif
Centre international de formation et de méthodologie pour la surveillance financière

31, ruelle Staromonetny, bâtiment 1, 119017 Moscou

E-mail : info@mumcfm.ru

Tirage : 600 exemplaires.

Les opinions des rédacteurs ne coïncident pas nécessairement avec celles des auteurs.

ITMCFM
2024